

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE
LA MAÎTRISE EN LOISIR, CULTURE ET TOURISME**

**PAR
GUYLAINE LAVALLÉE**

**LA VILLÉGIATURE COMME LEVIER DE REVITALISATION AU LAC MÉKINAC:
ÉVALUATION DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX**

AVRIL 1998

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

SOMMAIRE

Au cours du 20^{ième} siècle, le développement régional s'est appuyé sur des politiques macro-économiques et de croissance polarisée ayant pour but de réduire les disparités régionales. La théorie des pôles de développement selon laquelle les investissements publics et privés devaient être concentrés dans les pôles urbains stipulait également que les régions périphériques bénéficieraient des retombées de la croissance des centres urbains. Actuellement, ces bases économiques sont remises en cause par les tenants des sciences régionales car elles ont favorisé un développement inégal et accentué les disparités régionales.

Conséquences de ces politiques macro-économiques, des territoires se retrouvent marginalisés étant devenus économiquement dysfonctionnels dans la logique concurrentielle dominante. La dévitalisation sociale, démographique et économique de nombreuses collectivités québécoises est ainsi devenue un phénomène important et inquiétant.

Au fil des 30 dernières années, se sont succédées diverses instances politiques et plusieurs programmes d'aide au développement des régions. Malgré ces efforts louables, on assiste toujours au déclin de nombreuses collectivités. Et, devant l'insatisfaction liée à la mise en oeuvre de véritables politiques de développement régional, la notion de développement local a émergé comme une pratique novatrice de soutien aux zones dévitalisées.

Par ailleurs, face à la perte d'activités de ces zones, le tourisme, industrie en pleine croissance, est identifié par plusieurs comme un axe de redressement socio-économique. La villégiature, comme forme de tourisme peut contribuer à atténuer les disparités économiques régionales car elle engendre un déplacement salutaire d'individus en provenance de centres urbains vers des territoires périphériques. Par contre, trop souvent encore la villégiature entraîne une détérioration de la qualité de vie de la population d'accueil en plus de provoquer une dégradation de l'environnement biophysique.

C'est donc dans cette perspective de revitalisation par la villégiature que cette étude a été réalisée, le principal objectif étant d'évaluer dans quelle mesure les impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature peuvent agir comme levier de revitalisation des territoires dévitalisés.

La mise en oeuvre de cette recherche s'est appuyée sur un cadre de référence intégrant des connaissances issues des domaines du développement local et de la gestion environnementale des écosystèmes lacustres. La sélection du territoire à l'étude s'est articulée autour des deux concepts centraux de cette recherche: la dévitalisation territoriale et la villégiature. Le choix de ce territoire s'est posé sur la M.R.C. de Mékinac et plus spécifiquement, sur le lac Mékinac, un des principaux sites de villégiature du territoire.

Pour arriver à mesurer l'impact de la villégiature exercée au lac Mékinac, la méthodologie employée a exigé l'utilisation de données primaires et secondaires. La collecte des données primaires a été réalisée à l'aide d'un questionnaire d'enquête administré auprès des villégiateurs du lac Mékinac, d'une grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains et d'une grille d'analyse du paysage. D'autre part, l'utilisation de données secondaires a permis de recueillir des informations relatives à la situation socio-démographique et économique du territoire à l'étude. Des données secondaires ont également été employées pour évaluer certains impacts environnementaux.

Les résultats des analyses effectuées démontrent que bien que l'on enregistre des répercussions positives sur le milieu d'accueil, les bénéfices engendrés par la villégiature ne réussissent pas à eux seuls à la revitalisation socio-démographique et économique de la collectivité d'accueil.

Néanmoins, les principaux constats dégagés de cette expérimentation mettent en évidence la nécessité d'apporter certaines modifications dans la gestion et dans l'aménagement de sites de villégiature et ce, en vue d'accroître les bienfaits socio-économiques et environnementaux générés par cette forme de tourisme.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES TABLEAUX	xiii
LISTE DES CARTES	xiv
REMERCIEMENTS	xv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1: LA PROBLÉMATIQUE	6
1.1 LA DÉVITALISATION DE TERRITOIRES	6
1.1.1 Les facteurs exogènes du processus d'exclusion	6
1.1.1.1 Les principes macro-économiques	8
1.1.1.2 Les choix politiques	9
1.1.1.3 Les caractéristiques géographiques	12
1.1.2 Les facteurs endogènes de la dévitalisation locale	12
1.1.2.1 La situation de sous-emploi	15
1.1.2.2 L'exode des jeunes, la diminution, l'appauvrissement et le vieillissement de la population	15
1.1.2.3 La dégradation sociale, la mentalité attentiste et la perte du sentiment d'appartenance	16
1.1.2.4 Le faible niveau de scolarité et de qualification professionnelle de la population. La sclérose du leadership et de l'entrepreneurship.	16
1.1.2.5 La démission politique et le désintéressement pour la vie politique.	16
1.1.2.6 Le manque d'information et de sensibilisation	17
1.1.2.7 La dégradation de l'environnement naturel et bâti	17
1.1.2.8 L'abdication et la résignation	17
1.1.3 Les territoires dévitalisés au Québec	18
1.1.3.1 L'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec	18

1.1.3.2	Les caractéristiques des M.R.C. défavorisées	20
1.1.3.3	Les principaux problèmes des M.R.C. défavorisées	21
1.1.3.4	Les principaux potentiels des M.R.C. défavorisées	22
1.1.4	Discussion - synthèse sur la dévitalisation des territoires	22
1.2.	LE TOURISME DE VILLÉGIATURE	24
1.2.1	Le phénomène de la villégiature: essai de définition	24
1.2.2.	Un bilan historique de la villégiature au Québec	25
1.2.2.1	La villégiature privée	25
1.2.2.2	La villégiature sur les terres publiques	27
1.2.3	Les impacts socio-économiques engendrés par la villégiature	29
1.2.3.1.	Les revenus locaux	30
1.2.3.2	Les dépenses municipales en services	31
1.2.3.3	La création ou le maintien d'emplois	32
1.2.3.4	L'effet inflationniste	32
1.2.3.5	Le dynamisme démographique	32
1.2.3.6	La capacité de support psychologique	33
1.2.4	Les impacts environnementaux engendrés par la villégiature	33
1.2.4.1	L'eutrophisation	34
1.2.4.2	La transformation de l'encadrement naturel	35
1.2.4.3	La capacité de support biophysique	36
1.2.4.4	La densification - l'urbanisation	37
1.2.4.5	Discussion-synthèse sur les impacts environnementaux engendrés par la villégiature	38
1.3	SYNTHÈSE SUR LA PROBLÉMATIQUE	38

CHAPITRE 2: LE CADRE DE RÉFÉRENCE ET LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

2.1	LE CADRE DE RÉFÉRENCE	40
2.1.1.	Le développement local: fondements et principes	40
2.1.2	La villégiature et le développement local: cadre de référence	42
2.1.2.1	La dévitalisation de territoires	44
2.1.2.2	La villégiature	44
2.1.2.3	La villégiature comme levier de revitalisation	45

2.2	LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	45
2.2.1.	La population à l'étude	45
2.2.2	Les concepts à l'étude	46
2.2.3	La collecte des données	50
2.2.3.1	Le questionnaire d'enquête	50
2.2.3.2	La grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains	53
2.2.3.3	La grille d'analyse du paysage	53
2.2.3.4	Les données secondaires	54
2.2.3.5	Le sommaire des données recueillies	54
2.3	LES LIMITES DE L'ÉTUDE	58
CHAPITRE 3:	LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE	59
3.1	LA DESCRIPTION GÉNÉRALE DE LA M.R.C. DE MÉKINAC	59
3.2	LE PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA M.R.C. DE MÉKINAC	62
3.2.1	L'évolution démographique de la population	63
3.2.1.1	L'évolution démographique par groupes d'âge	64
3.2.1.2	Les perspectives démographiques	65
3.2.2.	La structure de l'activité économique	66
3.2.3	La situation de l'emploi	68
3.2.4	Le revenu	69
3.2.5	La scolarité	70
3.2.6	La dégradation sociale	70
3.2.7	Discussion-synthèse sur l'état de dévitalisation du territoire	71
3.3	LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE VILLÉGIATURE	72
3.3.1	Le schéma d'aménagement de la M.R.C. de Mékinac	73
3.3.2	La planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac	75
3.3.3	Le plan de développement et de commercialisation touristique du secteur Mékinac	76
3.3.4	La planification stratégique de la région Mauricie-Bois-Francs- Drummond	76
3.3.5	Le plan régional de développement de la villégiature	77
3.3.6	Le plan de développement touristique du Coeur-du-Québec	78

3.4	DISCUSSION - SYNTHÈSE SUR LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE	78
3.5	LA ZONE DE VILLÉGIATURE À L'ÉTUDE: LE LAC MÉKINAC	79
3.5.1	Les critères de sélection	79
3.5.2	La description générale du territoire	80
3.5.3	Les éléments de problématique associés à la villégiature	83
3.5.3.1	Le sous-développement	83
3.5.3.2	Les conflits d'utilisation	84
3.5.3.3	L'ichtyofaune	84
3.5.3.4	L'effet de marnage	84
3.5.3.5	La présence de sites archéologiques	85
3.5.3.6	L'abondance de moustiques	85
3.6	SYNTHÈSE SUR LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE	86
	CHAPITRE 4: LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC	88
4.1	LE PORTRAIT GÉNÉRAL DU RÉPONDANT- VILLÉGIATEUR	88
4.1.1	Le profil socio-économique du répondant-villégiateur	88
4.1.1.1	La répartition des répondants-villégiateurs selon le sexe	89
4.1.1.2	La répartition des répondants-villégiateurs selon l'âge	89
4.1.1.3	La répartition des répondants-villégiateurs selon la scolarité.	90
4.1.1.4	La répartition des répondants-villégiateurs selon l'occupation	91
4.1.1.5	La répartition des répondants-villégiateurs selon le revenu annuel brut des ménages	92
4.1.1.6	La répartition des villégiateurs selon la provenance	93
4.1.2	Le profil type du répondant-villégiateur	95
4.2	LES CARACTÉRISTIQUES COMPORTEMENTALES DU RÉPONDANT- VILLÉGIATEUR	95
4.2.1	La fréquentation de la résidence secondaire	95
4.2.1.1	La répartition des répondants-villégiateurs selon la période de séjour	95
4.2.1.2	La répartition des répondants-villégiateurs selon le rythme de fréquentation	96
4.2.1.3	La répartition des répondants-villégiateurs selon le nombre de jours par année séjournés à leur résidence secondaire	98

4.2.1.4	La répartition des répondants-villégiateurs selon la taille et la composition du groupe	99
4.2.2	Les loisirs des répondants-villégiateurs	101
4.2.2.1	Les activités de loisir	101
4.2.2.2	Les équipements nautiques	102
4.2.3	Les motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac	102
4.2.4	La synthèse des caractéristiques comportementales du villégiateur	103
4.3	LE PORTRAIT DE LA PROPRIÉTÉ	104
4.3.1	Le mode d'acquisition	104
4.3.2	Les caractéristiques générales de la propriété	105
4.3.2.1	La valeur foncière des résidences	105
4.3.2.2	La superficie des terrains	106
4.3.2.3	Les infrastructures de service et les équipements sur le site	107
4.4	DISCUSSION - SYNTHÈSE SUR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC	107

CHAPITRE 5: LES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

	LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC	110
5.1	LES REVENUS LOCAUX ET RÉGIONAUX	110
5.1.1	Les dépenses fiscales des villégiateurs	111
5.1.2	Les dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété	112
5.1.2.1	Les dépenses d'amélioration et d'entretien	113
5.1.2.2	Les dépenses d'utilisation	114
5.1.3	Les dépenses liées aux activités de détente et de récréation des villégiateurs	115
5.1.4	Les dépenses courantes des villégiateurs	115
5.1.5	Le sommaire et la répartition territoriale des revenus	118
5.2	LES DÉPENSES MUNICIPALES EN SERVICES	120
5.3	LA CRÉATION OU LE MAINTIEN D'EMPLOIS	124
5.4	LE DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE	125
5.5	LES INCIDENCES SOCIALES	126
5.5.1	Les relations entre les villégiateurs et la population permanente	126
5.5.2	L'implication sociale des villégiateurs	128

5.6	LA SYNTHÈSE DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC	129
-----	---	-----

CHAPITRE 6: LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC 134

6.1	L'ÉTAT DES RESSOURCES NATURELLES	135
6.1.1	La qualité de l'eau	135
6.1.2	La faune	136
6.1.3	La végétation aquatique	138
6.1.4	Le paysage	139
6.1.5	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de l'encadrement naturel	144
6.1.5.1	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité du paysage	144
6.1.5.2	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de l'eau	145
6.1.5.3	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de la pêche	146
6.1.5.4	La perception des répondants-villégiateurs face à la pollution	147
6.1.6	Synthèse sur l'état des ressources naturelles	148
6.2	LA TRANSFORMATION DE L'ENCADREMENT NATUREL	148
6.2.1	Le déboisement	148
6.2.2	L'artificialisation et l'urbanisation de l'espace	151
6.2.3	L'érosion des berges	154
6.2.4	La relation entre la transformation de l'encadrement naturel et l'érosion des berges	156
6.3	LA SYNTHÈSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC	157
6.4	DISCUSSION -SYNTHÈSE SUR LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX . .	158

CHAPITRE 7: LA VILLÉGIATURE COMME LEVIER DE REVITALISATION 160

7.1	LES RÉSULTATS VERSUS LE CADRE DE RÉFÉRENCE	160
7.1.1	L'état de dévitalisation de la M.R.C. de Mékinac	161

7.1.2	La villégiature au lac Mékinac: les répercussions socio-économiques et environnementales	162
7.1.3	La validation du cadre de référence et de la méthodologie de recherche	169
7.1.3.1	Le cadre de référence	169
7.1.3.2	La méthodologie de recherche	170
7.2	ANALYSE PROSPECTIVE DES IMPACTS DE LA VILLÉGIATURE DANS LE SECTEUR DU LAC MÉKINAC	171
7.3	PROCESSUS DE REVITALISATION PAR L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL	174
7.3.1	La prise de conscience	175
7.3.2	L'événement déclencheur	176
7.3.3	Création d'un groupe leadership - développement d'une volonté collective d'intervention	176
7.3.4	Diagnostic de la situation et définition d'orientations	177
7.3.5	Formulation d'un projet collectif de développement	177
7.3.6	Mise en place de micro-initiatives locales de développement axées sur le développement de la villégiature	178
7.3.7	Évaluation des actions	178
7.4	RECOMMANDATIONS	180
7.4.1	Recommandations liées à une revitalisation socio-économique locale durable	181
7.4.2	Recommandations liées à une revitalisation environnementale locale durable	182
	CONCLUSION	184
	BIBLIOGRAPHIE	188
	APPENDICE A: Questionnaire d'enquête	195
	APPENDICE B: Grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains- Fiches de relevés	204
	APPENDICE C: Grilles d'analyse du paysage	213

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Les facteurs exogènes du processus d'exclusion.	7
Figure 2	Le cercle de la dévitalisation locale	14
Figure 3	Les principaux problèmes des M.R.C. défavorisées.	21
Figure 4	Les principaux potentiels des M.R.C. défavorisées.	22
Figure 5	Le cadre de référence.	43
Figure 6	L'opérationnalisation des concepts.	47
Figure 7	Résumé des thèmes et des sous-thèmes du questionnaire d'enquête.	51
Figure 8	Le sommaire des données recueillies.	55
Figure 9	Les orientations du schéma d'aménagement de la M.R.C. de Mékinac	73
Figure 10	Les orientations de la planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac	75
Figure 11	Les orientations de la planification stratégique de la région Mauricie-Bois-Francis-Drummond.	77
Figure 12	La répartition des répondants-villégiateurs selon l'âge.	89
Figure 13	La répartition des répondants-villégiateurs selon la scolarité.	90
Figure 14	La répartition des répondants-villégiateurs selon le revenu.	92
Figure 15	La répartition des villégiateurs selon la provenance.	93
Figure 16	La répartition des répondants-villégiateurs selon la période de séjour.	96
Figure 17	La répartition des répondants-villégiateurs selon le rythme de fréquentation.	97

Figure 18	La répartition des répondants-villégiateurs selon le nombre de jours par année séjournés à leur résidence secondaire.	98
Figure 19	La répartition des répondants-villégiateurs selon la taille du groupe . .	99
Figure 20	La répartition des répondants-villégiateurs selon la composition du groupe.	100
Figure 21	Les activités de loisir pratiquées par les répondants-villégiateurs. . . .	101
Figure 22	Les motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac	102
Figure 23	La répartition des résidences secondaires selon la valeur foncière. . .	105
Figure 24	La répartition des dépenses d'amélioration et d'entretien	113
Figure 25	La répartition des dépenses courantes annuelles.	117
Figure 26	Les relations entre les villégiateurs et la population permanente. . . .	127
Figure 27	La perception de la population permanente face aux villégiateurs . .	128
Figure 28	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité du paysage.	145
Figure 29	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de l'eau.	146
Figure 30	La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de la pêche.	147
Figure 31	La couverture forestière.	150
Figure 32	Le processus de revitalisation par l'approche du développement local	179

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	L'évolution de la population - 1981-1991	63
Tableau 2	La répartition de la population par groupes d'âge, 1991	64
Tableau 3	La population projetée, 1996-2016	65
Tableau 4	La population projetée par groupes d'âge, 1996-2016	66
Tableau 5	La distribution de l'emploi par secteur d'activités en 1991	67
Tableau 6	La structure de l'emploi manufacturier en 1993	68
Tableau 7	La situation de l'emploi	69
Tableau 8	Le revenu annuel en 1990	69
Tableau 9	La répartition de la population selon le niveau de scolarité, 1991	70
Tableau 10	La villégiature dans la M.R.C. de Mékinac	81
Tableau 11	La distance et le temps à parcourir par les villégiateurs du lac Mékinac	94
Tableau 12	Les revenus d'impôt foncier (1997)	112
Tableau 13	La fréquentation des commerces locaux et régionaux	116
Tableau 14	Le sommaire et la répartition territoriale des revenus	118
Tableau 15	Les dépenses municipales en services (1996)	121
Tableau 16	Le coût réel des dépenses municipales en services (1996)	123
Tableau 17	Bilan des revenus et des dépenses	130
Tableau 18	Les caractéristiques physico-chimiques de l'eau du lac Mékinac	136
Tableau 19	Échelle de valeurs	142
Tableau 20	La synthèse des interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace - 12 relevés (%)	153

LISTE DES CARTES

Carte 1:	Localisation du territoire à l'étude	60
Carte 2:	La MRC de Mékinac et le lac Mékinac	61

REMERCIEMENTS

La réalisation d'un tel travail de recherche n'aurait pas été possible sans la collaboration et le soutien de plusieurs personnes.

En premier lieu, mes remerciements s'adressent à Messieurs André Barabé et Jacques Demers, professeurs au département des sciences du loisir et de la communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières. À titre de directeurs de recherche, Messieurs Barabé et Demers ont su me guider tout au long de cette recherche. Leur grande disponibilité, leur rigueur exemplaire et leur support constant ont permis de mener à terme ce travail académique.

Je remercie également Madame Nicole Léveillé, secrétaire-trésorière de la municipalité de Boucher ainsi que Messieurs Louis Filteau de la M.R.C. de Mékinac, Claude Gauvin du ministère des Ressources naturelles et Pierre Milette d'Hydro-Québec pour l'accueil et la mise en disponibilité de documents et d'informations nécessaires à la réalisation de cette recherche.

Je tiens aussi à exprimer toute ma reconnaissance à ma famille, mes amis et collègues de travail pour l'intérêt manifesté à l'égard de cette recherche, que ce soit par leurs critiques ou encore par leur soutien moral.

Enfin, je souhaite remercier les villégiateurs du lac Mékinac qui, par leur participation à l'enquête, ont permis la concrétisation de ce mémoire.

INTRODUCTION

Bien que les municipalités soient dotées depuis les années 1930 de certains pouvoirs en matière d'aménagement du territoire, ce n'est qu'au début des années 1960 que le Québec a véritablement commencé à s'occuper de la planification et de l'aménagement du territoire (Demers, 1989; Saint-Amour, 1979). C'est également au cours des années 1960, qu'est apparue la lutte aux disparités régionales de développement (Jean, 1989). Cet intérêt pour l'aménagement du territoire et le développement régional s'est traduit par la mise en place de diverses instances administratives et politiques, de même que par l'adoption de mesures législatives. Pour bien situer le cheminement historique de l'aménagement du territoire et du développement régional au Québec, nous en rappelons les principaux faits saillants (Demers, 1989; Jean, 1989, Édipro, 1994):

- le programme de l'aménagement rural et du développement agricole (ARDA, 1960) qui fut la première expérience étatique de planification de l'aménagement;
- le bureau de l'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ, 1963), expérience pilote de planification et d'aménagement dont la tâche principale était d'élaborer un plan d'ensemble de développement ayant pour but la revalorisation socio-économique du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine;
- l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ, 1968), organisme gouvernemental coordonnant les activités des divers ministères impliqués dans le développement régional. L'OPDQ fut, entre autres, responsable de la tenue des conférences socio-économiques régionales des années 1980;
- Le bureau fédéral de développement régional du Québec (BFDRQ, 1991) ayant pour mandats de définir les orientations fédérales en matière de développement régional au Québec et de négocier des ententes de développement économique avec le gouvernement du Québec;
- et enfin, le secrétariat aux Affaires régionales (SAR, 1992) dont l'appellation est maintenant le secrétariat au Développement des régions (SDR, 1994) dont le mandat est d'harmoniser et de coordonner les politiques et orientations gouvernementales en matière de développement régional au Québec.

Du point de vue des mesures législatives en matière d'aménagement du territoire, mentionnons les plus importantes: la Loi sur le zonage agricole qui permet une meilleure utilisation du territoire québécois et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (loi 125)

laquelle créa les Municipalités régionales de comté (M.R.C.), lesquelles jouent un rôle de premier plan dans la planification et l'aménagement du territoire.

Malgré ces efforts louables en matière d'aménagement du territoire et en développement régional, les inégalités territoriales ne semblent vouloir se résorber. Qui plus est, devant l'insatisfaction liée à la mise en oeuvre de véritables politiques de développement régional, la notion de développement local a émergé comme une pratique novatrice de développement dans les zones dévitalisées (Jean, 1989). Le développement local, stratégie orientée vers la prise en charge par le milieu de leur propre devenir collectif, peut contribuer à résoudre les problèmes de croissance des territoires périphériques (Vachon, 1993).

Par ailleurs, nous assistons en cette fin de siècle aux répercussions des grandes tendances structurelles amorcées au cours des années 1970: mondialisation des marchés, redéfinition du rôle de l'État dans une économie mondialisée, polarisation économique, ajustement des politiques de développement selon les impératifs de la compétitivité (Gagnon & Klein, 1992). Ce contexte de mutation en plus de favoriser l'accroissement des inégalités sociales, accentue les disparités entre les régions centrales et les régions périphériques. En raison de la polarisation économique et du déclin de l'industrialisation traditionnelle, des collectivités se retrouvent avec des problèmes de dévitalisation économique, démographique et sociale (Gagnon & Klein, 1992). Le problème est donc posé: le système de croissance macro-économique génère des exclus, marginalise des individus, des quartiers, des villages, des régions entières.

Face à la perte d'activités de ces zones, le tourisme est identifié par plusieurs comme un axe de développement socio-économique. Les planifications stratégiques réalisées au cours des dernières années par les Conseils régionaux de développement (CRD) et les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) démontrent clairement que le tourisme est un secteur d'activités priorisé par plusieurs régions comme un moyen de revitalisation. L'importance économique du tourisme constitue une réalité reconnue à l'échelle mondiale. Il deviendra une des principales industries mondiales en l'an 2000. En matière de tourisme, le contexte d'économie mondialisée et de libéralisation des échanges a favorisé l'abolition des frontières et conséquemment, une multiplication des déplacements touristiques. Grâce à ses possibilités de croissance, le tourisme peut

contribuer à diversifier la base économique des régions et il peut être considéré comme un élément dynamique de revitalisation. D'ailleurs, plusieurs expériences de revitalisation en milieu rural ont misé avec succès sur des opportunités touristiques de diversification économique (Jean, 1989).

Au Québec, bien que l'on retrouve des quartiers urbains dévitalisés, les zones dévitalisées se situent majoritairement dans les territoires périphériques. Ces zones, pour plusieurs rurales, sont d'abord connues en raison de la richesse intrinsèque de leur territoire (agriculture, forêt, faune, hydrologie) et servent de support à la pratique de nombreuses activités récréatives. D'ailleurs, un peu partout dans le monde occidental, on observe une mutation de la conception de ruralité. Les milieux ruraux sont désormais des espaces récréotouristiques pour la population urbaine (Jean, 1996). Ainsi, l'activité récréotouristique des territoires périphériques est souvent orientée vers la villégiature.

La multitude de plans d'eau dans lesquels baigne le Québec n'est pas étrangère à l'essor qu'a connu la villégiature privée depuis la Seconde Guerre Mondiale. Cependant, cette fréquentation de masse suscite depuis quelques années des questionnements sur les conséquences d'une telle invasion sur les milieux d'accueil. Jusqu'à récemment les discours sur le tourisme de villégiature étaient teintés d'optimisme. Aujourd'hui, les légitimes préoccupations sociales et écologiques ébranlent quelque peu les certitudes du passé. Pour les uns, le tourisme de villégiature constitue une chance que doivent saisir les régions. Il permet de maintenir des emplois, contribue à l'aménagement du territoire et représente un facteur de redistribution des richesses. Pour les autres, le développement de la villégiature altère et banalise le paysage, détruit les ressources et, la présence massive de villégiateurs falsifie le mode de vie des collectivités d'accueil. La villégiature est également perçue comme un phénomène pouvant contribuer à atténuer les disparités économiques régionales car elle engendre un déplacement salubre des individus en provenance de centres urbains en faveur des territoires périphériques. Par contre, trop souvent encore, le tourisme de villégiature entraîne une détérioration de la qualité de vie des populations locales.

Au Québec, maintes recherches académiques, institutionnelles et professionnelles se sont intéressées au phénomène de la villégiature (Gilbert & Nadeau, 1986; ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (M.L.C.P), 1983; Nadeau, 1971; Saint-Amour, 1979; Samson,

1988), pour ne nommer que celles-là. Elles se sont surtout concentrées autour des régions péri-urbaines de l'Estrie, des Laurentides et de Lanaudière qui sont devenues des espaces de loisir de proximité pour les populations urbaines (Gilbert & Nadeau, 1986; Nadeau, 1971; Samson, 1988). Bien que ces études aient démontré que l'implantation de résidences secondaires a agi comme facteur de développement économique des régions d'accueil et qu'elle a transformé leurs paysages, ces recherches n'ont pas abordé le phénomène de la villégiature comme levier de revitalisation des territoires dévitalisés, principal objet de la présente recherche. Cette recherche se distingue aussi de ce qui a été fait jusqu'à maintenant puisque l'univers d'observation sur lequel elle porte se situe en territoire rural dévitalisé et où la villégiature y joue un rôle socio-économique et spatial important mais pas aussi considérable que dans les régions de l'Estrie, des Laurentides et de Lanaudière. Dans les faits, le territoire faisant l'objet de la présente recherche est la Municipalité régionale de comté (M.R.C.) de Mékinac située en Mauricie et plus particulièrement, la zone de villégiature située au pourtour du lac Mékinac.

Ainsi, l'**objectif général** de cette recherche est de vérifier dans quelle mesure les impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature pratiquée au lac Mékinac peuvent agir comme levier de revitalisation de ce territoire dévitalisé. Quant aux objectifs **spécifiques**, ils se définissent comme suit:

- dresser un portrait de la villégiature exercée au lac Mékinac: caractéristiques générales des villégiateurs et de leur propriété, caractéristiques comportementales des villégiateurs;
- évaluer l'importance des dépenses effectuées par les villégiateurs;
- montrer l'apport de ces dépenses dans l'économie de la collectivité et de la région d'accueil;
- faire état des effets engendrés par l'implantation de résidences secondaires sur le milieu biophysique;
- vérifier les incidences sociales de la villégiature sur la collectivité et la région d'accueil.

Cette recherche se compose de sept parties. Le premier chapitre traite de la problématique de cette recherche en présentant un portrait des principales caractéristiques de la dévitalisation de territoires et de la villégiature.

Le deuxième chapitre précise le cadre de référence et la méthodologie sur lesquels prend assise la présente recherche. Le modèle de référence, les concepts et la population à l'étude y sont présentés, de même que les instruments de mesure utilisés pour la collecte des données. Les limites de l'étude complètent le deuxième chapitre.

Une présentation du profil socio-démographique et économique régional, des orientations en matière de villégiature et de la zone de villégiature à l'étude est exposée dans le troisième chapitre.

Le quatrième chapitre dresse un portrait descriptif du villégiateur ainsi que de la villégiature exercée au lac Mékinac. Plus spécifiquement, il est constitué du profil socio-économique du villégiateur, de ses caractéristiques comportementales et des caractéristiques générales des résidences secondaires situées au pourtour du lac Mékinac.

Le cinquième chapitre présente un bilan des impacts socio-économiques générés par la villégiature pratiquée au lac Mékinac et ce, sur la base des données provenant de l'enquête réalisée auprès des villégiateurs.

Pour sa part, le sixième chapitre est consacré à l'évaluation des impacts environnementaux générés par la villégiature exercée au lac Mékinac.

Le dernier chapitre consiste en une analyse situant le tourisme de villégiature comme levier de revitalisation du territoire à l'étude, en l'occurrence la M.R.C. de Mékinac et plus spécifiquement, la zone villégiature du lac Mékinac.

Enfin, mentionnons que l'approche d'analyse globale utilisée dans le cadre de cette recherche et l'optique locale d'étude la différencie de ce qui a été réalisé jusqu'à ce jour. Cette approche globale se traduit par la mesure des incidences engendrées non seulement au plan socio-économique mais également du point de vue environnemental. Pour sa part, l'optique locale d'étude est novatrice, les autres recherches ayant traité uniquement des répercussions à l'échelle régionale.

CHAPITRE 1

LA PROBLÉMATIQUE

Le premier chapitre expose la problématique de cette recherche. Les concepts centraux liés à cette problématique y sont présentés.

1.1 LA DÉVITALISATION DE TERRITOIRES

La première partie de ce chapitre tend à circonscrire le concept de la dévitalisation de territoires. Plusieurs auteurs ont traité de cette question, Greffe, Mengin, Pecqueur, Vachon, pour ne nommer que ceux-là. La présente recherche s'appuie grandement sur le travail d'un professeur et chercheur québécois, soit Bernard Vachon. À priori, il semble impératif de définir ce qu'on entend par dévitalisation. Vachon la décrit comme étant

le processus par lequel une collectivité territoriale est progressivement dépossédée de sa vitalité démographique, économique et sociale du fait de sa marginalisation, de son exclusion par rapport aux espaces qui accaparent la croissance économique et ses retombées sur le plan des services, des équipements et du bien être. Généralement associée aux régions rurales éloignées des centres, la dévitalisation touche aussi des zones urbaines qui n'ont pas été intégrées à la dynamique de modernisation et de conversion de la structure économique locale (Vachon, 1993, p. 18).

Pour bien exposer la dévitalisation de territoires, nous traitons dans un premier temps des facteurs exogènes et endogènes contribuant à expliquer l'émergence de la dévitalisation de territoires (Vachon, 1993). Dans un second temps, nous nous attardons aux territoires dévitalisés au Québec en présentant les mesures prises pour encadrer le développement de ces territoires et nous dressons un portrait des caractéristiques de ces territoires.

1.1.1 Les facteurs exogènes du processus d'exclusion

La situation démographique, économique et sociale des régions rurales du Québec est tributaire de facteurs qui débordent largement les cadres territoriaux en cause, c'est-à-dire que des considérations externes viennent influencer le développement de ces territoires. Les facteurs exogènes du processus d'exclusion sont ceux qui, dans l'environnement externe du territoire, contribuent à expliquer le processus de marginalisation de territoires. Il s'agit des principes macro-économiques, des choix politiques et des caractéristiques géographiques (Figure 1).

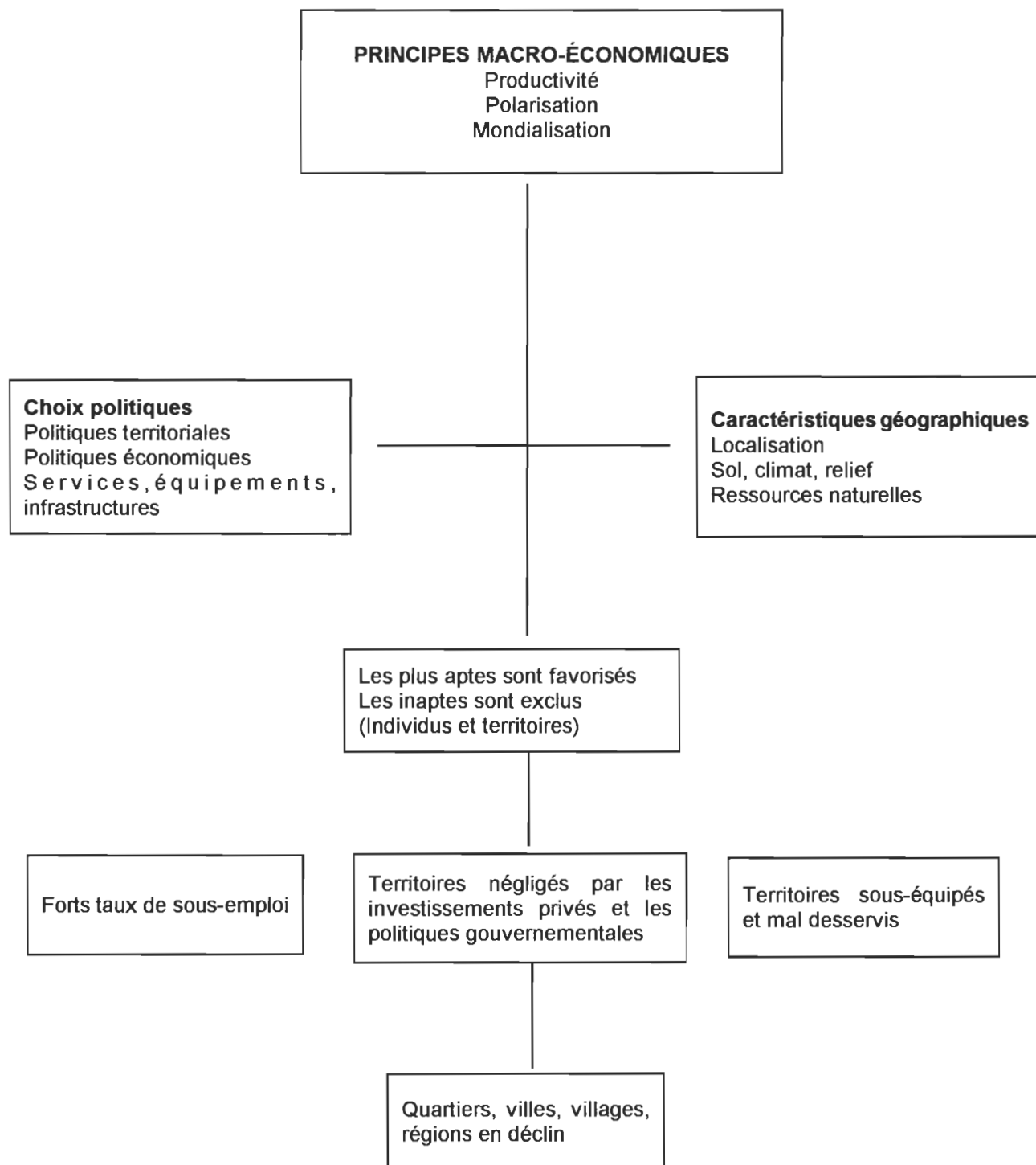


Figure 1. Les facteurs exogènes du processus d'exclusion (Vachon, 1993).

1.1.1.1 Les principes macro-économiques

Au cours du 20^{ième} siècle, le développement économique des pays industrialisés s'est appuyé sur des politiques macro-économiques et de croissance polarisée ayant pour but de réduire les disparités interrégionales. Les caractéristiques et la logique de l'économie macro-économique dominante des années 1950-1960 et 1970 s'articulaient autour de l'efficacité, la productivité, la rentabilité, la compétitivité, la modernisation, la production de masse, la globalisation et la mondialisation (Vachon, 1993).

Qui plus est, les politiques et stratégies de croissance économique ont été élaborées en fonction des grands centres urbains reconnus comme pôles de croissance. L'idéologie macro-économique stipulait que les investissements publics et privés devaient être concentrés dans les grands centres urbains et que les régions périphériques bénéficieraient des retombées de la croissance des grandes régions urbaines. Le meilleur exemple à citer à cet égard est le Rapport Higgins, Martin, Raynauld, 1970. Par contre, ces grandes tendances de la structure macro-économique ont entraîné de profonds bouleversements dans les structures d'économie régionale à prédominance rurale (Vachon, 1993).

Nul ne peut contester les bénéfices engendrés par le système économique dominant du 20^{ième} siècle. Par contre, les politiques macro-économiques et la croissance polarisée ont généré la marginalisation de territoires devenus économiquement dysfonctionnels dans la logique concurrentielle dominante (Vachon, 1993). Cette tendance n'épargne pas le Québec. Certaines régions en raison de leurs conditions géographiques, culturelles et sociales ne sont pas aptes à souscrire aux impératifs de la macro-économie. Le développement des territoires éloignés des grands centres urbains du Québec semble particulièrement touché par cette situation. À ce titre, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine aussi bien que l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Côte Nord sont les régions québécoises les plus souvent citées.

On peut ainsi affirmer que les effets du système basé sur la croissance macro-économique sont clairs, à savoir l'exclusion de certains territoires des bienfaits de cette croissance.

Or, force est de constater aujourd'hui que les politiques macro-économiques ne se sont pas révélées les meilleurs instruments pour résoudre les problèmes économiques à l'échelle régionale et locale.

Par ailleurs, cette polarisation du développement économique entraîne dans son sillage la relocalisation géographique de services. Le déclin des régions rurales et éloignées qui s'accompagne d'un vieillissement et d'un appauvrissement des populations engendre la fermeture de services publics. On a qu'à penser aux récentes fermetures d'écoles et de bureaux de poste qui ont retenu l'attention des médias. Il y a quelques années, la fermeture des bureaux régionaux de Radio-Canada et de Radio-Québec, de certaines lignes de transport ferroviaire situées en région en sont d'autres exemples. Ainsi, les populations se déplacent vers les services pour y améliorer leur qualité de vie. Du côté du secteur privé, le critère de rentabilité influence également la poursuite ou l'abandon d'activités industrielles en région.

1.1.1.2 Les choix politiques

Parmi les facteurs exogènes du processus d'exclusion, il faut également mentionner les choix politiques.

A cet égard, le Rapport Higgins, Martin, Raynauld (1970) portant sur l'avenir économique du Québec, s'inscrit dans le modèle basé sur les pôles de développement en recommandant de faire de Montréal le moteur économique du Québec. Selon ce même rapport, les régions profiteraient des retombées du développement de Montréal. Or, plus de vingt-cinq ans plus tard, il faut bien reconnaître que les effets préconisés se font toujours attendre. On assiste à l'essor du Québec des villes et des banlieues et au déclin des régions rurales et éloignées.

Au chapitre des politiques de développement territorial, les années 1980 sont celles des conférences socio-économiques régionales. L'instauration et la tenue de ces conférences ont permis de créer une nouvelle dynamique entre l'État et les régions. Elles représentent

une première démarche de concertation entre l'État et les milieux régionaux. Il faut toutefois souligner que la formule des conférences socio-économiques était basée sur la présentation de projets individuels sectoriels et non pas sur la réalisation de projets collectifs régionaux.

Par ailleurs, adoptée en 1991, la réforme de la fiscalité municipale (réforme Ryan) se traduit par un transfert de certaines responsabilités aux municipalités et conséquemment, par une augmentation de la charge fiscale des municipalités rurales puisque ce délestage de responsabilités n'a pas été accompagné des compensations financières correspondantes. Cette réforme a donc eu pour effet de déséquilibrer les régions. Tel que mentionné par Vachon,

La réforme Ryan va tout à fait dans le sens du modèle de la concentration: consolidation de trois axes de développement polarisés par Montréal, Québec et Trois-Rivières, entraînant le dépeuplement des régions rurales périphériques et la déstabilisation des régions intermédiaires. Or, ce modèle répond essentiellement aux impératifs d'une certaine logique économique qui repose sur les croyances que la proximité, la concentration donc des équipements et des hommes, est indispensable à toute forme de développement et que l'affermissement de la vitalité économique de quelques pôles engendre, par effet d'entraînement, la richesse des régions périphériques (Vachon, 1993, p.39).

Au plan des choix politiques, un des signes encourageants pour les régions se situe dans la politique gouvernementale en matière de développement régional mise de l'avant en 1991. Communément appelée la réforme Picotte, cette politique vise à donner plus d'autonomie aux régions. Elle est présentée comme une stratégie d'accompagnement du dynamisme des régions. Comparativement au système centralisé traditionnel, cette nouvelle approche basée sur un développement global et endogène garantit une certaine autonomie aux régions. En revanche, l'État se situe davantage comme partenaire des régions. En somme, par l'adoption de cette politique, les régions se voient confier une responsabilisation accrue de leur développement en identifiant elles-mêmes les priorités et les axes de développement régionaux et, en ayant comme responsabilité de gérer et coordonner un fond régional de développement attribué par le gouvernement central, (Gouvernement du Québec, 1992). Contrairement aux précédentes conférences socio-économiques, cette réforme a permis d'établir une vision collective des priorités de

développement régional.

Bien que la réforme Picotte soit perçue par plusieurs comme un pas dans la bonne direction puisqu'elle a permis d'établir un réel partenariat entre l'État et les régions, le gouvernement du Québec a adopté en avril 1997 un nouvel énoncé de politique intitulé *Politique de soutien au développement local et régional*. Ce cadre d'intervention s'inscrit dans le modèle du développement local et rejoint ses principes car il vise à rapprocher l'action gouvernementale des citoyens, à assurer une plus grande responsabilisation des collectivités locales et régionales et à favoriser le développement global du Québec (Gouvernement du Québec, Secrétariat au développement des régions, 1997). Or, par ce réaménagement de l'intervention de l'État, le gouvernement tend à rejoindre plus directement les citoyens et à les impliquer dans le développement de leur communauté locale.

Alors que les politiques antérieures étaient basées sur une échelle régionale d'intervention, la nouvelle politique intègre le palier local (M.R.C.) comme lieu stratégique de services. Il n'en demeure pas moins que les paliers régional (Conseil régional de développement) et national conservent leurs fonctions respectives, le premier assumant un rôle de concertation et de planification régionale alors que l'État a pour rôle de définir les grandes orientations nationales. Quoi qu'il en soit, notons que cette intégration du palier local favorise la reconnaissance des caractéristiques culturelles, économiques, sociales et géographiques propres à chaque territoire.

Bien que cette politique démontre une volonté de rapprocher le citoyen des centres de décisions, il demeure que le cœur de ce cadre d'intervention consiste essentiellement en une réorganisation des services gouvernementaux reliés à l'emploi et à l'économie.

Somme toute, au cours des trois dernières décennies nous avons assisté à une forte décentralisation des responsabilités et des compétences de l'État afin de faire face plus efficacement aux enjeux de développement des régions du Québec. Même si cette décentralisation permet aux collectivités locales et régionales de participer plus activement au processus décisionnel relatif à leur propre développement, la situation socio-économique de plusieurs régions du Québec demeure plus que jamais préoccupante.

1.1.1.3 Les caractéristiques géographiques

Au Québec, l'implantation des communautés humaines s'est concentrée dans la vallée du Saint-Laurent et ce, en raison de conditions biogéographiques. Ainsi, les caractéristiques géographiques figurent également comme facteurs exogènes du processus d'exclusion. En effet, certaines caractéristiques géographiques agissent comme contraintes au développement. La localisation, le relief, le climat, le type de sol, pour ne nommer que celles-là, ne répondent pas aux exigences d'une économie fondée sur la rentabilité, l'efficience et l'efficacité. De toute évidence, l'éloignement des régions est la contrainte géographique la plus dommageable. La distance par rapport aux centres urbains constitue un inconvénient énorme dans un contexte de polarisation du développement. À ce propos, on doit relever un antagonisme. Les ressources naturelles se situent principalement dans les régions périphériques du Québec, alors que les activités de transformation de ces ressources sont majoritairement localisées à proximité des marchés, c'est-à-dire dans les grands centres urbains. Ainsi, les ressources naturelles des régions périphériques profitent principalement au chapitre de l'emploi aux grands centres urbains. Les régions ont donc intérêt à valoriser davantage leurs ressources naturelles en développant un plus haut niveau de transformation avant l'exportation.

À ces considérations externes au territoire que sont les facteurs exogènes du processus d'exclusion, s'ajoutent des causes internes de la dévitalisation. Il s'agit des facteurs endogènes de la dévitalisation locale (Vachon, 1993).

1.1.2 Les facteurs endogènes de la dévitalisation locale

Émergeant dans l'environnement interne du territoire, les facteurs endogènes de la dévitalisation locale intègrent des composantes sociales, économiques, démographiques, politiques et environnementales (Figure 2). Globalement, les facteurs endogènes de la dévitalisation locale s'expriment par la désintégration de la collectivité locale.

Comme le mentionne Dionne,

Plusieurs localités du Québec sont ainsi devenues prisonnières de ce qu'on a appelé le cercle vicieux du mal-développement rural: l'exode des jeunes sans travail, la décroissance de la population et son vieillissement, l'affaiblissement de la relève sociale et politique au sein même de chacun des milieux, l'appauvrissement et la fragilisation croissante et sans retour des localités. Il faut bien l'admettre que nous assistons présentement à ce processus, irréversible dans les conditions actuelles, de dépeuplement et de désintégration d'un grand nombre de ces petites communautés villageoises (Dionne, 1992, p. 373).

Les caractéristiques illustrées dans la figure 2 sont donc indicatrices d'un état de dévitalisation locale.

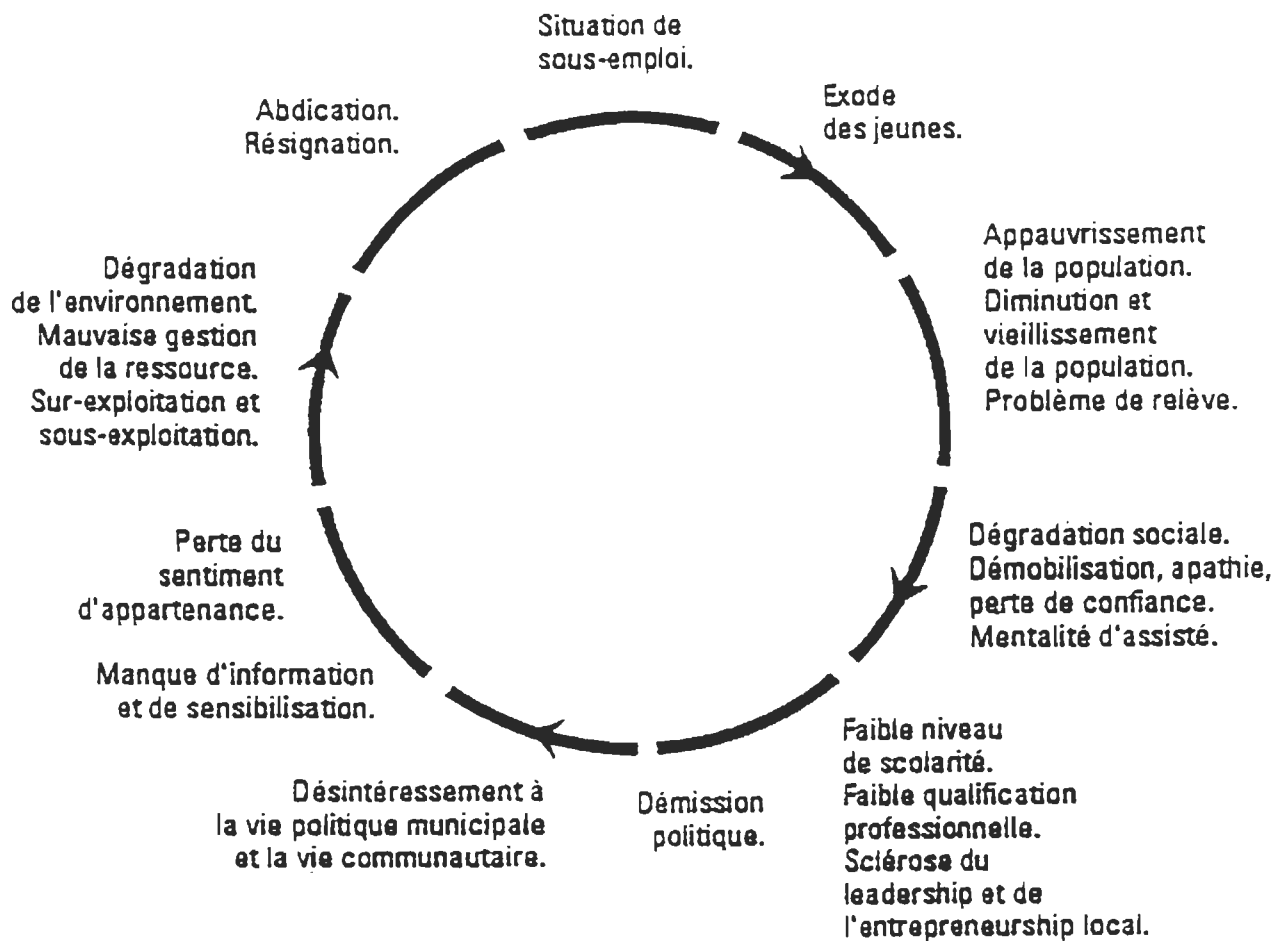


Figure 2. Le cercle de la dévitalisation locale (Vachon, 1993).

Les caractéristiques présentées ci-dessous sont issues du cercle de dévitalisation locale de Vachon (1993). En raison de liens apparents, quelques-unes ont fait l'objet d'un regroupement différent quelque peu de celui préconisé par l'auteur.

1.1.2.1 La situation de sous-emploi.

La situation de sous-emploi agit très souvent comme élément déclencheur de la dévitalisation. La pénurie chronique d'emplois constitue donc la bougie d'allumage engendrant une panoplie d'autres facteurs de dévitalisation. Le déclin de l'industrialisation traditionnelle en région, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la foresterie, provoque de profonds bouleversements dans la structure d'emploi.

1.1.2.2 L'exode des jeunes, la diminution, l'appauvrissement et le vieillissement de la population.

De terres d'accueil qu'elles étaient au moment de la colonisation, les régions rurales du Québec sont devenues des terres d'exode. Dans bon nombre de régions rurales du Québec, faute d'emploi, les jeunes prennent la direction des centres urbains pour gagner leur vie, préparer leur avenir et ne plus revenir. L'exode des jeunes est responsable d'une grande partie des pertes de population des collectivités en voie de désintégration. Cet exode des jeunes en plus d'entraîner une diminution de la population, engendre inévitablement son vieillissement. De plus, en quittant leur communauté, les jeunes adultes emportent avec eux leur potentiel de reproduction, accentuant ainsi la dénatalité dans ces milieux. Bien que le vieillissement de la population soit en partie attribuable à l'exode des jeunes, il demeure que les deux principaux facteurs responsables du vieillissement de la population sont la baisse de la natalité et la réduction de la mortalité (Gouvernement du Québec, conseil des Affaires sociales, 1989). Enfin, ce dépeuplement des régions entraîne un appauvrissement des collectivités désertées et occasionne des problèmes de relève.

1.1.2.3 La dégradation sociale, la mentalité attentiste et la perte du sentiment d'appartenance.

La désintégration de la collectivité s'exprime également par une dégradation de la vie sociale, c'est-à-dire une diminution du dynamisme social, communautaire et économique. Les mouvements associatifs sont en perte de vitesse, les diverses manifestations sociales, communautaires et culturelles aussi. Toute cette dégradation entraîne la fermeture de commerces et de services. Ainsi apparaît une démobilisation, une apathie et une perte de confiance ayant pour effet le développement d'une mentalité défaitiste et attentiste. Qui plus est, ce déclin social se répercute sur le sentiment d'appartenance de la collectivité.

1.1.2.4 Le faible niveau de scolarité et de qualification professionnelle de la population. La sclérose du leadership et de l'entrepreneurship.

Le faible niveau de scolarité et de qualification professionnelle caractérise également bon nombre de collectivités dévitalisées. Cette situation est attribuable à deux faits. D'une part, rares sont les jeunes qui ayant quitté leur communauté pour effectuer des études supérieures reviennent pour y travailler. D'autre part, les individus les plus qualifiés prennent aussi la direction des centres urbains pour exercer leur profession et améliorer leur niveau de vie. L'exode des jeunes (dynamiques et qualifiés) conjugué à la démobilisation de la population conduisent à la sclérose du leadership et de l'entrepreneurship. Ainsi, les collectivités dévitalisées, de par les individus qui les composent, se caractérisent par un faible esprit de leadership et d'entrepreneurship.

1.1.2.5 La démission politique et le désintéressement pour la vie politique.

La démobilisation de la population se traduit aussi par un désintérêt pour la vie politique. Cette démobilisation finit par agir sur les élus municipaux locaux. Ce désintéressement

de la population conduit au désistement politique des élus qui, exaspérés par le cumul des luttes en faveur du développement de leur territoire, viennent à se désintéresser de l'avenir de leur collectivité.

1.1.2.6 Le manque d'information et de sensibilisation.

Une autre caractéristique des collectivités locales en déclin réside dans le fait que la situation de dévitalisation est souvent mal-connue de la population qui sans une certaine sensibilisation ne peut réagir ou se mobiliser.

1.1.2.7 La dégradation de l'environnement naturel et bâti.

La dévitalisation du milieu se reflète également dans la dégradation de l'environnement naturel et bâti. La détérioration du milieu naturel s'exprime par une mauvaise gestion des ressources naturelles soit les ressources forestières, agricoles et fauniques, alors que la dégradation de l'environnement bâti s'illustre par le délabrement des bâtiments et des infrastructures.

1.1.2.8 L'abdication et la résignation.

Enfin, ces multiples facteurs endogènes de la dévitalisation locale ont pour conséquences l'abdication et la résignation de la population. On assiste ainsi à la capitulation ou l'abandon du milieu face au développement économique, démographique, social et environnemental de leur territoire.

1.1.3 Les territoires dévitalisés au Québec

La problématique des territoires dévitalisés au Québec qui se reflète par l'accroissement des inégalités sociales et territoriales ainsi que par l'accentuation des disparités entre les régions centrales et de ressources a fait l'objet de nombreuses publications. Cette problématique a également retenu l'attention des gouvernements tant fédéral que provincial. Cette implication des instances gouvernementales se traduit dans l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions, entente aujourd'hui caduque mais dont les fondements sont toujours d'actualité.

1.1.3.1 L'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec

Adoptée en juin 1988 et dont la date d'expiration remonte au 31 mars 1993, l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec avait pour objectifs spécifiques de:

- A) *accélérer la croissance à long terme des régions du Québec;*
- B) *consentir un effort particulier, important et soutenu, en sus des programmes établis pour accélérer le développement économique des régions de ressources du Québec, ainsi qu'un effort particulier pour favoriser principalement le développement des entreprises dans les régions centrales du Québec;*
- C) *viser à accroître la participation des populations régionales au marché du travail;*
- D) *favoriser la concertation entre les deux gouvernements et entre ceux-ci et les milieux oeuvrant dans le développement économique, sur les politiques de développement économique s'appliquant aux régions du Québec;*
- E) *favoriser l'harmonisation des programmes et autres actions des deux gouvernements visant le développement économique des régions du Québec (Gouvernement du Canada, Gouvernement du Québec, 1988, pp.11-12).*

La problématique de développement économique des régions du Québec soulevée dans cette entente reconnaît notamment, que les grands secteurs d'activité économique font

face à des contraintes et des difficultés, telles que des problèmes de compétitivité, de productivité, de gestion des ressources et de concurrence internationale. La problématique sous-jacente au développement économique des régions du Québec présentée dans l'entente stipule également que le Québec est composé de deux aires économiques: le Québec industriel avec la région montréalaise en tête et qui s'étend à tout le sud-ouest de la province (régions centrales), le Québec périphérique qui s'étend de l'est au nord-ouest (régions dites de ressources).

Selon cette même entente, les principales caractéristiques des régions centrales sont les suivantes:

- elles sont situées dans l'axe de développement du Québec qu'est le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Québec;
- l'évolution démographique est positive;
- la base économique est diversifiée;
- le taux de chômage se situe autour de la moyenne québécoise.

Quant aux régions de ressources, elles se caractérisent de la façon suivante:

- elles sont géographiquement éloignées des grands centres urbains;
- la forêt, les ressources minérales, l'hydroélectricité, la faune et l'agriculture constituent la base économique;
- la pérennité des ressources naturelles est menacée;
- l'activité économique est concentrée dans le secteur primaire;
- plusieurs régions subissent un déclin démographique;
- le taux de chômage est généralement plus élevé que dans l'ensemble de la province.

Il importe toutefois de souligner que parmi les régions centrales, on retrouve certaines zones en difficulté économique qui s'apparentent à la situation des régions de ressources.

Dans le cadre de cette entente, divers programmes ont été mis de l'avant afin de permettre aux régions centrales et de ressources d'améliorer ou de consolider leur situation de développement économique dont l'un destiné à la relance économique des Municipalités régionales de comté (M.R.C.) défavorisées des régions centrales: le programme d'aide

aux zones défavorisées -PAZD- (Gouvernement du Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1990).

Les objectifs visés par ce programme sont la mise en valeur des ressources naturelles, le développement de la structure industrielle et le développement des potentiels récréotouristiques. Pour être éligible à ce programme d'aide, les M.R.C. devaient répondre à un certain nombre de critères.

Neuf indicateurs ont été utilisés pour sélectionner les M.R.C. pouvant bénéficier du dit programme:

- le taux d'évolution de la population;
- le taux d'activité de la population;
- le taux de chômage;
- le pourcentage de la population ayant une scolarité post-secondaire;
- le revenu moyen de la population active;
- le revenu familial moyen;
- le pourcentage du revenu familial provenant de sources publiques;
- le pourcentage du revenu familial étant inférieur à 20 000\$ par année;
- l'indice de richesse foncière.

Ainsi, toutes les M.R.C. localisées dans les régions centrales et dont l'indice synthèse (neuf indicateurs) se situait sous la limite de -2,5 étaient retenues, soit un total de quinze M.R.C.

1.1.3.2 Les caractéristiques des M.R.C. défavorisées

De cet exercice d'analyse de l'éligibilité au programme d'aide, il ressort que les caractéristiques communes des M.R.C. défavorisées sont:

- une baisse ou une stagnation de la population;
- un vieillissement prononcé de la population;

- un taux de chômage plus élevé que la moyenne des M.R.C.;
- un taux d'activité plus bas que la moyenne des M.R.C.;
- une situation économique des familles plus précaire que la moyenne des M.R.C.;
- une richesse foncière inférieure à la moyenne des M.R.C.;
- un niveau de scolarité inférieur à la moyenne des M.R.C.

Il importe de souligner que ces caractéristiques s'apparentent grandement aux facteurs endogènes de la dévitalisation locale présentés antérieurement.

1.1.3.3 Les principaux problèmes des M.R.C. défavorisées

Cet exercice a également permis de relever les principaux problèmes des M.R.C. défavorisées. Ils sont regroupés sous trois volets: ressources, industries, récréotourisme.

RESSOURCES	INDUSTRIES	RÉCRÉOTOURISME
<ul style="list-style-type: none"> ✓ capitalisation ✓ modernisation ✓ épuisement de la ressource ✓ absence de transformation sur place ✓ instabilité des marchés ✓ caractère saisonnier ✓ qualité des sols ✓ abandon de fermes et déperissement des érablières ✓ absence de débouchés pour résidus du sciage et bois 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ capitalisation ✓ modernisation ✓ instabilité des marchés ✓ mono-industrie ou peu diversifiées ✓ dépendantes des secteurs traditionnels ✓ manque de main-d'oeuvre spécialisée ✓ infrastructures d'accueil déficientes 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ capitalisation ✓ produits peu diversifiés ✓ sous-exploitation ✓ carences d'infrastructures hôtelières et de restauration ✓ caractère saisonnier

Figure 3. Les principaux problèmes des M.R.C. défavorisées.

Source: Gouvernement du Québec, OPDQ. (1990)

1.1.3.4 Les principaux potentiels des M.R.C. défavorisées

Les potentiels dégagés se regroupent sous les même trois volets.

RESSOURCES	INDUSTRIES	RÉCRÉOTOURISME
<ul style="list-style-type: none"> ✓ disponibilité et qualité de la ressource forêt ✓ bonne qualité de sols dans certaines M.R.C. ✓ esprit d'entreprise ✓ bassin de main-d'oeuvre expérimentée mais assez souvent peu spécialisée ✓ diversification des cultures en cours 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ redressement économique et reconversion industrielle à développer ✓ esprit d'entrepreneurship à canaliser ✓ bassin de main-d'oeuvre expérimentée ✓ infrastructures urbaines, routières et institutionnelles existantes ✓ proximité des marchés dans certains cas 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ riches en sites naturels pour le récréotourisme, le développement culturel et la villégiature ✓ ressources fauniques

Figure 4. Les principaux potentiels des M.R.C. défavorisées.

Source: Gouvernement du Québec, OPDQ. (1990)

Or, même si cette entente est échue, il demeure au plan récréotouristique, que les M.R.C. défavorisées sont dotées d'un potentiel en matière de développement de la villégiature et ce, en raison de la richesse de leur milieu naturel.

1.1.4 Discussion - synthèse sur la dévitalisation de territoires

Comme le mentionne Bruno Jean (1996),

On ne saurait nier l'évidence, plusieurs petites collectivités rurales perdent leur population, et ce, à commencer par leurs forces vives, les jeunes. Plusieurs centaines de villages québécois, qui comptaient plus de 1 000 habitants durant les années cinquante et soixante, ont vu leurs effectifs démographiques glisser sous la barre des 800 habitants quand ce n'est pas celle de 600 habitants (Jean, 1996, p. 97).

Parallèlement et conséquemment au déclin démographique de plusieurs municipalités, pour la plupart rurales, se cache une problématique plus globale intégrant des difficultés non seulement démographiques mais également sociales et économiques. Pour les uns, cette situation est attribuable au contexte économique difficile et fragile. Pour les autres, le désengagement de l'État est mis en cause. En réalité, s'interroger sur les causes de la dévitalisation locale exige une analyse plus large et qui englobe des facteurs endogènes et exogènes.

Par ailleurs, malgré la mise en place de structures, de politiques et de programmes d'aide au développement régional ayant pour mandat de réduire les inégalités territoriales, ce type de disparités perdurent. Les programmes d'aide auront permis de doter les régions d'infrastructures et de services améliorant la qualité de vie des citoyens, mais on assiste toujours à une désertification progressive de certaines collectivités. Serait-ce que les politiques se soient attardées aux effets des inégalités territoriales plutôt qu'aux causes?

Quoi qu'il en soit, il serait utopique de prétendre qu'il existe un remède miracle pouvant remédier au problème de la dévitalisation territoriale. Ce que l'on peut espérer est que la réorganisation de l'action gouvernementale en matière de développement régional, accompagnée d'une réelle volonté de prise en charge des collectivités de leur propre devenir aboutissent à des résultats atténuant la désintégration de plusieurs collectivités québécoises.

Enfin, il est permis de croire que sans constituer une panacée, le tourisme de villégiature peut contribuer à diversifier la base économique de certains territoires dévitalisés. C'est d'ailleurs ce que nous tenterons de vérifier dans le cadre de la présente recherche.

1.2. LE TOURISME DE VILLÉGIATURE

La deuxième partie de ce chapitre tend à décrire le phénomène de la villégiature et ce, tant au plan étymologique et historique qu'au plan de ses impacts sur le milieu d'accueil.

1.2.1 Le phénomène de la villégiature: essai de définition

Bien que le concept de villégiature soit assez large, étymologiquement villégiature *«vient de l'italien «villegiatura» qui signifie séjour à la campagne, ce dernier étant lui-même tiré du latin «villa»: maison de plaisance à la campagne»* (Nadeau, 1971, p. 2). La villégiature fait donc référence à la présence de résidences secondaires, communément appelées chalets.

Même si a priori le concept de résidence secondaire semble bien circonscrit, dans les faits, il est difficile d'en formuler une définition très précise. Tel que mentionné par Samson *«La résidence secondaire est un terme générique recouvrant une réalité qui prend plusieurs formes dans l'espace (maison de campagne, cabanon, chalet, appartement en montagne ou au bord de la mer, séjour de caravanning...)»* (Samson, 1988, p.13).

Néanmoins, pour mieux comprendre cette forme d'habitat qui engendre des déplacements sporadiques, il semble souhaitable de retenir quelques définitions de résidence secondaire et de villégiature. Barbier retient la définition suivante: *«C'est la propriété personnelle d'une personne n'habitant pas la commune et d'origine généralement citadine, qui l'utilise habituellement pour ses fins de semaine ou ses vacances, tout en pouvant la louer pour une certaine période»* (Barbier, 1967,.).

Pour sa part, Samson adopte la définition suivante: *«les immeubles qui sont occupés de façon temporaire ou saisonnière, généralement dans un but de détente, en milieu rural par des personnes ou des ménages dont la résidence habituelle est ailleurs, le plus fréquemment en milieu urbain»* (Samson, 1988, p. 15).

Par ailleurs, le ministère des Ressources naturelles qui agit à titre de gestionnaire des terres du domaine public au Québec, définit la villégiature comme : « *Tout séjour effectué à des fins de récréation ou de plaisance hors de son lieu de résidence habituel et, le plus souvent, en milieu rural ou forestier* » (Gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles, 1994, p. 1).

Enfin, adapté au contexte québécois et à celui de la présente recherche, la définition de la villégiature proposée est la suivante: séjour temporaire et périodique en résidences secondaires, lesquelles sont le plus souvent situées à proximité d'un plan d'eau.

1.2.2. Un bilan historique de la villégiature au Québec

La villégiature n'est pas un phénomène contemporain. La résidence secondaire existe depuis des siècles. D'ailleurs, dans l'histoire de l'humanité, on retrace l'existence d'habitats de vacances, notamment dans l'empire romain classique où les riches romains possédaient des villas. Toutefois, plus près de chez nous, c'est avec l'arrivée de la société industrielle du 19^{ième} siècle que le phénomène commence à prendre une certaine ampleur. Cependant, au fil des siècles, un fait demeure: la villégiature au Québec se pratique principalement sur les rives ou à proximité d'un plan d'eau.

1.2.2.1 La villégiature privée

Au Québec, c'est à partir de la deuxième moitié du 19^{ième} siècle, que les premiers grands centres de villégiature se sont réellement développés. Kamouraska, petit village situé dans le Bas-Saint-Laurent en bordure du fleuve, fut la première grande station de villégiature fréquentée par quelques riches bourgeois majoritairement anglophones. C'est grâce à la liaison en bateau à vapeur avec les villages localisés en aval de Québec (1853) et surtout à l'arrivée du chemin de fer (1860) que l'on assiste à l'implantation de la villégiature dans plusieurs villages situés en bordure du fleuve dont: Tadoussac, Cacouna, Murray Bay (La Malbaie), Métis sur Mer (Brière, 1967).

À l'aube du 20^{ième} siècle, l'arrivée du chemin de fer dans les régions des Laurentides et de Lanaudière favorisa l'implantation de la villégiature dans des villages tels Saint-Gabriel de Brandon, Sainte-Agathe et Sainte-Adèle. Les villégiateurs de cette époque sont également de riches bourgeois en majorité anglophones. À la même époque, l'Estrie connaît également un développement de la villégiature: les lacs Massawipi, Memphrémagog et Brome accueillent les premiers villégiateurs. Donc, jusqu'aux années 1920, la villégiature peut être considérée comme l'apanage de riches bourgeois anglo-saxons (Brière, 1967).

Au cours des années 1920, 1930 et 1940 l'accès à la résidence secondaire se démocratise quelque peu. Contrairement à l'époque précédente où la villa luxueuse tient lieu de résidence secondaire, cette période est davantage celle de l'implantation de chalets d'été ou de camps érigés par de petits commerçants, hommes d'affaires et ouvriers spécialisés. C'est grâce à l'amélioration du chemin de fer conjuguée à la motorisation et l'amélioration de l'infrastructure routière que la villégiature prend son essor dans les Laurentides et dans la région de Lanaudière. Ces régions deviennent un espace de loisir de proximité pour les montréalais francophones. Pour sa part, jusqu'à la Seconde Guerre, l'Estrie demeure un lieu de villégiature majoritairement fréquenté par des anglophones (Brière 1967; Samson, 1988).

Suite à la Seconde Guerre, le Québec vit une période de prospérité économique. C'est le véritable début de l'industrialisation et de l'urbanisation. De plus, l'industrie touristique est en plein essor. Ainsi, la villégiature se développe dans plusieurs villages des Laurentides et de Lanaudière et ce, notamment grâce à la construction de l'autoroute des Laurentides (1957-1963). La villégiature en Estrie progresse aussi de façon rapide. Avec le développement des sports d'hiver, les chalets d'été se transforment en résidences quatre saisons. La villégiature est maintenant le fait des nouvelles classes moyennes (Samson, 1988).

Au cours des années 1960 et 1970, la villégiature est en croissance. L'expansion du réseau routier, la prospérité économique et une certaine démocratisation du tourisme contribuent à l'essor de la villégiature. Certains villages des Laurentides connaissent une

croissance démographique sans pareille et ce, grâce à la villégiature. On observe à certains endroits que le nombre de résidences secondaires est supérieur à celui des résidences principales. Cependant, cette présence massive de résidents secondaires bien qu'elle engendre un surplus d'activités économiques dans les collectivités d'accueil provoque des impacts sociaux et environnementaux qui commencent à en inquiéter plus d'un (Samson, 1988).

Les difficultés économiques des années 1980, une récession qui n'en finit plus, l'entrée en vigueur de lois cadres, une planification plus rigoureuse des municipalités et des normes environnementales plus sévères ont freiné l'expansion de la villégiature. Ce qui caractérise également les années 1980 et 1990 est une mutation de la résidence secondaire en résidence principale. Ce changement est attribuable à la venue de retraités qui transforment leur chalet en résidence permanente ainsi qu'à la présence de travailleurs demeurant dans des zones de villégiature situées à proximité du réseau routier et/ou des centres urbains. Ce mouvement est surtout observé dans les Laurentides et l'Estrie (Samson, 1988).

1.2.2.2 La villégiature sur les terres publiques

Au Québec, plus de 90% du territoire est composé de terres publiques, c'est-à-dire des terres appartenant à l'État qui sont utilisées pour l'exploitation des ressources naturelles, la pratique d'activités récréatives et de villégiature. L'attribution des terres du domaine public à des fins de villégiature a commencé à se systématiser en 1938. Face à la croissance de la demande, l'État, par l'intermédiaire du ministère des Terres et Forêts a commencé à délivrer des baux (location). Le développement de la villégiature sur les terres de la Couronne a connu un tel essor au cours des années 1940 et 1950, que le Conseil exécutif adopta, en 1958, une série de décrets autorisant la vente d'un nombre déterminé d'emplacements de villégiature. Puis cette autorisation est renouvelée en 1965 pour devenir permanente en 1970 (Laflamme, 1988).

Au début des années 1970, devant l'ampleur du phénomène et conséquemment, la pression exercée sur le milieu naturel et le développement parfois anarchique de certains territoires, l'État prend conscience qu'il devient urgent de définir de nouvelles règles de gestion de l'utilisation des terres publiques. Après quelques études, un moratoire est imposé sur tout projet de villégiature domiciliaire (1975-1976). Puis en 1977, le gouvernement du Québec présente sa politique d'accessibilité aux terres publiques qui notamment suspend le droit d'achat de terrains de villégiature et établit de nouvelles conditions de location. La politique d'accessibilité amène également l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche (1978) (Laflamme, 1988).

La décennie des années 1980 en est une de planification durable du territoire public. Avec l'adoption de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (loi 125) et de celle sur la protection du territoire agricole, l'État s'engage dans la planification globale de l'usage du territoire. Le ministère de l'Énergie et des Ressources identifie les zones propices au développement de la villégiature et élabore des plans d'affectation du territoire. Puis au gré des politiques gouvernementales, les conditions d'accessibilité changent. Ainsi, en 1982, la vente des terrains loués depuis 1977 est de nouveau autorisée (Laflamme, 1988).

Enfin, les années 1990 sont celles d'une série de documents énonçant les orientations, les règles, les normes et les procédures inhérentes à la gestion des terres du domaine public: l'approche gouvernementale pour le développement de la villégiature sur les terres du domaine public, les plans régionaux de développement de la villégiature, le plan d'affectation des terres du domaine public et le guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public.

Depuis quelques années, l'attribution est sous la responsabilité du ministère des Ressources naturelles (M.R.N.) qui rend disponible périodiquement des terrains de villégiature sur les terres du domaine public, à l'exception des parcs, des réserves fauniques et des pourvoiries avec droits exclusifs. Le *Règlement sur la vente, la location et l'octroi des droits immobiliers sur les terres du domaine public* (R.R.Q.c T-8.1, r.6) précise les conditions et les règles inhérentes à la location, la vente et à l'attribution des terrains. Tant pour la location que pour l'achat, les personnes intéressées doivent

s'acquitter de certaines obligations et payer certains frais. Tout bail octroyé depuis le 1er avril 1995 est d'une durée d'un an, renouvelable automatiquement à chaque année, à moins de circonstances exceptionnelles. Les frais de location et le prix de vente sont fixés à partir de sa valeur marchande. Dans le cas d'une location, le loyer annuel correspond à 10% de la valeur marchande du terrain. Les locataires sont également soumis à diverses obligations touchant l'aménagement et la réglementation en matière d'environnement (Gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles, 1995).

Notons, qu'au cours des vingt-cinq dernières années, le ministère des Ressources naturelles, gestionnaire des terres du domaine public, a attribué près de 40 000 terrains de villégiature. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue sont les régions où l'on retrouve le plus de baux à des fins de villégiature (plus de 9 000 baux chacune). Viennent ensuite la Côte Nord et la région Mauricie-Bois-Francs avec respectivement 6 864 et 4 896 baux. Enfin, le Bas-Saint-Laurent, les régions de Québec et de Montréal ainsi que l'Outaouais détiennent entre 1 481 et 2 515 baux émis à des fins de villégiature par le ministère des Ressources naturelles (Gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles, 1996).

1.2.3 Les impacts socio-économiques engendrés par la villégiature

La villégiature a fait l'objet de nombreuses recherches. Les principaux constats émanant de ces études attestent que ce phénomène ne se limite pas strictement à la présence de milliers de chalets sur le pourtour des lacs. La villégiature comme forme de séjour comporte des manifestations autant d'ordre social, qu'économique.

Le Québec compte plus de 300 000 résidences secondaires (Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche -MLCP-, 1983). L'impact de cette présence est considérable au plan socio-économique. Selon le ministère des Ressources naturelles, au cours des vingt-cinq dernières années les retombées économiques engendrées par le développement de la villégiature sur les terres du domaine public représentent 475 millions de dollars (M.R.N., 1996). Bien que le tourisme de villégiature soit reconnu comme un phénomène

pouvant contribuer à atténuer les disparités économiques régionales puisqu'il engendre un déplacement salubre des individus en provenance des centres urbains en faveur des territoires périphériques, il demeure que la villégiature est susceptible d'entraîner des transformations parfois néfastes sur la vie socio-économique des communautés d'accueil.

Au plan économique, il convient d'évaluer les effets directs, indirects et induits engendrés par la présence de villégiateurs. Les effets directs sont ceux produits par la dépense immédiate du villégiateur. La répercussion de cette dépense initiale provoque d'autres effets qualifiés d'indirects et d'induits (Demers, 1987; Bourret, 1988). Globalement, l'impact économique de la villégiature résulte de l'action combinée de l'offre et de la demande. Ainsi, les effets économiques du tourisme de villégiature sont représentés par la place qu'occupe l'activité comme objet de consommation et d'investissement. Qui plus est, l'effet économique de ces dépenses se répercute sur les individus (création d'emplois), sur les entreprises (vente de produits et de services) et sur les gouvernements (perception de taxes).

Au niveau social, le tourisme de villégiature peut également avoir des effets positifs et négatifs sur le milieu d'accueil. Le degré de perturbation dépend de l'intensité et de la rapidité du développement aussi bien que des caractéristiques du milieu d'accueil (Dewailly, Flament, 1993).

Les principaux impacts socio-économiques engendrés par la villégiature sont présentés ci-dessous.

1.2.3.1. Les revenus locaux

Les revenus locaux générés par les activités (les dépenses) des villégiateurs peuvent être classifiés sous quatre volets: les dépenses fiscales, les dépenses d'immobilisation, d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété, les dépenses pour la détente et la récréation, les dépenses courantes (Gilbert & Nadeau 1986 ; MLCP, 1983).

Les dépenses fiscales représentent les taxes foncières (municipales) payées par les villégiateurs.

Les dépenses d'immobilisation, d'amélioration, d'entretien et d'utilisation sont celles effectuées par le villégiateur pour l'acquisition du terrain, la construction, l'amélioration et l'entretien de la résidence secondaire, l'achat d'équipement et de mobilier ainsi que les dépenses relatives au chauffage, à l'électricité et aux assurances.

Les dépenses pour la détente et la récréation les plus fréquentes sont les déboursés effectués pour le divertissement tels que restauration, activités récréatives et achat d'équipements de loisir.

Enfin, les dépenses courantes sont la nourriture, l'entretien de la voiture, l'achat de vêtements, etc.

Pour effectuer une évaluation exacte des revenus locaux générés par les activités des villégiateurs, il importe de bien différencier l'achat de biens et de services fait dans la localité d'accueil de ceux qui sont effectués dans la localité de provenance ou d'origine des villégiateurs.

1.2.3.2 Les dépenses municipales en services

Bien que la villégiature engendre des revenus d'impôt foncier non négligeables pour les municipalités, l'implantation de sites de villégiature exige en contrepartie des dépenses municipales en services telles que l'entretien des routes, la collecte des ordures, la sécurité publique et parfois les infrastructures de services d'eau et d'égout. Ces dépenses deviennent importantes là où le développement de la villégiature se fait de façon tentaculaire, éclatée et éloignée de la collectivité d'accueil.

1.2.3.3 La création ou le maintien d'emplois

Pour évaluer de façon juste l'impact de la villégiature sur la création ou le maintien d'emplois, il importe d'en mesurer les effets directs, indirects et induits. Il serait utopique de croire que la villégiature agit comme un fort créateur d'emplois directs sur les collectivités d'accueil. Toutefois, il semble juste d'affirmer que l'activité économique générée par la présence de villégiateurs contribue à maintenir plusieurs emplois et ce, particulièrement dans le secteur des services. À titre d'illustration, citons quelques exemples de dépenses faites par les villégiateurs qui contribuent au maintien d'emplois indirects et conséquemment à la vitalité économique du milieu d'accueil: achats dans les magasins d'alimentation, dépanneurs, stations services, restaurants, quincailleries, boulangeries, etc.

1.2.3.4 L'effet inflationniste

La villégiature peut avoir un effet inflationniste pouvant influencer, entre autres, les habitudes de consommation de la population locale. Également, les terrains réservés à des fins de développement de la villégiature peuvent laisser place à la spéculation foncière et ce, particulièrement en milieu agricole et forestier. Saint-Amour mentionne à cet effet que: *«Elle peut ainsi devenir un champ de spéculation foncière florissant puisque la transformation de la vocation d'une terre agricole ou forestière à une occupation de villégiature engendre une multiplication de la valeur marchande »* (Saint-Amour, 1979, p. 38). Toutefois, Saint-Amour précise qu'il ne faut pas exagérer ou généraliser cette pratique.

1.2.3.5 Le dynamisme démographique

La présence de villégiateurs a évidemment un impact sur le dynamisme démographique du milieu d'accueil. À cet égard, notons que dans certaines zones de villégiature, le nombre de résidents secondaires est égal et même supérieur à celui des résidents permanents. Ce poids démographique des résidents secondaires peut être considéré par certains résidents permanents comme étant positif alors que d'autres le voit comme une

menace. La population permanente peut traduire cette présence massive comme une perte de contrôle par la population permanente du développement local. Samson (1988) ainsi que Gilbert & Nadeau (1986) recensent plusieurs centres de villégiature où l'on observe une forte dépendance de la collectivité locale vis-à-vis de la villégiature privée et ce, en raison du poids démographique important des villégiateurs (Saint-Donat, Sainte-Adèle, Morin-Heights, Magog et Orford). On doit par contre mentionner que cette situation ne signifie pas pour autant que l'on assiste à une domination de la part des villégiateurs. Certaines des communautés pré-citées (population permanente et villégiateurs) vivent en parfaite harmonie alors que la cohabitation dans d'autres ne se vit pas sans heurts.

1.2.3.6 La capacité de support psychologique

Tel que précisé par Barabé

Les expériences vécues dans de multiples régions de destination touristique montrent que les populations locales acceptent la présence des visiteurs jusqu'à ce qu'ils atteignent un point de saturation, un seuil limite. Une fois ce seuil psychologique atteint, l'insatisfaction croissante des populations résidentes pose un problème majeur pour les administrations publiques locales (Barabé, 1990, p. 288).

Cette notion de capacité de tolérance de la population locale s'inscrit parfaitement dans le contexte de localités accueillant un nombre important de villégiateurs. Il importe donc de contrôler le développement de la villégiature afin d'éviter que cette activité ne soit considérée comme une nuisance à la qualité de vie des populations locales.

1.2.4 Les impacts environnementaux engendrés par la villégiature

Le développement de la villégiature n'affecte pas uniquement le milieu socio-économique. Il modifie également l'espace physique qui l'accueille. À priori, on ne doit pas oublier que très souvent, la qualité des sites et des paysages représente l'un des plus puissants éléments d'attraction pour le développement de la villégiature. Plusieurs études ont

démontré que l'implantation de résidences secondaires transforme le paysage et que l'utilisation anthropique des sites de villégiature engendre des impacts sur le milieu biophysique. Par contre, il serait simpliste d'affirmer que la villégiature ne contribue uniquement qu'à la dégradation du milieu naturel. Comme le mentionne Demers «*Si le tourisme peut être la cause d'une dégradation de l'environnement, il arrive aussi que ce soit l'inverse*» (Demers, 1992, p. 83). À cet égard, notons que l'activité touristique peut être un agent de dégradation et de banalisation de l'environnement. En revanche, le tourisme peut être une source de protection, de création, de valorisation et de conscientisation à l'environnement (Demers, 1992). La villégiature, comme forme de tourisme, peut être considérée au même titre.

Bref, la surexploitation des cours d'eau, l'aménagement de résidences secondaires au pourtour des plans d'eau ainsi que l'arrivée de nombreux résidents temporaires entraînent des répercussions environnementales. Voici, comment se traduisent ces incidences sur l'environnement biophysique et hydrique.

1.2.4.1 L'eutrophisation

La surexploitation des lacs par la villégiature provoque généralement leur vieillissement prématuré et entraîne une série de problèmes environnementaux dont le plus souvent cité est l'eutrophisation qui se définit comme étant le processus naturel de vieillissement du milieu lacustre. L'utilisation anthropique exercée par le villégiateur affecte les écosystèmes lacustres et contribue à l'eutrophisation des lacs. En somme, le villégiateur par ses interventions sur le milieu naturel accélère le processus de vieillissement d'un lac. Cette accélération s'effectue par une utilisation irrationnelle de l'environnement. Le déboisement excessif et les installations septiques non-conformes contribuent, entre autres, au vieillissement d'un plan d'eau.

Saint-Amour illustre bien l'impact de la villégiature sur l'eutrophisation du milieu lacustre.

Lorsque la nature est laissée à elle-même, ce processus de remplissage organique ou eutrophisation prend plusieurs milliers d'années avant d'éliminer un lac. Il dépend entre autres des conditions édaphiques du

bassin et de la morphométrie du lac. Les activités humaines, et notamment la villégiature, rompent l'équilibre basé sur les facteurs limitants en apportant des masses considérables de fertilisants, ce qui favorise une croissance accélérée des plantes aquatiques et leur prolifération. Cette masse accrue de matière organique va, en mourant, s'entasser dans le fond et réclamer une quantité considérable d'oxygène pour la décomposer. Le lac ne peut pas répondre aux besoins. On assiste donc à une diminution de concentration du taux d'oxygène dissous (ce qui est fatal pour les poissons) et à l'envasement par accumulation (Saint-Amour, 1979, p.83)

1.2.4.2 La transformation de l'encadrement naturel

L'aménagement de sites de villégiature doit prendre en considération toutes les composantes d'un plan d'eau, dont le littoral et l'encadrement forestier, puisqu'un lac est un écosystème où s'effectue une interdépendance entre les éléments le constituant.

Afin de diminuer les risques d'érosion et la quantité des sédiments entraînés dans les lacs, l'encadrement forestier (forêt et végétation riveraine) doit être le plus souvent possible laissé à l'état naturel. Cela s'explique par le fait que la végétation riveraine joue un rôle écologique fondamental. Elle contribue à la stabilisation des rives, constitue un habitat important d'espaces végétales et fauniques, intercepte les rayons du soleil et minimise le réchauffement de l'eau, contribue à préserver la transparence de l'eau et elle améliore la qualité des activités récréatives (ministère de l'Environnement, Programme Berges neuves, 1985).

Les impacts engendrés par un déboisement abusif sont les suivants (Gilbert & Nadeau, 1986):

- l'érosion des berges;
- l'envasement des lacs;
- la surfertilisation;
- le réchauffement des eaux;
- la faible reproduction de la faune aquatique;
- la détérioration du paysage;
- la réduction de la vitesse d'écoulement des eaux.

L'artificialisation de l'espace est une autre transformation de l'encadrement naturel. Ce que nous entendons par artificialisation de l'espace comprend des interventions telles que l'aménagement de quais de béton et de murs de soutènement, le remblayage des berges, le nivelage du terrain et l'engazonnement. De telles interventions d'artificialisation de l'espace provoquent un déséquilibre écologique en agissant sur l'érosion des berges, détruisant la vie animale et anéantissant les habitats fauniques.

1.2.4.3 La capacité de support biophysique

La villégiature, au même titre que toutes les autres formes d'activités récréotouristiques, ne peut s'abstraire du milieu physique qui la supporte. Certaines activités ou interventions pratiquées par le villégiateur provoquent des perturbations au milieu biophysique et mettent en péril la survie de différentes ressources naturelles. De plus, la mentalité de certains promoteurs pousse dans la logique économique dominante à construire, équiper et aménager un espace trop souvent encore aux dépens du milieu naturel. Donc, la capacité de support, c'est-à-dire le seuil de tolérance qu'un écosystème peut accueillir sans que l'équilibre de ses composantes soit rompu, est un élément à respecter.

Tel que mentionné par Barabé

Le concept écologique de capacité de support comporte deux dimensions bien distinctes mais interreliées. La première signale la capacité inhérente de l'écosystème à conserver ses propriétés caractéristiques [...]. Donc, cette première notion du concept nous conduit au principe suivant: il existe une capacité limite quant à la quantité de changements extérieurs qu'un écosystème naturel peut absorber sans une dégradation irréversible de celui-ci et la perte de ses propriétés caractéristiques (postulat 1). Une fois cette limite transgressée, les modifications apportées aux ressources et à la productivité de l'écosystème sont mesurées en terme d'impacts (Barabé, 1990, pp. 285-286).

[...] la seconde consiste à identifier comme facteur limitant de cet équilibre, l'étendue de la population. [...]. Ainsi, cette seconde dimension du concept nous conduit au principe suivant: il existe un niveau optimum de population (seuil critique) qui correspond à la capacité du milieu et qui permet de conserver les propriétés caractéristiques de l'écosystème naturel (postulat 2). Si ce nombre est dépassé et que le mécanisme d'autorégulation fait

défaut, on assistera à une transformation accélérée du milieu. Ainsi, le nombre maximum d'individus et d'espèces qu'un territoire donné peut supporter fournit la mesure de la capacité limite (Barabé, 1990, p.286).

Selon le même auteur,

appliqué à la récréation, le concept de capacité de support comporte trois dimensions distinctes et complémentaires: 1)une dimension reliée au milieu (capacité de tolérance biophysique); 2)une dimension reliée aux usagers (capacité de tolérance aux conflits); 3) une dimension reliée aux équipements (capacité d'accueil des infrastructures) (Barabé, 1990, p. 287).

Or, le maintien de la pérennité des zones de villégiature qui est lié au respect de la capacité de support exige l'adhésion au principe de vouloir concilier conservation et développement du territoire, objectif s'inscrivant dans la conception du développement durable.

1.2.4.4 La densification - l'urbanisation

La densification et l'urbanisation de l'espace provoquées par l'implantation de la villégiature ont diverses répercussions sur l'environnement. L'entassement des chalets sur le pourtour des lacs, la réduction de l'encadrement forestier, l'altération du paysage ainsi que l'avènement d'une certaine promiscuité enlèvent à l'expérience de villégiature tout son côté de tranquillité et de détente, antithèse de la vie trépidante en milieu urbain.

Alors que la villégiature représente pour plusieurs une fuite, un exode temporaire de la vie urbaine, la densification et l'urbanisation de l'espace ont pour effet de reproduire des modèles de développement urbain en milieu rural.

1.2.4.5 Discussion-synthèse sur les impacts environnementaux engendrés par la villégiature

L'énumération des incidences environnementales pouvant être occasionnées par la présence de résidences secondaires donne un portrait plutôt négatif de la villégiature. Pourtant, tel n'en est pas nécessairement le cas, particulièrement depuis la mise en place d'un cadre législatif en matière d'aménagement du territoire. L'adoption de politiques de développement de la villégiature sur les terres du domaine public et de cadres de planification permettent l'harmonisation des usages et la protection des ressources.

Pour conclure cette partie portant sur les impacts environnementaux engendrés par la villégiature, nous présentons deux citations d'un article de Roger Nadeau qui permettent de décrire l'état de situation passée et actuelle du développement de la villégiature.

L'ignorance et l'insouciance des villégiateurs, l'appétit profiteur des promoteurs et le manque de responsabilité des pouvoirs publics ont permis que cette forme de tourisme se rende responsable de la dégradation rapide du milieu naturel offrant le potentiel récréatif le plus élevé, avec le résultat qu'un tort souvent irréparable a été fait aux zones lacustres.

[...] Les propriétaires des résidences secondaires sont plus informés et plus soucieux de protéger cette inestimable richesse qu'est le milieu naturel; les pouvoirs municipaux et les services de protection de l'environnement sont beaucoup plus exigeants en ce qui concerne les modalités de l'intervention humaine dans les milieux fragiles, de sorte que l'on peut espérer un redressement de cette situation (Nadeau, 1982, p.147).

1.3 SYNTHÈSE SUR LA PROBLÉMATIQUE

Au terme de ce premier chapitre, deux constats s'imposent. D'une part, on peut affirmer que la problématique de dévitalisation de territoires s'inscrit dans les préoccupations sociales de la société québécoise, puisque malgré des statistiques démontrant une reprise de l'économie, le Québec des régions continue de subir la dure réalité d'une récession qui n'en finit plus. À l'heure où des villages, des quartiers urbains, voire même des régions

entières s'enlisent dans le sous-développement démographique, économique et social, il apparaît légitime de se pencher sur cette problématique. D'autre part, le tourisme deviendra en l'an 2 000 l'une des principales industries mondiales. Face aux possibilités de croissance de l'industrie touristique, il est d'actualité de vérifier dans quelle mesure les impacts générés par certaines formes de tourisme, en l'occurrence la villégiature, peuvent agir comme levier de revitalisation des territoires dévitalisés.

Tout comme la problématique de la dévitalisation territoriale, l'approche d'analyse retenue dans le cadre de cette recherche se veut globale. Elle intègre des dimensions d'ordre social, économique et environnemental. Ainsi, la présente étude tentera de mieux connaître le phénomène de la villégiature du point de vue de ses principales incidences engendrées aux plans socio-économique et environnemental et ce, en territoire dévitalisé.

Mentionnons que cette étude se distingue des autres réalisées jusqu'à ce jour puisqu'elle s'intéresse à la villégiature dans une optique de développement des territoires dévitalisés. Elle s'inscrit également dans un courant de recherche car le tourisme en tant qu'industrie en croissance doit se développer de façon durable. La villégiature comme forme de séjour touristique doit aussi souscrire à un développement harmonieux.

Enfin, sans prétendre que cette recherche présente une méthodologie sans faille qui permettra à tous les territoires dévitalisés de favoriser le tourisme comme levier de revitalisation, elle favorisera néanmoins une meilleure compréhension du rôle et des effets du tourisme de villégiature en territoires dévitalisés.

CHAPITRE 2

LE CADRE DE RÉFÉRENCE ET LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Le deuxième chapitre expose le cadre de référence et la méthodologie utilisée dans le cadre de cette recherche.

2.1 LE CADRE DE RÉFÉRENCE

La première partie de ce chapitre définit dans un premier temps le concept du développement local et dans un second temps présente le cadre de référence sur lequel prend assise la présente recherche.

2.1.1. Le développement local: fondements et principes

Apparu dans les années 1970 en réponse aux menaces pesant sur les collectivités en déclin socio-économique et démographique, le développement local est considéré comme une approche complémentaire aux stratégies macro-économiques. Qui plus est, devant l'insatisfaction liée à la mise en oeuvre de véritables politiques de développement régional, la notion de développement local a émergé comme une pratique novatrice pouvant contribuer à la revitalisation des territoires dévitalisés (Jean, 1989). Au Québec, les premières expériences de développement local ont eu lieu au début des années 1970 où des groupes populaires du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie ont commencé à résister à la déstructuration de leur territoire en cherchant des solutions qu'on peut qualifier d'auto-développement.

La plupart des auteurs, chercheurs et praticiens à travers le monde s'entendent sur le fait qu'il n'existe pas de théories sur le développement local. On doit plutôt parler de grands modèles de développement qu'on doit modeler à la réalité locale de chacun des milieux.

Tous reconnaissent que le développement local est un modèle alternatif de développement véhiculant les notions de prise en charge, de solidarité, de concertation et de partenariat. Il intègre également des notions de développement endogène, intégré et durable, c'est-à-dire qu'il constitue une approche globale de développement. De plus, l'approche du développement local a pour finalité la réconciliation entre deux réalités souvent opposées: l'économique et le social. Pour sa part, Vachon définit le développement local comme

une stratégie qui vise, par des mécanismes de partenariat:

- *à créer un environnement propice aux initiatives locales afin d'augmenter la capacité des collectivités en difficulté;*
- *à s'adapter aux nouvelles règles du jeu de la croissance macro-économique; ou*
- *à trouver d'autres formes de développement qui, par des modes d'organisation et de production inédits, intègrent des préoccupations d'ordre social, culturel et environnemental parmi des considérations purement économiques (Vachon, 1993, p. 104).*

Par ailleurs, les principes sous-jacents à toutes initiatives de développement local sont les suivants:

- *le développement ne découle pas uniquement de la fonction et de la valeur économique des activités et de l'organisation sociale des individus (de l'aspect économique à l'aspect global du développement);*
- *le développement ne relève pas seulement des systèmes macro-économiques et des institutions centralisées. Il est largement lié aux micro-initiatives, (de la macro-économie à l'association macro-micro-économie);*
- *la ressource humaine constitue la force motrice première du développement (le rapport homme-technologie);*
- *les conditions nécessaires à la réalisation et au maintien des micro-initiatives de développement diffèrent de celles requises par les grands ensembles (personnalisation vs uniformisation, qualité vs quantité);*
- *le développement local est endogène, c'est-à-dire qu'il repose sur la volonté et la capacité du milieu à se prendre en charge (préférentiellement avec l'appui de programmes et de moyens appropriés);*
- *le développement ne se décrète pas d'en haut mais émerge de la base (démarche ascendante, non descendante) (Vachon, 1993, p. 16).*

Le développement local repose donc sur la valorisation des potentialités humaines, naturelles, technologiques et financières du milieu.

2.1.2 La villégiature et le développement local: cadre de référence

Le cadre de référence retenu intègre des connaissances issues des domaines du développement local (Vachon, 1993) et de la gestion environnementale des écosystèmes lacustres (Pinel Alloul, 1994). La modélisation proposée et qui fera l'objet d'une validation met en interrelation les deux composantes centrales de la problématique de cette recherche, soit la dévitalisation de territoires et la villégiature comme levier de revitalisation. Elle tend à comprendre la dynamique entre les impacts engendrés par l'utilisation anthropique des sites de villégiature et les effets de ces impacts sur les territoires dévitalisés.

Ce cadre de référence schématisé à la figure 5 a pour finalité de mieux comprendre dans quelle mesure le tourisme de villégiature peut contribuer à assurer un développement socio-économique et environnemental harmonieux des territoires dévitalisés.

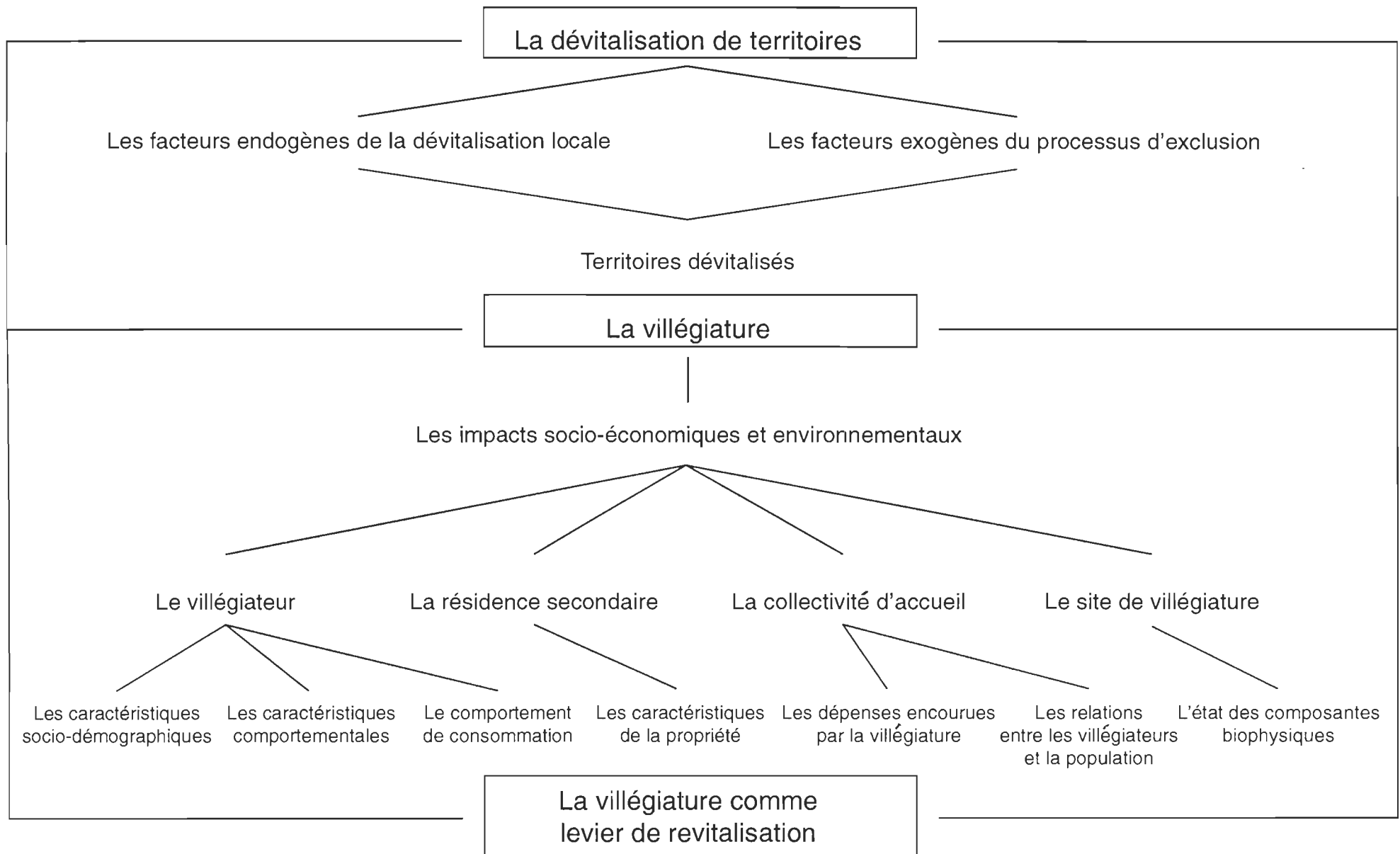


Figure 5. Le cadre de référence.

Plus spécifiquement et tel qu'illustré à la figure 5, le cadre de référence réunit les composantes de la dévitalisation de territoires et celles de la villégiature. Voyons plus en détails chacun de ces concepts.

2.1.2.1 La dévitalisation de territoires

Tel qu'énoncé précédemment, il est reconnu par Vachon que la dévitalisation territoriale est le résultat de facteurs exogènes et endogènes qui viennent influencer le développement d'un territoire donné. Dans le cadre de la présente recherche, l'analyse du profil socio-démographique et économique par l'étude des principaux facteurs endogènes et exogènes permettra de caractériser l'état de dévitalisation du territoire à l'étude.

2.1.2.2 La villégiature

Pour sa part, la villégiature sera analysée sous l'angle des impacts socio-économiques et environnementaux qu'elle génère sur le territoire à l'étude. La mesure de ces impacts s'effectue à l'aide des divers paramètres suivants:

- les caractéristiques socio-démographiques du villégiateur;
- les caractéristiques comportementales du villégiateur;
- le comportement de consommation du villégiateur;
- les caractéristiques de la propriété;
- les dépenses encourues par la villégiature à la collectivité d'accueil;
- les relations entre les villégiateurs et la population permanente;
- l'état des composantes biophysiques du site de villégiature.

2.1.2.3 La villégiature comme levier de revitalisation

La mise en commun des résultats obtenus lors de l'analyse de l'état de dévitalisation locale et par la mesure des impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature permettra de vérifier dans quelle mesure la villégiature peut agir comme levier de revitalisation du territoire à l'étude.

2.2 LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

La seconde partie de ce chapitre expose la méthodologie employée dans le cadre de cette recherche. La population et les variables à l'étude sont d'abord présentées. Vient ensuite la description des divers instruments de mesure utilisés. Enfin, les limites que comporte cette recherche sont présentées.

2.2.1. La population à l'étude

Il importe tout d'abord de préciser que cette recherche ne constitue pas une étude générale sur le phénomène de la villégiature mais bien une étude de cas portant sur une population bien ciblée. Au plan spatial, la population sur laquelle porte cette recherche se situe dans la M.R.C. de Mékinac, située en Mauricie (carte 1, p. 60). Le choix de ce territoire repose sur des considérations qui s'intègrent à la problématique de cette recherche:

- la M.R.C. de Mékinac connaît des difficultés de dévitalisation économique, démographique et sociale;
- la villégiature y joue un rôle moteur dans le développement régional.

Toutefois, mentionnons que ce n'est pas l'ensemble de ce vaste territoire qui fera l'objet de l'étude. Une zone particulière de villégiature a été retenue. Il s'agit du lac Mékinac.

La sélection de cette zone de villégiature s'est effectuée en fonction de divers critères dont l'importance de la villégiature privée. D'autres critères de sélection sont exposés au chapitre 3. Enfin, les sujets constituant la population à l'étude sont les villégiateurs du lac Mékinac.

2.2.2 Les concepts à l'étude

Tels que définis dans le cadre de référence, les principaux concepts sur lesquels porte cette recherche sont la dévitalisation de territoires et le tourisme de villégiature. Le passage du cadre théorique en un cadre opératoire s'effectue par un processus hiérarchique transformant les concepts (abstractions) en des dimensions, des variables et des indicateurs mesurables. Cette opérationnalisation se traduit de la façon suivante:

CONCEPTS	DIMENSIONS	VARIABLES	INDICATEURS
A) La dévitalisation de territoires	A-1) Les facteurs exogènes du processus d'exclusion	A-1) Les choix politiques, les caractéristiques socio-économiques et géographiques du territoire	A-1) Les orientations des politiques territoriales et sectorielles. La répartition sectorielle des activités économiques régionales. La localisation, la topographie, l'hydrologie, les ressources naturelles du territoire.
	A-2) Les facteurs endogènes de la dévitalisation locale	A-2) a- L'évolution démographique: diminution et vieillissement de la population, l'exode des jeunes, les perspectives démographiques A-2) b- La structure de l'activité économique A-2) c- La situation de l'emploi A-2) d- Le revenu A-2) e- La scolarité A-2) f- La dégradation sociale	A-2) a- L'évolution démographique, l'évolution et la répartition de la population par groupes d'âge, l'effectif de la population projetée A-2) b- La distribution de l'emploi par secteurs d'activités A-2) c- Le taux d'activité, le taux de chômage A-2) d- Le revenu annuel de la population A-2) e- Le niveau de scolarité de la population A-2) f- L'émergence d'une mentalité attentiste et défaitiste, l'effritement du sentiment d'appartenance, la démobilisation sociale

Figure 6. L'opérationnalisation des concepts.

CONCEPTS	DIMENSIONS	VARIABLES	INDICATEURS
La villégiature au lac Mékinac	B-1) Le portrait de la villégiature	<p>B-1) a- Le profil socio-économique du villégiateur</p> <p>B-1) b- Les caractéristiques comportementales du villégiateur</p> <p>B-1) c- Le portrait de la propriété</p>	<p>B-1) a- Le sexe, le niveau de scolarité, l'occupation, le revenu annuel, la provenance du villégiateur.</p> <p>B-1) b- Le type de fréquentation: la période de séjour, le rythme de fréquentation, le nombre de jours séjournés, la composition et la taille du groupe. Les activités de loisirs pratiquées. Les équipements possédés. Les motivations à posséder une résidence secondaire.</p> <p>B-1) c- Le mode d'acquisition. Les caractéristiques générales de la propriété: la valeur foncière, la superficie des terrains, les infrastructures et les équipements.</p>
	B-2) Les impacts socio-économiques de la villégiature	<p>B-2) a- Les revenus locaux et régionaux</p> <p>B-2) b- Les dépenses municipales en services</p> <p>B-2) c- La création ou le maintien d'emplois</p> <p>B-2) d- Le dynamisme démographique</p> <p>B-2) e- Les incidences sociales</p>	<p>B-2) a- Les dépenses fiscales des villégiateurs. Les dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété. Les dépenses liées aux activités de détente et de récréation. Les dépenses courantes des villégiateurs.</p> <p>B-2) b- Le coût des services municipaux.</p> <p>B-2) c- Le nombre d'emplois directs et indirects générés par la villégiature</p> <p>B-2) d- La hausse de population engendrée par la villégiature</p> <p>B-2) e- Les relations entre les villégiateurs et la population permanente, l'implication sociale des villégiateurs.</p>

Figure 6. L'opérationnalisation des concepts (suite).

CONCEPTS	DIMENSIONS	VARIABLES	INDICATEURS
La villégiature au lac Mékinac	B-3) Les impacts environnementaux de la villégiature	B-3) a- L'état des ressources naturelles	B-3) a- La qualité de l'eau, de la faune, de la végétation aquatique, du paysage, la perception des villégiateurs face à la qualité de l'encadrement naturel.
		B-3) b- La transformation de l'encadrement naturel	B-3) b- Le déboisement, l'artificialisation et l'urbanisation de l'espace, l'érosion des berges.

Figure 6. L'opérationnalisation des concepts (suite).

2.2.3 La collecte des données

Il importe en premier lieu de mentionner l'objectif visé par la collecte des données: quantifier et qualifier l'impact socio-économique et environnemental engendré par la villégiature pratiquée au pourtour du lac Mékinac et ce, afin de vérifier dans quelle mesure la villégiature peut agir comme levier de revitalisation.

Pour ce faire, une collecte de données primaires et l'utilisation de données secondaires ont été nécessaires pour arriver à mesurer de façon précise l'impact de la villégiature.

La cueillette de données primaires a nécessité la conception d'un questionnaire d'enquête. Une fiche d'évaluation des impacts des aménagements riverains et une grille d'analyse du paysage déjà existantes ont également servi à la collecte des données primaires.

En ce qui a trait aux données secondaires utilisées, celles-ci proviennent de diverses institutions publiques.

Les divers instruments de mesure employés sont présentés ci-dessous.

2.2.3.1 Le questionnaire d'enquête

Un questionnaire d'enquête a été spécifiquement conçu pour mesurer certains aspects relatifs aux impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature au lac Mékinac (Appendice A). La figure 7 présente les thèmes et les sous-thèmes abordés à l'intérieur du questionnaire d'enquête. Il a été administré auprès des villégiateurs du lac Mékinac. Le mode d'administration retenu est le questionnaire par la poste.

L'identification de l'ensemble des individus possédant une résidence au pourtour du lac Mékinac s'est effectué à partir du rôle d'évaluation des territoires concernés (municipalité de Boucher et territoire non-organisé). Sur la base de cette population, les résidents permanents ont été retirés, l'objectif étant de mesurer l'impact de la présence de résidences secondaires.

THÈMES	SOUS-THÈMES
Le portrait du répondant-villégiateur	Le profil socio-économique du villégiateur
Les caractéristiques comportementales du répondant-villégiateur	Le type de fréquentation, les loisirs, les motivations à posséder une résidence secondaire
Le portrait de la propriété	Le mode d'acquisition, les caractéristiques générales de la propriété
Les revenus locaux et régionaux générés par la villégiature	Les dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété. Les dépenses liées aux activités de détente et de récréation, les dépenses courantes des villégiateurs
La création ou le maintien d'emplois	La fréquentation des commerces locaux et régionaux, l'embauche de main d'oeuvre locale ou régionale
Le dynamisme démographique	La taille et la composition des groupes de villégiateurs
Les incidences sociales	Le type de relations entre les villégiateurs et la population permanente, l'implication sociale des villégiateurs
La perception des villégiateurs face à la qualité de l'encadrement naturel	La perception des villégiateurs face à la qualité du paysage, de l'eau, de la pêche, la pollution

Figure 7. Résumé des thèmes et des sous-thèmes du questionnaire d'enquête.

L'échantillon ou plutôt la population dans le cas présent est donc constitué de l'ensemble des propriétaires de résidences secondaires du lac Mékinac. Sa taille est de 102 propriétaires. Le questionnaire a fait l'objet d'un pré-test auprès de quatre propriétaires de résidences secondaires ayant été choisis aléatoirement. Les quatre questionnaires envoyés ont été complétés et retournés. L'analyse des réponses et des commentaires obtenus a permis d'apporter des changements mineurs dans la formulation de quelques questions présentant des problèmes de clarté. Une fois les correctifs effectués, un questionnaire a été posté aux 98 propriétaires de résidences secondaires du lac Mékinac.

Sur les 98 questionnaires envoyés, 45 ont été dûment complétés et retournés par les villégiateurs. Le taux de réponse s'établit donc à 46%, pourcentage acceptable compte tenu de la faiblesse du taux de réponse généralement associé à ce mode d'administration. Toutefois, on doit souligner qu'un rappel téléphonique a été réalisé auprès de 28 villégiateurs et ce, en raison d'un taux de réponse préliminaire non satisfaisant. Il a contribué à hausser quelque peu le taux de réponse puisque sept personnes ont fait parvenir leur questionnaire complété suite à ce rappel téléphonique.

Cet exercice téléphonique a également permis d'identifier les raisons pour lesquelles certains villégiateurs refusaient de répondre au questionnaire. Les deux principaux motifs invoqués se formulent comme suit: 1) le questionnaire comporte trop de questions personnelles (dépenses faites par les villégiateurs); 2) certains craignent que les résultats de cette recherche soient utilisés par les promoteurs d'un projet de développement récréotouristique au lac Mékinac.

La saisie et le traitement statistique des données ont été réalisés à l'aide du logiciel SPSS. Les résultats de l'enquête sont exposés aux chapitres 4, 5 et 6.

2.2.3.2 La grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains

Une grille a été utilisée pour évaluer l'impact de la présence d'aménagements riverains. Une fiche de relevé existante et validée (Guertin, 1985) ayant subi quelques modifications mineures a servi à cette fin (Appendice B). L'évaluation des impacts environnementaux engendrés par les aménagements riverains a pour but de fournir des données relatives au déboisement, à l'érosion des berges, à l'artificialisation et l'urbanisation de l'espace. La grille d'évaluation employée est subdivisée en quatre composantes principales du milieu physique en plus de s'attarder à deux phénomènes généralement reconnus comme des indicateurs d'impact des aménagements riverains. Ces quatre composantes sont la couverture forestière, la rive, la lisière et la beine. Les deux indicateurs d'impact sont l'érosion et la détérioration de l'eau.

L'évaluation des composantes et des indicateurs est réalisée sur une échelle ordinale à cinq niveaux. Elle s'est faite lors d'une visite sur le terrain effectuée en septembre 1996 au cours de laquelle douze relevés ont été effectués sur le pourtour du lac Mékinac. Les résultats obtenus sont présentés au chapitre 6 et quelques unes des fiches de relevés complétées se retrouvent à l'appendice B.

2.2.3.3 La grille d'analyse du paysage

En plus de l'évaluation de l'impact des aménagements riverains, une analyse du paysage a été réalisée à l'aide de la grille conçue à cet effet par Jacques Demers (Appendice C). Cette grille comporte sept éléments d'analyse visuelle, chacun accompagné d'une échelle de valeurs: le relief, la végétation, les couleurs, l'hydrologie, les attraits, les aménagements, l'appréciation générale.

Sur la base de la valeur attribuée à chacune des composantes, il est possible d'accorder une appréciation globale du paysage évalué. Cette appréciation globale traduite sur une échelle numérique permet de procéder à des analyses comparatives. Enfin, mentionnons que dans le cadre de la présente recherche, deux unités de paysage situées au lac Mékinac ont fait l'objet d'une analyse. Les résultats de cette analyse sont exposés au chapitre 6.

2.2.3.4 Les données secondaires

Diverses données secondaires ont été recueillies auprès de la municipalité de Boucher, de la M.R.C. de Mékinac, du ministère de l'Environnement et de la Faune, de la société Hydro-Québec, de Statistique Canada et du Bureau de la Statistique du Québec. Les informations en provenance de ces institutions publiques sont liées à des aspects socio-économiques (statistiques démographiques et économiques, orientations de développement) et environnementaux (analyses et relevés physico-chimiques, données sur la faune et la flore).

2.2.3.5 Le sommaire des données recueillies

La figure qui suit illustre de façon détaillée le type de données recueillies ainsi que leurs sources.

VARIABLES	INDICATEURS	SOURCES
A-1) a- Les choix politiques, les caractéristiques socio-économiques et géographiques du territoire.	A-1) a- Les orientations des politiques territoriales et sectorielles. La répartition sectorielle des activités économiques régionales. La localisation, la topographie, l'hydrologie, les ressources naturelles du territoire.	A-1) a- Schéma d'aménagement de la M.R.C. de Mékinac, planifications stratégiques locale et régionale, plan régional de développement de la villégiature, plans local et régional de développement touristique.
A-2) a- L'évolution démographique: diminution et vieillissement de la population, l'exode des jeunes, les perspectives démographiques.	A-2) a- L'évolution démographique, l'évolution et la répartition de la population par groupes d'âge, l'effectif de la population projetée.	A-2) a- Statistique Canada, Bureau de la Statistique du Québec.
A-2) b- La structure de l'activité économique	A-2) b- La distribution de l'emploi par secteurs d'activités.	A-2) b- Statistique Canada, planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac et du secteur Des Chenaux
A-2) c- La situation de l'emploi	A-2) c- Le taux d'activité, le taux de chômage.	A-2) c- Statistique Canada
A-2) d- Le revenu	A-2) d- Le revenu annuel de la population.	A-2) d- Statistique Canada
A-2) e- La scolarité	A-2) e- Le niveau de scolarité de la population.	A-2) e- Statistique Canada
A-2) f- La dégradation sociale	A-2) f- L'émergence d'une mentalité attentiste et défaitiste, l'effritement du sentiment d'appartenance, la démobilité sociale.	A-2) f- Planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac et du secteur Des Chenaux.

Figure 8. Le sommaire des données recueillies.

VARIABLES	INDICATEURS	SOURCES
B-1) a- Le profil socio-économique du villégiateur	B-1) a- Le sexe, le niveau de scolarité, l'occupation, le revenu annuel, la provenance du villégiateur.	B-1) a- Enquête, questions 37-38-39-40-41-42.
B-1) b- Les caractéristiques comportementales du villégiateur	B-1) b- Le type de fréquentation: la période de séjour, le rythme de fréquentation, le nombre de jours séjournés, la composition et la taille du groupe. Les activités de loisirs pratiquées. Les équipements possédés. Les motivations à posséder une résidence secondaire.	B-1) b- Enquête, questions 1-2-3-4-5-17-30-31.
B-1) c- Le portrait de la propriété	B-1) c- Le mode d'acquisition. Les caractéristiques générales de la propriété: la valeur foncière, la superficie des terrains, les infrastructures et les équipements.	B-1) c- Enquête, questions 6-25-26-27-28. Rôle d'évaluation.
B-2) a- Les revenus locaux et régionaux	B-2) a- Les dépenses fiscales des villégiateurs. Les dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété. Les dépenses liées aux activités de détente et de récréation. Les dépenses courantes des villégiateurs.	B-2) a- Enquête, questions 8-9-10-12-13-14-15-18-19. Municipalité de Boucher, M.R.C. de Mékinac.
B-2) b- Les dépenses municipales en services	B-2) b- Le coût des services municipaux.	B-2) b- Enquête, questions 26-27-28. Municipalité de Boucher.
B-2) c- La création ou le maintien d'emplois	B-2) c- Le nombre d'emplois directs et indirects générés par la villégiature	B-2) c- Enquête, questions 7-8-11-14.
B-2) d- Le dynamisme démographique	B-2) d- La hausse de population engendrée par la villégiature	B-2) d- Enquête, questions 2-3-4
B-2) e- Les incidences sociales	B-2) e- Les relations entre les villégiateurs et la population permanente, l'implication sociale des villégiateurs.	B-2) e- Enquête, questions, 20-21-23-24.

Figure 8. Le sommaire des données recueillies (suite).

VARIABLES	INDICATEURS	SOURCES
B-3) a- L'état des ressources naturelles	B-3) a- La qualité de l'eau, de la faune, de la végétation aquatique, du paysage, la perception des villégiateurs face à la qualité de l'encadrement naturel.	B-3) a- Analyses et relevés physico-chimiques d'Hydro- Québec et du ministère de l'Environnement et de la Faune. Pêches expérimentales du ministère de l'Environnement et de la Faune. Évaluation environnementale d'Hydro-Québec. Atlas des oiseaux nicheurs du Québec. Grille d'analyse du paysage. Enquête, questions 29-30-32-33-34-35-36
B-3) b- La transformation de l'encadrement naturel	B-3) b- Le déboisement, l'artificialisation et l'urbanisation de l'espace, l'érosion des berges	B-3) b- Grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains. Évaluation environnementale d'Hydro-Québec.

Figure 8. Le sommaire des données recueillies (suite).

2.3 LES LIMITES DE L'ÉTUDE

La présente recherche comporte quelques limites. Certaines sont de nature méthodologique alors que d'autres sont liées à l'opérationnalisation de la recherche.

La principale limite d'ordre méthodologique réside dans la validité externe des résultats, c'est-à-dire leur pouvoir de généralisation à d'autres populations. À ce sujet, il importe de mentionner que bien que cette recherche permette de vérifier dans quelle mesure les impacts générés par la villégiature au lac Mékinac peuvent agir comme levier de revitalisation, il est illusoire de prétendre que les résultats obtenus peuvent être transposés et applicables dans tous les territoires dévitalisés.

Au plan de l'opérationnalisation, le déroulement de cette recherche a été quelque peu entravé par l'existence d'un projet de développement récréotouristique au lac Mékinac. Ce projet, qui au moment de l'enquête, faisait l'objet de controverses au sein de la population, a eu des implications sur la présente recherche. La principale difficulté rencontrée se situe au niveau de la collaboration des villégiateurs qui, craignant que les promoteurs du dit projet utilisent les résultats de cette recherche à leurs propres fins, n'ont pas voulu répondre au questionnaire d'enquête. Par conséquent, cette situation déplorable a eu des effets sur le taux de réponse de l'enquête.

Quelques lacunes méthodologiques sont également à soulever. En premier lieu, mentionnons que les données recueillies n'ont pu mesurer de façon précise le nombre d'emplois directs et indirects créés par la villégiature. En second lieu, précisons que l'évaluation des incidences sociales est incomplète puisque nous n'avons pu mesurer la perception de la population permanente à cet égard.

Enfin, il importe de souligner que l'évaluation environnementale réalisée dans le cadre de cette recherche n'est aucunement une étude des impacts environnementaux dans sa forme la plus pure, mais bien une mesure des incidences environnementales s'insérant dans l'approche globale de cette recherche.

CHAPITRE 3

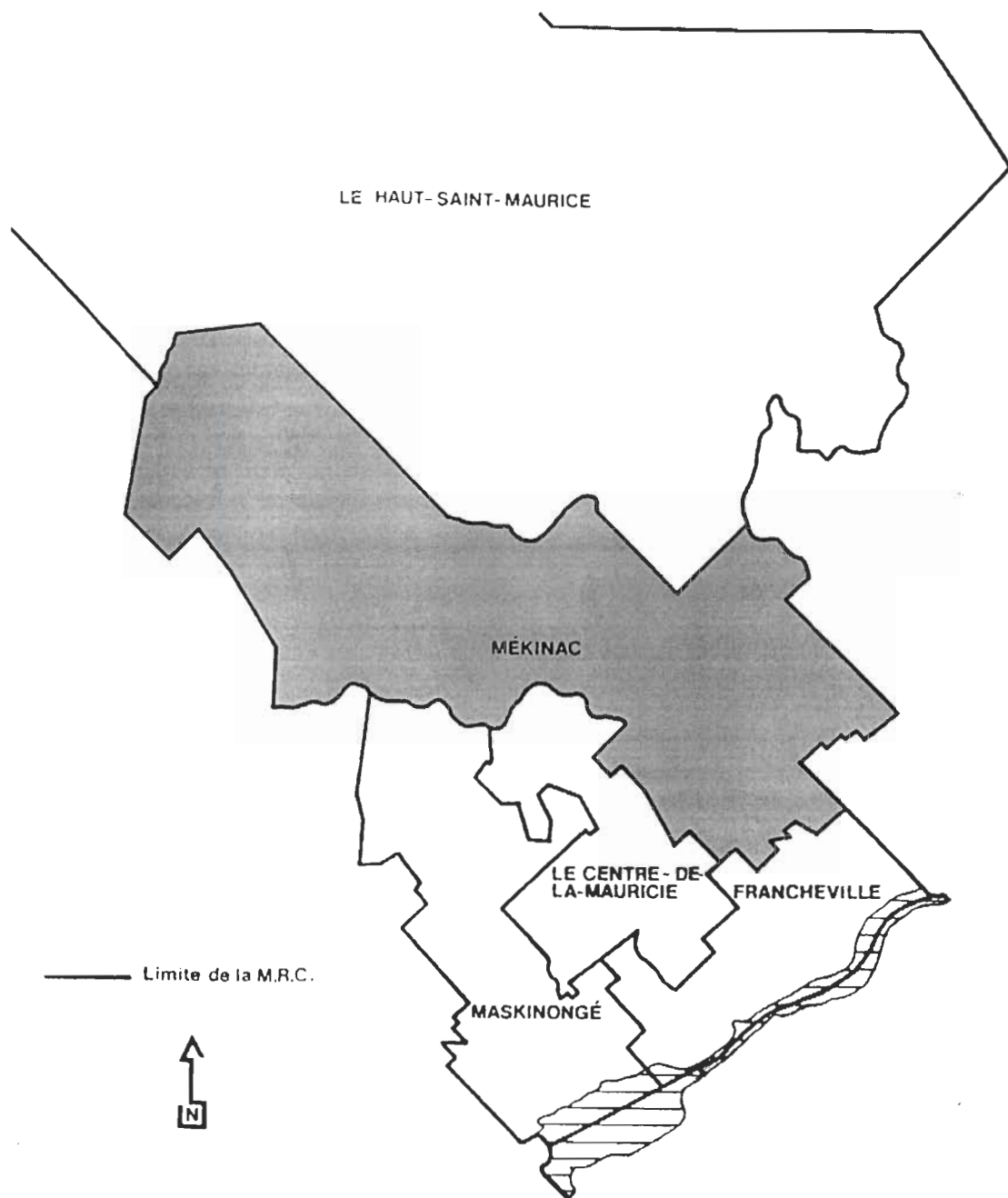
LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE

Le troisième chapitre est consacré à la présentation du territoire à l'étude. Il est constitué de quatre parties. La première expose une description générale du territoire à l'étude, en l'occurrence la M.R.C. de Mékinac. La seconde partie dresse le profil socio-démographique et économique de la M.R.C. et tente de situer l'état de dévitalisation de ce territoire. Les orientations régionales en matière de villégiature sont examinées dans la troisième partie alors que la quatrième traite de la zone de villégiature à l'étude: le lac Mékinac.

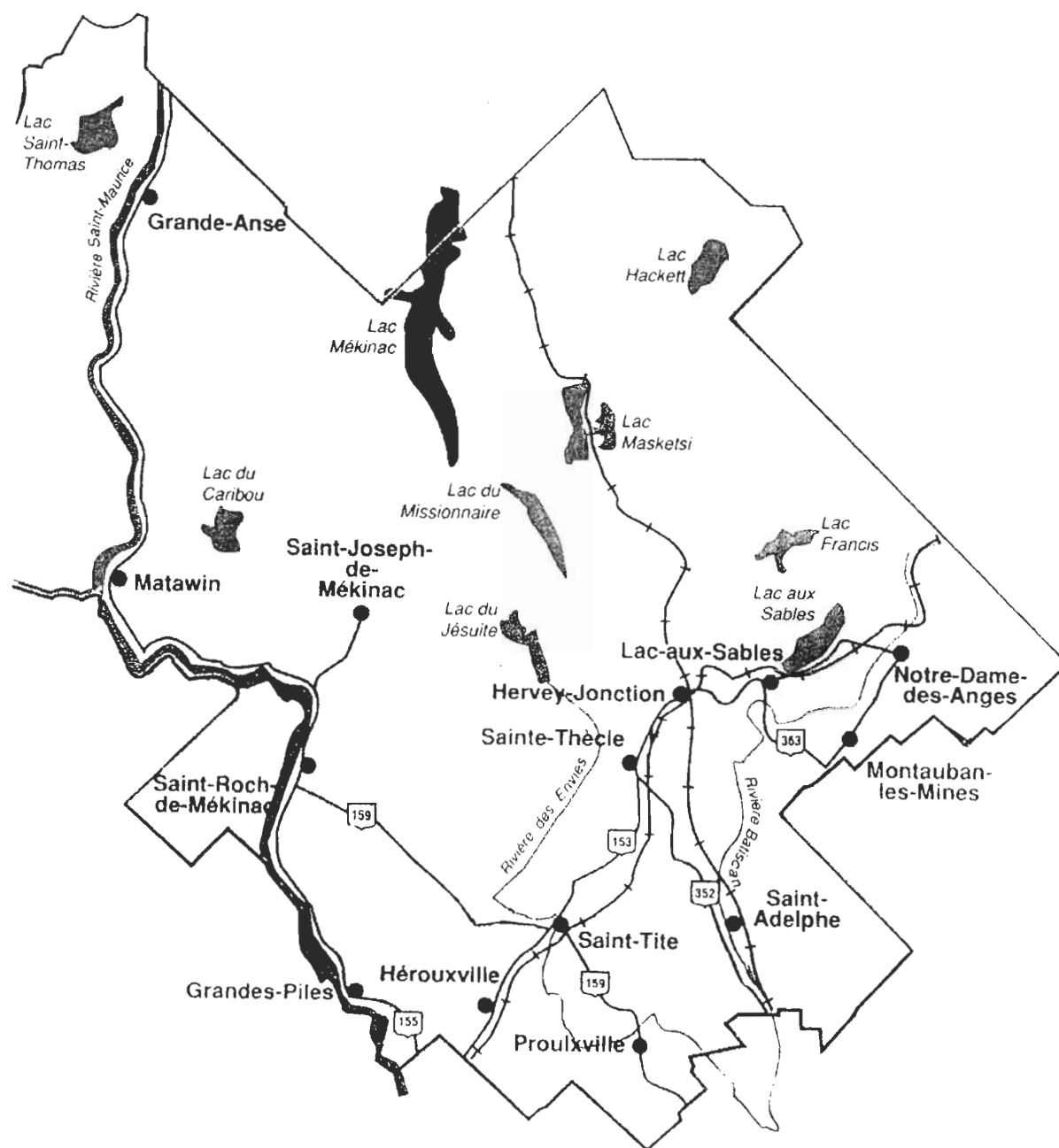
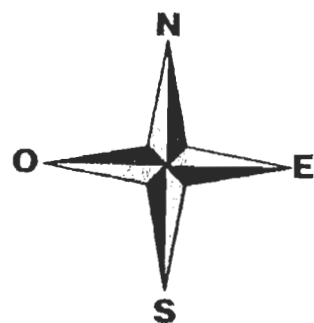
3.1 LA DESCRIPTION GÉNÉRALE DE LA M.R.C. DE MÉKINAC

Tel que mentionné précédemment, le territoire sur lequel porte cette recherche est la M.R.C. de Mékinac et plus spécifiquement la zone de villégiature située au pourtour du lac Mékinac. La M.R.C. de Mékinac fait partie de la région de la Mauricie (carte 1). Située à l'est des pôles urbains de Trois-Rivières et de Shawinigan, la M.R.C. de Mékinac couvre une superficie de 5 247 km². Elle est constituée de onze municipalités et de territoires non-organisés (TNO) (carte 2). Aucune agglomération urbaine n'est présente sur son territoire faisant ainsi de la M.R.C. une région entièrement rurale. Les territoires non-organisés qui occupent environ 60% de la superficie de la M.R.C. se concentrent en majeure partie à l'ouest de la rivière Saint-Maurice sauf une section localisée au nord des municipalités de Lac-aux-Sables, Boucher et Sainte-Thècle. De plus, la majeure partie du territoire est constituée de terres publiques.

La région dispose d'un relief varié, d'un sous-sol riche, d'un réseau hydrographique parsemé de lacs et de rivières, d'une faune diversifiée et d'une forêt immense et abondante. À ce propos, mentionnons que la forêt publique et privée couvre plus de 85% du territoire de la M.R.C.



Carte 1: Localisation du territoire à l'étude



Carte 2: La MRC de Mékinac et le lac Mékinac

Historiquement, le développement du territoire a reposé et demeure lié aux ressources naturelles (forêt et cours d'eau). L'industrie forestière est depuis longtemps la principale activité économique. Pour leur part, les cours d'eau ont servi de voies de communication pour les humains et de voie de transport pour le bois (flottage du bois).

Au plan récréotouristique, la M.R.C. de Mékinac est peu connue des québécois et encore moins des touristes étrangers (Zins, Beauchesne et associés, 1991). Hormis, le Musée du Bûcheron, la Réserve faunique du Saint-Maurice et particulièrement, le Festival Western de Saint-Tite, la M.R.C. dispose d'attraits touristiques dont l'intérêt est surtout de nature locale et régionale (Zins, Beauchesne et associés, 1991). Son potentiel récréotouristique repose en bonne partie sur les activités de plein air qui contribuent également à la notoriété, si faible soit-elle, du territoire. D'ailleurs, le produit chasse et pêche est reconnu comme étant le mieux structuré tant au niveau des services que de la diversité des lieux où il est possible de le pratiquer: ZEC, réserve faunique, pourvoiries (Zins, Beauchesne et associés, 1991). La popularité de la chasse et de la pêche n'est pas étrangère à la présence de nombreuses résidences secondaires. En 1996, on en dénombre plus de 2 850 sur le territoire de la M.R.C.

Enfin, mentionnons qu'on relève quelques lacunes dans la structure d'accueil: l'hébergement hôtelier compte peu de chambres et celles-ci offrent un niveau de confort modeste; la signalisation touristique est à peu près inexistante (Zins, Beauchesne et associés, 1991). Soulignons toutefois que depuis la réalisation de l'étude pré-citée, la structure d'hébergement s'est considérablement bonifiée grâce à l'ouverture de quelques auberges.

3.2 LE PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA M.R.C. DE MÉKINAC

Selon une évaluation réalisée par l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) dans le cadre de la planification du programme d'aide aux zones défavorisées (PAZD), la M.R.C. de Mékinac figure parmi les quinze M.R.C. des régions centrales les

plus défavorisées au Québec. Pour évaluer l'état de la situation de la M.R.C. de Mékinac, il convient de jeter un regard sur les principaux indicateurs socio-démographiques et économiques (facteurs endogènes de la dévitalisation locale).

3.2.1 L'évolution démographique de la population

Depuis le début des années 1980, la population de la M.R.C. de Mékinac a décliné de 4,8%. Entre 1981 et 1991, le nombre de résidents est passé de 14 320 personnes à 13 629. À titre comparatif, au cours de la même période, la population de la région Mauricie-Bois-Francs s'est accrue de 3,9% et de 7,1% à l'échelle du Québec. On assiste donc à une décroissance démographique sur le territoire de la M.R.C. de Mékinac alors que dans la région Mauricie-Bois-Francs et dans l'ensemble du Québec, on enregistre une hausse de population.

Tableau 1
L'évolution de la population - 1981-1991

TERRITOIRES	POPULATION TOTALE / ANNÉE			% DE VARIATION 1981-1991
	1981	1986	1991	
M.R.C. DE MÉKINAC	14 320	13 903	13 629	- 4,8%
RÉGION 04	448 618	453 785	466 203	+3,9%
QUÉBEC	6 438 405	6 532 460	6 895 963	+ 7,1%

Source: Statistique Canada, recensements 1981, 1986, 1991

3.2.1.1 L'évolution démographique par groupes d'âge

Le dépeuplement de la M.R.C. de Mékinac s'accompagne d'un vieillissement de la population. À l'instar de l'ensemble du Québec, le phénomène du vieillissement de la population touche la M.R.C. de Mékinac. Ainsi, au cours de la décennie 1981-1991, la population âgée de 0 à 14 ans a décliné de 22,4% alors que celle âgée de 65 ans et plus a augmenté de 37,2%. Bien que le vieillissement de la population soit attribuable à une baisse du taux de natalité et à une augmentation de l'espérance de vie, un autre facteur s'ajoute: l'exode des jeunes. En effet, dans le territoire à l'étude on assiste à un exode massif des jeunes et de la population active qui quittent la région soit pour étudier ou obtenir un meilleur emploi. On ne dispose pas de données absolues sur le nombre de jeunes ayant quitté la région au cours des dernières années. Toutefois, la baisse démographique enregistrée entre 1981-1991 chez les personnes âgées entre 0 et 29 ans (-19%) est indicatrice d'un exode des jeunes.

En 1991, la structure d'âge de la population de la M.R.C. se traduit par une proportion élevée de personnes âgées de 65 ans et plus, soit 15,6% alors qu'elle se situe à 11,1% dans l'ensemble du Québec (tableau 2).

Tableau 2
La répartition de la population par groupes d'âge, 1991

TERRITOIRES	0-14 ans (%)	15-34 ans (%)	35-64 ans (%)	65 ans et plus (%)	total (%)
M.R.C. DE MÉKINAC	19.7	26.0	38.8	15.6	100
RÉGION 04	20.6	28.8	37.8	12.8	100
QUÉBEC	20.0	31.4	37.4	11.1	100

Source: Statistique Canada, recensement, 1991. Compilation CDE Mékinac/Des Chenaux.

3.2.1.2 Les perspectives démographiques

Les perspectives démographiques ne sont guère plus encourageantes. Selon les projections du Bureau de la Statistique du Québec (BSQ), la population de la M.R.C. de Mékinac connaîtra une baisse d'effectifs passant de 13 667 personnes en 1996 à 13 317 en 2006 et 12 935 en 2016, soit une baisse de 5,4%. Au cours de la même période, la population de la région Mauricie-Bois-Francs sera à la hausse (+4,7%) (tableau 3).

Tableau 3
La population projetée, 1996-2016

TERRITOIRES	POPULATION PROJETÉE / ANNÉE			% DE VARIATION 1996-2016
	1996	2006	2016	
M.R.C. DE MÉKINAC	13 667	13 317	12 935	- 5,4%
RÉGION 04	488 746	502 226	511 735	+ 4,7%

Source: Bureau de la Statistique du Québec (1996).

Selon les mêmes projections, on observera sur le territoire de la M.R.C. une diminution démographique plus marquée chez les personnes âgées entre 0 et 34 ans. Quant au nombre de personnes âgées de 65 ans et plus, les projections indiquent une forte hausse (tableau 4). On peut ainsi prévoir que l'exode des jeunes et le vieillissement de la population continueront à s'intensifier.

Tableau 4
La population projetée par groupes d'âge, 1996-2016

GROUPES D'ÂGE	POPULATION TOTALE /ANNÉE			% DE VARIATION 1996-2016
	1996	2006	2016	
0- 14 ANS	2250	1845	1681	- 25,3%
15 - 34 ANS	3267	2969	2613	- 20,0%
35 - 64 ANS	5776	5833	5345	- 7,5%
65 ANS ET PLUS	2374	2670	3296	+ 38,8%
POPULATION TOTALE	13 667	13 317	12 935	- 5,4%

Source: Bureau de la Statistique du Québec (1996).

3.2.2. La structure de l'activité économique

En 1991, plus de 15% de l'emploi se retrouve dans le secteur primaire, comparativement à 4% pour l'ensemble du Québec. Le secteur secondaire occupe plus de 31% de la main-d'oeuvre alors que pour l'ensemble du Québec il se situe à 24%. Enfin, le secteur tertiaire est moins élevé dans la M.R.C. (53,5%) que dans l'ensemble du Québec (72,1%).

Tableau 5
La distribution de l'emploi par secteur d'activités en 1991

TERRITOIRES	PRIMAIRE (%)	SECONDAIRE (%)	TERTIAIRE (%)
M.R.C. DE MÉKINAC	15,4%	31,2%	53,5%
QUÉBEC	4,0%	23,8%	72,1%

Source: Statistique Canada, recensement 1991.

À la lumière de ces données, on constate que la structure de l'emploi dans la M.R.C. de Mékinac diffère grandement de ce qui est observé au Québec. La prédominance de l'activité forestière (cueillette et transformation) dans le territoire à l'étude vient expliquer le grand nombre d'emplois dans les secteurs primaire et secondaire. En contrepartie, la forte tertiarisation de l'emploi observée au Québec est moins présente dans la M.R.C. de Mékinac.

D'autre part, une enquête réalisée par la Corporation de développement économique Mékinac / Des Chenaux, démontre l'importance des emplois dans le secteur de la transformation du bois. En effet, le secteur manufacturier est dominé par la transformation du bois, suivi de loin par l'habillement, le cuir et produits connexes, les aliments et boissons et les meubles et articles d'ameublement. Ces cinq secteurs totalisent plus de 80% de l'emploi manufacturier (tableau 6).

Tableau 6
La structure de l'emploi manufacturier en 1993

SECTEURS MANUFACTURIERS	EMPLOIS	%
Bois	652	35.1
Habillement	226	12.2
Cuir et produits connexes	222	11.9
Aliments et boissons	217	11.7
Meubles et articles d'ameublement	181	9.7
Machinerie	98	5.3
Produits métalliques	91	4.9
Autres - divers	172	9.3

Source: Enquête, CDE Mékinac / Des Chenaux (1993).

3.2.3 La situation de l'emploi

La situation de l'emploi n'est pas des plus reluisante. En 1991, le taux d'activités dans la M.R.C. se situe à 56,1% alors qu'il est de 65,1% au Québec. Cette situation cache inévitablement un taux de chômage élevé, soit de près de 20% en 1991, comparativement à 12,1% à l'échelle du Québec (tableau 7). Notons que cette situation de sous-emploi est attribuable en bonne partie à la diminution des activités forestières (épuisement de la matière ligneuse) ainsi qu'à la rationalisation dans les usines de transformation du bois, principaux employeurs du territoire (Gauthier, 1994)

Tableau 7
La situation de l'emploi

TERRITOIRES	TAUX D'ACTIVITÉS (%)	TAUX DE CHÔMAGE (%)
M.R.C. DE MÉKINAC	56,1%	19,7%
QUÉBEC	65,1%	12,1%

Source: Statistique Canada, recensement 1991.

3.2.4 Le revenu

La précarité de l'emploi a des effets sur le revenu de la population. Le revenu annuel des ménages de la M.R.C. s'avère inférieur à la moyenne québécoise. En 1990, près de 84% des ménages disposent d'un revenu annuel inférieur à 50 000.00\$ alors qu'on en compte 70% à l'échelle du Québec. Pour ce qui est du revenu annuel moyen des ménages de la M.R.C., il est de près de 9 000\$ inférieur à ce qui est observé au Québec.

Tableau 8
Le revenu annuel en 1990

CLASSES DE REVENUS	% PAR CLASSE DE REVENUS	
	M.R.C. DE MÉKINAC	QUÉBEC
0 à 9 999\$	12,6	11,0
10 000\$ à 19 999\$	24,6	16,6
20 000\$ à 29 999\$	19,3	15,1
30 000\$ à 39 999\$	15,8	14,4
40 000\$ à 49 999\$	11,4	12,4
50 000\$ et plus	16,3	30,4
REVENU ANNUEL MOYEN (\$)	32 061	40 826

Source: Statistique Canada, recensement 1991

3.2.5 La scolarité

Le faible niveau de scolarité caractérise également la population de la M.R.C. de Mékinac. Près du tiers de la population (31,8%) n'a pas atteint la 9^{ième} année et plus des deux tiers (68,1%) ont treize années et moins de scolarité. À l'autre extrémité, seulement 6,2% de la population détient un diplôme d'études universitaires. Globalement, le niveau de scolarité de la population de la M.R.C. est définitivement moins élevé que celui observé dans l'ensemble du Québec.

Tableau 9
La répartition de la population selon le niveau de scolarité, 1991

TERRITOIRES	N'AYANT PAS ATTEINT LA 9^{ième} ANNÉE	9^{ième} À LA 13^{ième} ANNÉE	ÉTUDES UNIVERSITAIRES COMPLÉTÉES
M.R.C. DE MÉKINAC	31,8%	36,3%	6,2%
QUÉBEC	20,1%	35,8%	16,2%

Source: Statistique Canada, recensement 1991.

3.2.6 La dégradation sociale

En plus de s'exprimer par les principaux indicateurs socio-économiques et démographiques, l'état de dévitalisation d'une collectivité s'illustre par la dégradation sociale. La récente planification stratégique de la M.R.C. (Gauthier, 1994) soulève cette problématique. Selon l'analyse faite par Gauthier, la population de Mékinac se caractérise par une mentalité attentiste, un faible sentiment d'appartenance, une stimulation insuffisante de l'entrepreneurship et une démobilisation, tous indicateurs d'une situation de dégradation sociale.

3.2.7 Discussion-synthèse sur l'état de dévitalisation du territoire

À la lumière de ces données, force est de constater que la M.R.C. de Mékinac connaît des difficultés économiques, démographiques et sociales. D'ailleurs, il est clairement exprimé dans la planification stratégique du territoire (Gauthier, 1994) que la M.R.C. est affligée par un sous-développement socio-économique qui se répercute sur une sous-utilisation des ressources humaines (chômage). On relève également une décroissance démographique associée à un exode massif des jeunes adultes ainsi qu'une déstructuration du milieu rural.

Par ailleurs, certaines actions entreprises au cours des dernières années démontrent un début de prise de conscience, de mobilisation, de volonté et de concertation, conditions essentielles à l'établissement d'un processus de revitalisation. À ce chapitre, soulignons la mise en place d'une Corporation régionale de développement économique et l'organisation d'un colloque sur le développement économique du territoire. Malgré ces réalisations, il demeure une mentalité caractérisée par un esprit de clocher et individualiste, les efforts de concertation étant sporadiques et sectoriels (Gauthier, 1994).

On peut ainsi affirmer que les facteurs endogènes de la dévitalisation locale exprimés antérieurement dépeignent bien la situation socio-démographique et économique prévalant sur le territoire de la M.R.C. de Mékinac. Bon nombre des caractéristiques illustrées dans le cercle de la dévitalisation locale y sont présentes. À ce propos, mentionnons une situation de sous-emploi, un exode des jeunes, une décroissance démographique, un appauvrissement de la population, un faible niveau de scolarité, une démobilisation sociale, un effritement du sentiment d'appartenance et une mauvaise gestion de la forêt. La M.R.C. de Mékinac vit donc un déclin socio-démographique inquiétant. Par contre, comme le mentionne Vachon

La situation que nous venons de décrire n'est pas celle de populations profiteuses, paresseuses et sans ambition. Elle reflète un mode de fonctionnement économique et de règles de partage du travail qui génèrent un nombre croissant de laissés-pour-compte auxquels on offre des allocations de soutien en échange de leur inactivité (Vachon, 1993, p. 46).

Cette situation de dévitalisation peut être attribuable, du moins en partie, à des facteurs exogènes, c'est-à-dire des facteurs extérieurs au territoire. Le fort niveau de dépendance de l'industrie forestière de même que la libéralisation des marchés de la matière ligneuse constituent des facteurs contribuant à expliquer l'émergence de la dévitalisation de ce territoire dont l'économie principale est basée sur la forêt. La fluctuation du dollar canadien et du prix de la matière ligneuse, une compétition mondiale accrue dans le domaine forestier ainsi que le protectionnisme américain figurent également parmi les facteurs exogènes du processus d'exclusion. Le déclin de l'industrialisation traditionnelle explique donc en partie, les difficultés socio-économiques et démographiques de la M.R.C. de Mékinac.

Face à une telle situation, trois choix s'offrent: la dépendance chronique, la migration ou le développement. L'option en faveur du développement a pour conditions premières et essentielles la prise de conscience et la mobilisation de tous les acteurs locaux. Dans le cas de la M.R.C. de Mékinac, Gauthier (1994) mentionne

que le niveau de prise de conscience est très variable et peu développé de façon générale et que la mobilisation de la population n'est pas chose facile sur ces territoires où l'individualisme des ancêtres coureurs des bois et entrepreneurs forestiers et agricoles semble s'être transmis de génération en génération (Gauthier, 1994, p.163).

Or, tant et aussi longtemps que la collectivité de Mékinac ne prendra pas conscience de la situation précaire dans laquelle elle se retrouve et qu'une réelle volonté collective d'intervention ne prendra naissance, aucune démarche de revitalisation par le développement local ne sera possible et surtout durable.

3.3 LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE VILLÉGIATURE

Plusieurs documents d'orientation adoptés par divers organismes locaux, régionaux et sectoriels attestent que la villégiature s'inscrit comme une composante importante du développement de la M.R.C. de Mékinac.

3.3.1 Le schéma d'aménagement de la M.R.C. de Mékinac

Au chapitre des orientations locales en matière de villégiature, dégageons tout d'abord quelques indications issues du schéma d'aménagement de la M.R.C. (1986) qui démontrent l'importance de la villégiature.

- Une analyse effectuée dans le cadre du schéma d'aménagement révèle que la villégiature constitue un des potentiels récréatifs les plus probants du territoire;
- le schéma d'aménagement retient quatre grandes orientations dont deux sont liées au développement de la villégiature. La figure 9 identifie ces orientations et les objectifs sous-jacents.

ORIENTATIONS	OBJECTIFS
La mise en valeur et la promotion des principaux sites à potentiel récréatif, culturel, esthétique ou écologique d'intérêt régional.	Contrôler la villégiature sur les terres publiques par une concertation avec le ministère de l'Énergie et des Ressources en ce qui a trait à l'octroi d'emplacements de villégiature en milieu forestier tout en reconnaissant les aires de villégiature existantes.
Prôner la sauvegarde de nos ressources naturelles et l'établissement d'un juste équilibre entre leur exploitation à des fins récréatives, de production forestière ou agricole.	Élaborer des programmes de sensibilisation sur la valeur des milieux riverains, et restreindre les sources polluantes au maximum.

Figure 9. Les orientations du schéma d'aménagement de la M.R.C. de Mékinac (1986).

Puisque l'adoption du schéma d'aménagement remonte à plus de dix ans, il paraît opportun de vérifier l'évolution de ces orientations. Selon un bilan effectué par la M.R.C. (1993), il ressort que l'aménagement du territoire à des fins de villégiature a fait l'objet de réalisations. En effet, on a mis en oeuvre des mesures visant l'identification et la gestion

des zones de villégiature de même qu'en matière de planification du développement de la villégiature.

Par ailleurs, à l'instar de l'ensemble des régions du Québec, le schéma d'aménagement de la M.R.C. de Mékinac fait actuellement l'objet d'une révision. Cette dernière sera complétée d'ici deux ans. Dans un document portant sur les objets de la révision (D.O.R.), une rubrique est consacrée à la villégiature. On y mentionne que le plan régional de développement de la villégiature (M.R.N., 1993) a apporté de nouveaux principes relatifs au développement de la villégiature sur les terres du domaine public. À cet égard,

la révision du schéma d'aménagement sera l'occasion de revoir ces principes limitatifs au développement de la villégiature sur le territoire de la M.R.C. de Mékinac et d'assurer la protection des zones de villégiature reconnues, particulièrement face aux opérations forestières d'envergure (M.R.C. de Mékinac, 1995, p. 23)

Sous cette même rubrique, on réitère l'importante vocation de villégiature de la M.R.C. de Mékinac et on manifeste un besoin d'encourager la réalisation de plans-concepts de développement favorisant la collaboration entre les municipalités et le ministère des Ressources naturelles dans la mise en valeur des terres du domaine public. On fait également mention de la croissance du phénomène de transformation de chalets en résidences permanentes. Ce phénomène fait émerger une problématique liée à la fourniture de services (entretien des chemins, collecte des déchets, transport scolaire).

En somme, les éléments qui feront l'objet de la révision du schéma d'aménagement s'illustrent comme suit:

- revoir et analyser les principes du développement de la villégiature;
- analyser la problématique du développement des résidences permanentes en milieu de villégiature.

3.3.2 La planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac

D'autre part, la planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac et du secteur Des Chenaux (Gauthier, 1994) s'intéresse aussi au phénomène de la villégiature. L'analyse des forces, des faiblesses, des menaces et des opportunités contenue dans ce document démontre l'importance de la vocation de villégiature de la M.R.C. À ce propos, notons qu'une des cinq opportunités de développement retenues pour le territoire de Mékinac concerne la villégiature. Également, parmi les cinq forces identifiées pour le territoire de Mékinac, une est liée à la villégiature. De plus, parmi les options stratégiques retenues dans la planification du territoire de Mékinac, un des objectifs visés concerne la villégiature. Finalement, en ce qui a trait aux options stratégiques en matière de tourisme, une des cibles identifiées concerne le développement de l'hébergement de villégiature. La figure 10 fait état de ces propos.

OPPORTUNITÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA M.R.C. DE MÉKINAC	FORCE DE LA M.R.C. DE MÉKINAC	OPTION STRATÉGIQUE DE LA M.R.C. DE MÉKINAC	OPTION STRATÉGIQUE EN MATIÈRE DE TOURISME
Demande accrue pour des produits de villégiature.	Diversité des ressources du territoire: faunique, villégiature, bois, agriculture, plans d'eau.	Développer le potentiel de la villégiature pour des fins récréotouristiques.	Développer l'hébergement de villégiature.

Figure 10. Les orientations de la planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac (1994).

3.3.3 Le plan de développement et de commercialisation touristique du secteur Mékinac

Réalisé en 1991 par la firme Zins, Beauchesne et associés, le plan de développement et de commercialisation touristique du secteur Mékinac met en relief l'importance de la villégiature privée. À ce titre, on y mentionne que « *le phénomène de la villégiature y est important et génère donc une activité économique dans ce secteur* » (Zins Beauchesne et associés, 1991, p. 1). Qui plus est, l'analyse de l'offre touristique régionale fait ressortir que la présence de nombreuses résidences secondaires constitue un apport touristique non-négligeable. Par contre, malgré cette reconnaissance de l'importante vocation de villégiature de la M.R.C. de Mékinac, aucun des projets majeurs figurant dans ce plan de développement et de commercialisation ne concerne la villégiature privée. La seule allusion à la villégiature se retrouve dans un des projets complémentaires de développement où l'on préconise l'offre de chalets locatifs.

3.3.4 La planification stratégique de la région Mauricie-Bois-Francis-Drummond

Le développement de la villégiature s'inscrit également parmi les orientations de la planification stratégique de la région Mauricie-Bois-Francis-Drummond adoptée en 1994 (CRD-04). En effet, certains buts, objectifs et cibles retenus dans la planification stratégique régionale concernent le développement de la villégiature. À ce sujet, il importe aussi de noter qu'un des moyens privilégiés pour revitaliser le milieu rural consiste à développer les potentiels naturels, les sites récréotouristiques et l'hébergement à caractère touristique, ce qui s'inscrit dans la thématique de la présente recherche.

BUT	OBJECTIFS	CIBLES
Protéger et mettre en valeur de façon optimale le territoire.	Consolider et développer les potentiels naturels. Revitaliser le milieu rural.	Utiliser de façon optimale les sites terrestres et aquatiques. Développer les potentiels naturels, les sites récréotouristiques et l'hébergement à caractère touristique.

Figure 11. Les orientations de la planification stratégique de la région Mauricie-Bois-Francis-Drummond (1994).

3.3.5 Le plan régional de développement de la villégiature

De plus, au même titre que l'ensemble des régions du Québec, le secteur Mauricie-Bois-Francis est doté d'un plan régional de développement de la villégiature (M.R.N., 1993). Cet outil de planification définit les objectifs et les choix de développement guidant le développement de la villégiature sur les terres du domaine public de la région Mauricie-Bois-Francis.

Quelques données tirées de ce document démontrent l'importante vocation de la villégiature de la région et de la M.R.C. de Mékinac:

- la région Mauricie-Bois-Francis se classe au 4^{ième} rang au Québec en ce qui a trait au nombre de titres fonciers émis à des fins de villégiature;
- *les retombées économiques engendrées par les investissements directs et indirects des villégiateurs, de la masse salariale, des taxes perçues par les divers paliers de gouvernement, des revenus de location du M.E.R. (MRN) et des emplois créés génèrent une augmentation de l'activité économique régionale (M.R.N., 1993, p. 21);*

- il est reconnu par le ministère que la M.R.C. de Mékinac offre un bon potentiel touristique et un cadre idéal au développement de la villégiature. Le développement de la villégiature constitue donc un pilier important de la croissance économique de la M.R.C.

3.3.6 Le plan de développement touristique du Coeur-du-Québec

Enfin, la villégiature sur le territoire de la M.R.C. de Mékinac s'inscrit aussi parmi les stratégies de développement identifiées dans le plan de développement touristique du Coeur-du-Québec (Roche, groupe-conseil, 1986). À ce titre, on mentionne que les lacs Missionnaire, Jésuite et Mékinac sont propices au développement de la villégiature et de la récréation de plein air.

3.4 DISCUSSION-SYNTHESE SUR LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE

Les orientations contenues dans les divers outils de planification attestent que la villégiature occupe une place de premier plan parmi les orientations locales, régionales et sectorielles de développement.

Tant le schéma d'aménagement et la planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac, que la planification stratégique régionale, le plan régional de développement de la villégiature et le plan de développement touristique local et régional favorisent la mise en valeur du territoire à des fins de villégiature.

Il ne fait maintenant plus aucun doute que la villégiature figure parmi les préoccupations animant les autorités responsables de la planification locale et régionale qui souhaitent maximiser le potentiel latent de développement de la villégiature.

L'importance de la villégiature conjuguée aux difficultés socio-démographiques et économiques prévalant sur ce territoire contribuent à faire de la M.R.C. de Mékinac une région propice pour effectuer cette recherche, l'objectif général de cette recherche étant de vérifier dans quelle mesure les impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature peuvent agir comme levier de revitalisation des territoires dévitalisés.

Toutefois, étant donné le nombre important de plans d'eau où la villégiature est pratiquée sur le territoire de cette M.R.C., il convient de choisir quelques zones où sera opérationnaliser cette recherche. La présentation de la zone retenue est exposée dans la partie qui suit.

3.5 LA ZONE DE VILLÉGIATURE À L'ÉTUDE: LE LAC MÉKINAC

Suite à des rencontres et de multiples entretiens téléphoniques avec M. Louis Filteau, coordonnateur de l'aménagement à la M.R.C. de Mékinac, de même qu'avec M. Claude Gauvin, responsable du Service de l'aménagement du territoire au ministère des Ressources naturelles, ainsi qu'à la consultation de nombreux documents et à quelques visites du secteur, le choix de la zone de villégiature qui fait l'objet de cette recherche s'est posé sur le lac Mékinac.

3.5.1 Les critères de sélection

Les critères ayant permis de faire ce choix sont les suivants:

- l'état de dévitalisation socio-économique et démographique du territoire;
- l'importance quantitative de la villégiature;
- la proximité d'une ou de plusieurs municipalités permettant de mesurer l'impact socio-économique sur le milieu d'accueil;
- l'accessibilité au site;
- l'existence et la disponibilité de données environnementales.

3.5.2 La description générale du territoire

La majeure partie du lac Mékinac est située sur le territoire de la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac (¹Boucher), petit hameau de 300 résidents permanents où la villégiature occupe une place importante puisqu'on y dénombre près de 200 résidences secondaires (carte 2, p. 61). Le lac Mékinac est d'une superficie de près de 23 kilomètres carrés (2 277 hectares). Sa longueur maximale est de 17 kilomètres et sa largeur moyenne s'établit à 1,3 kilomètre. Il constitue un lac très profond comparativement aux autres plans d'eau du bouclier canadien. On y retrouve cinq fosses, la plus profonde atteignant 146 mètres de profondeur (BPC Environnement, 1995). On y dénombre une centaine de résidences secondaires. Plus spécifiquement, on retrouve au pourtour du lac Mékinac deux secteurs où sont concentrés la plupart des chalets. Un premier secteur situé sur la rive ouest du lac entre le barrage d'Hydro-Québec et le secteur nommé le Bras-de-la-Croix. Le second beaucoup moins important, est localisé dans la partie nord-ouest du lac près du secteur appelé l'Anse à Rhéault. Notons que parmi les résidences secondaires situées au pourtour du lac Mékinac, on recense quelques résidences permanentes.

Le tableau qui suit dresse un portrait de la villégiature dans l'ensemble de la M.R.C. de Mékinac. Il illustre l'importance de la villégiature au plan foncier. Les renseignements que l'on y retrouve sont: B) la richesse foncière totale (valeur des immeubles et terrains) de chacune des municipalités et des territoires non organisés; C) le nombre de résidences secondaires sur chacun de ces territoires, D) la valeur foncière (valeur attribuée dans le rôle d'évaluation) de l'ensemble des résidences secondaires, E) la valeur foncière moyenne des résidences secondaires, F) la valeur foncière des résidences secondaires par rapport à la richesse foncière totale de chacune des municipalités (D/B).

1. Boucher regroupe les municipalités de Saint-Joseph de Mékinac, Grande Anse et Matawin.

Tableau 10
La villégiature dans la M.R.C. de Mékinac

A) Municipalités	B) Richesse foncière totale (\$)	C) Nombre de résidences secondaires	D) Valeur foncière des résidences secondaires (\$)	E) Valeur foncière moyenne des résidences secondaires (\$)	F) % de la richesse foncière des résidences secondaires / richesse foncière totale (D/B)
*Boucher	20 652 950	311	7 449 300	23 952.73	36.07
Grandes Piles	15 993 300	80	2 222 300	27 778.75	13.9
Hérouxville	33 719 500	129	4 466 600	34 624.81	13.25
Lac-aux- Sables	56 176 625	386	14 085 500	36 490.93	25.07
Notre-Dame- de Montauban	28 996 450	244	6 713 800	27 515.57	23.15
Saint- Adelphe	32 032 875	125	3 161 100	25 288.80	9.87
Saint-Rock- de-Mékinac	15 893 800	143	3 349 600	23 423.78	21.07
Saint-Séverin	28 837 200	2	68 200	34 100.00	0.24
Saint-Tite paroisse	57 352 500	369	10 992 000	29 788.62	19.17
Saint-Tite ville	65 010 595	0	0	0	0
Sainte-Thècle	73 669 015	363	11 733 900	32 324.79	15.93
TNO	10 338 600	702	6 720 900	9 573.93	65.01
Total	438 673 410	2 854	70 963 200	24 864.47	16.18

Tiré du rôle d'évaluation de 1996

*Boucher regroupe les municipalités de Saint-Joseph de Mékinac, Grande-Anse et Matawin.

Donc, hormis les territoires non-organisés, la municipalité de Boucher est celle où la part relative occupée par la villégiature est la plus élevée. La valeur foncière des 311 résidences secondaires situées sur le territoire de la municipalité de Boucher représente plus de 35% de la richesse foncière globale de la municipalité. Même si les municipalités de Lac-aux-Sables, Saint-Tite paroisse et Sainte-Thècle détiennent un plus grand nombre de résidences secondaires, la part de la villégiature par rapport à la richesse foncière totale est plus importante à Boucher.

Enfin, on ne peut passer sous silence que le secteur du lac Mékinac fait actuellement l'objet d'un projet de développement récréotouristique. En fait, des promoteurs privés saisissent l'opportunité consentie par le ministère des Ressources naturelles dans le plan régional de développement de la villégiature, permettant de céder certaines terres publiques au secteur privé à des fins de développement de la villégiature. Depuis 1995, les promoteurs ont entamé les démarches nécessaires auprès des ministères concernés en plus de procéder à la réalisation d'une étude de mise en valeur et d'un concept d'aménagement du secteur des lacs Mékinac et du Missionnaire (BPC Environnement, 1995). En mars 1997, une promesse de vente de terres publiques a été signée entre le gouvernement et les promoteurs. L'entente projette la vente de 220 lots en bordure des lacs Mékinac et du Missionnaire. Ce projet comprend l'implantation de chalets locatifs, d'une marina, de terrains de camping, de divers équipements d'utilité publique et l'offre d'une gamme d'activités récréatives quatre saisons. Mentionnons également que c'est un organisme à but non lucratif composé de représentants de la municipalité, de la M.R.C. et des associations des propriétaires de chalets qui prendra en charge la gestion de ces équipements récréotouristiques.

En dernier lieu, soulignons que par ce projet, « *les promoteurs désirent contribuer à la relance économique de la M.R.C. de Mékinac tout en s'associant aux forces vives du milieu pour faire de ce projet un enjeu collectif, au niveau local et régional* » (BPC Environnement, 1995, p.3). Face à de telles prémisses de développement, on constate que ce projet s'inscrit admirablement bien dans le but de la présente recherche.

Par contre, malgré la volonté exprimée par les promoteurs, à l'effet de favoriser l'implication de la collectivité locale dans ce projet d'envergure, ce dernier a fait l'objet au cours des deux dernières années de sérieuses discussions parmi les villégiateurs et la population permanente

3.5.3 Les éléments de problématique associés à la villégiature

Cette dernière partie du troisième chapitre dégage un certain nombre d'éléments de problématique associés au développement de la villégiature au lac Mékinac.

3.5.3.1 Le sous-développement

La localisation, la superficie du plan d'eau, la qualité du milieu naturel et du paysage confèrent au lac Mékinac un potentiel pour la villégiature et la pratique d'activités récréatives de plein air. Compte tenu de l'absence quasi-totale d'infrastructures et de services récréotouristiques, on peut considérer le lac Mékinac comme sous-développé.

Cette situation occasionne une utilisation anarchique du territoire en plus de générer d'autres problèmes dont la pollution visuelle et matérielle. Cette utilisation non-organisée du territoire favorise aussi la monopolisation des plus beaux sites par des groupes restreints qui s'approprient l'usage quasi-exclusif de certains secteurs, privant ainsi l'usage à la population en général.

Ainsi, le sous-développement du lac Mékinac enlève à bon nombre de québécois l'accès à ce territoire public et prive la collectivité locale des retombées économiques que pourrait générer la mise en valeur de ce territoire (BPC Environnement, 1995).

3.5.3.2 Les conflits d'utilisation

Le secteur à l'étude fait l'objet de C.A.A.F. (contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers) de la compagnie Abitibi-Consol, c'est-à-dire qu'on y exerce des activités de coupe forestière. À ce propos, mentionnons que l'exploitation forestière peut occasionner un conflit d'utilisation des terres riveraines et même devenir une contrainte à l'aménagement en plus de constituer une menace d'altération de la qualité du paysage.

Au chapitre des conflits d'utilisation, on relève aussi que l'utilisation désordonnée du territoire constitue une source de conflits entre les villégiateurs actuels qui voient déjà leur quiétude perturbée par la pratique incontrôlée de certaines activités: véhicule tout-terrain, motomarine (BPC Environnement, 1995)

3.5.3.3 L'ichtyofaune

Le lac Mékinac est un lieu de pêche prisé. D'ailleurs, l'ex-MLCP y a réalisé, au cours des années 1980, d'importants travaux d'aménagement et de restauration fauniques dont l'introduction de ouananiches. Toutefois, l'abandon progressif de son programme d'aménagement et de suivi de pêche risque d'hypothéquer la qualité de la pêche dans les années à venir (BPC Environnement, 1995).

D'autres aspects représentent des contraintes à l'aménagement et la mise en valeur du lac Mékinac et constituent par le fait même des éléments de problématique.

3.5.3.4 L'effet de marnage

Il importe tout d'abord de mentionner que le niveau d'eau du lac Mékinac est contrôlé par un barrage de régulation géré par Hydro-Québec. Ce barrage minimise les crues printanières et permet de protéger le village de Saint-Joseph de Mékinac contre les inondations. En contrepartie, la gestion du barrage provoque des variations du niveau

d'eau dans le lac. Ces variations ont un impact sur les aménagements et les activités reliées à la villégiature (quais, nautisme, faune aquatique). On se doit toutefois de souligner, qu'il existe une entente entre Hydro-Québec et l'association des propriétaires de chalets du lac Mékinac pour maintenir l'eau du lac à un niveau satisfaisant entre mai et novembre (BPC Environnement, 1995).

3.5.3.5 La présence de sites archéologiques

Des interventions archéologiques réalisées sur le territoire ont permis de retracer des vestiges sur vingt sites aux abords du lac Mékinac témoignant ainsi d'une occupation amérindienne lointaine. Toutefois, l'aménagement du barrage, les travaux de terrassement des chalets, l'aménagement d'une scierie, les activités forestières, l'érosion des berges, l'effet de marnage de même que les activités passées de flottage du bois ont largement endommagé ce riche héritage amérindien. Selon l'archéologue René Ribes tous les sites sont dans un piètre état (BPC Environnement, 1995). Malgré tout, ce patrimoine mérite qu'on s'en préoccupe lors de la mise en place de nouveaux aménagements.

3.5.3.6 L'abondance de moustiques

L'abondance de moustiques en période estivale constitue également une contrainte importante au développement récréotouristique de ce secteur. Cet aspect doit être pris en considération dans l'aménagement du territoire et dans l'offre d'activités. Les zones exposées au vent doivent être privilégiées. De plus, un contrôle extensif à l'aide d'insecticide biologique peut être envisagé (BPC Environnement, 1995)

3.6 SYNTHÈSE SUR LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE

Le haut niveau de dépendance extérieure de l'industrie forestière, activité économique prédominante de la M.R.C. de Mékinac, la diminution des activités forestières ainsi que la rationalisation dans les usines de transformation du bois, le tout combiné à la globalisation des marchés ont provoqué au cours des deux dernières décennies d'importants bouleversements sur la situation socio-démographique et économique de ce territoire. Bref, en raison du déclin de l'industrialisation traditionnelle, la M.R.C. de Mékinac est confrontée à des problèmes de dévitalisation et elle se retrouve ainsi parmi les quinze M.R.C. des régions centrales les plus défavorisées au Québec.

Le profil socio-démographique et économique du territoire à l'étude donne un portrait plutôt sombre. On assiste à un dépeuplement et à un vieillissement de la population. L'exode des jeunes adultes est également inquiétant. Les perspectives démographiques prévoient que la baisse démographique et le vieillissement continueront à s'intensifier. La situation de sous-emploi n'est guère plus reluisante: le taux d'activités est inférieur à la moyenne québécoise et conséquemment, le taux de chômage y est plus élevé. Le revenu annuel des ménages et le niveau de scolarité sont inférieurs à ce qui est observé à l'échelle du Québec. Enfin, selon les observations faites par Gauthier (1994) dans le cadre de la planification stratégique de la M.R.C., la population de Mékinac se caractérise par une mentalité individualiste, attentiste et défaitiste, un faible sentiment d'appartenance et on y retrouve une démobilitation sociale.

Or, les facteurs endogènes de la dévitalisation locale de même que les facteurs exogènes du processus d'exclusion qui, selon Vachon (1993) sont les principaux responsables et traits caractéristiques de la dévitalisation de territoires, décrivent bien la situation prévalant sur le territoire à l'étude.

Par ailleurs, tel que démontré par l'analyse des principaux outils de planification régionaux, la villégiature s'inscrit comme une composante importante du développement de la M.R.C. de Mékinac. Les orientations régionales de développement attribuent à la villégiature un rôle de croissance économique.

Enfin, devant la situation actuelle et le potentiel de développement que recèle le lac Mékinac, cette zone de villégiature est un micro-laboratoire exceptionnel permettant de mesurer dans quelle mesure la villégiature peut agir comme levier de revitalisation.

CHAPITRE 4

LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

Le quatrième chapitre est constitué d'un portrait descriptif du villégiateur ainsi que de la villégiature pratiquée au lac Mékinac. Pour ce faire, nous dressons tout d'abord le profil socio-économique du répondant-villégiateur. Vient en second lieu, la présentation de ses caractéristiques comportementales. Un portrait des caractéristiques générales de la propriété conclut le quatrième chapitre.

Avant d'exposer ce portrait descriptif, il importe de rappeler que le contenu de ce chapitre est basé en grande partie sur les renseignements fournis par les répondants au questionnaire d'enquête. À cet égard, on se doit de préciser à nouveau les objectifs visés par cette cueillette de données. L'enquête réalisée auprès des villégiateurs du lac Mékinac a pour desseins: de dresser un portrait de la villégiature pratiquée au lac Mékinac, d'évaluer les dépenses effectuées par les villégiateurs, de faire état de certains impacts environnementaux engendrés par l'implantation de résidences secondaires et de vérifier les incidences sociales de la villégiature sur la collectivité d'accueil.

4.1 LE PORTRAIT DU RÉPONDANT- VILLÉGIATEUR

Cette première partie dresse le portrait du répondant-villégiateur en présentant son profil socio-économique.

4.1.1 Le profil socio-économique du répondant-villégiateur

Sous cette rubrique, sont présentées les principales caractéristiques démographiques des villégiateurs du lac Mékinac et ce, à partir des renseignements colligés dans les questionnaires d'enquête. Pour en arriver à établir certains constats, lorsque cela est possible et pertinent, nous utilisons des références comparatives issues d'une étude effectuée auprès de détenteurs québécois de baux de villégiature sur les terres du domaine public (Impact Recherche, 1992) de même que du profil général de la population québécoise (Statistique Canada, recensement 1991).

4.1.1.1 La répartition des répondants-villégiateurs selon le sexe

Le nombre d'hommes ayant répondu au questionnaire d'enquête est nettement supérieur au nombre de femmes. En effet, 82% des répondants sont des hommes. Toutefois, cette répartition ne signifie pas pour autant que les villégiateurs du lac Mékinac sont majoritairement des hommes. Les données sur le type de fréquentation qui seront présentées ultérieurement donneront un portrait beaucoup plus juste de la situation.

4.1.1.2 La répartition des répondants-villégiateurs selon l'âge

La figure 12 expose la répartition des répondants-villégiateurs par catégories d'âges.

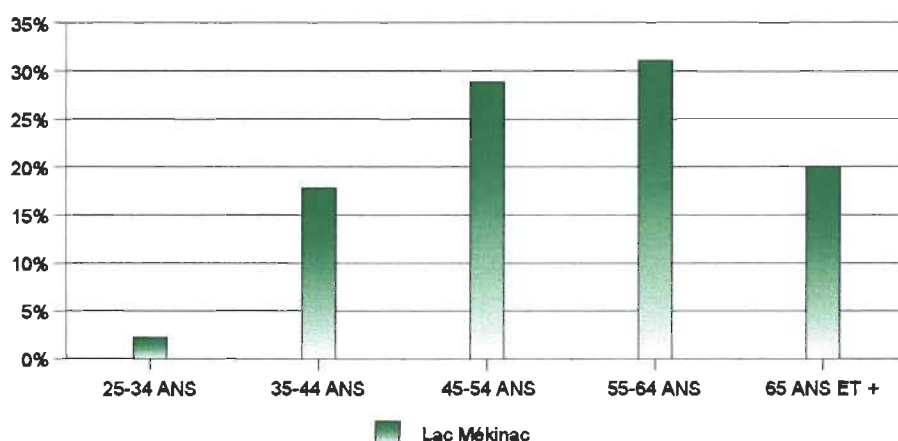


Figure 12. La répartition des répondants-villégiateurs selon l'âge.

De nouveau, on se doit de répéter que cette répartition est basée sur l'âge des répondants et non sur l'ensemble des propriétaires de chalet du lac Mékinac. À la lumière de ces données, on constate néanmoins que les villégiateurs du lac Mékinac sont majoritairement âgés entre 45 et 64 ans (60%). En ajoutant la cohorte des 65 ans et plus, on obtient une représentativité de 80%. Ces résultats diffèrent quelque peu de ce qui est observé auprès des détenteurs de baux de villégiature (Impact Recherche, 1992) où les cohortes 46-65 ans (48,5%) et 31-45 ans (41,9%) dominent la distribution, suivi des 66 ans et plus (6,1%).

En résumé, sur la base de ces données, on peut affirmer que les villégiateurs du lac Mékinac ainsi que les détenteurs de baux de villégiature sont majoritairement âgés de 45 ans et plus (Mékinac:80%; détenteurs de baux de villégiature :54,6%). On peut également relever que les villégiateurs du lac Mékinac, du moins ceux qui ont répondu au questionnaire, sont dans l'ensemble plus âgés que les détenteurs de baux de villégiature.

4.1.1.3 La répartition des répondants-villégiateurs selon la scolarité

Pour illustrer le niveau de scolarité des villégiateurs, nous avons combiné dans la figure 13 les résultats de l'enquête à ceux du profil des détenteurs québécois de baux de villégiature (Impact Recherche, 1992) de même que le profil général de la population québécoise (Statistique Canada, recensement 1991). Il est à noter qu'il s'agit du dernier niveau d'étude atteint avec ou sans diplôme.

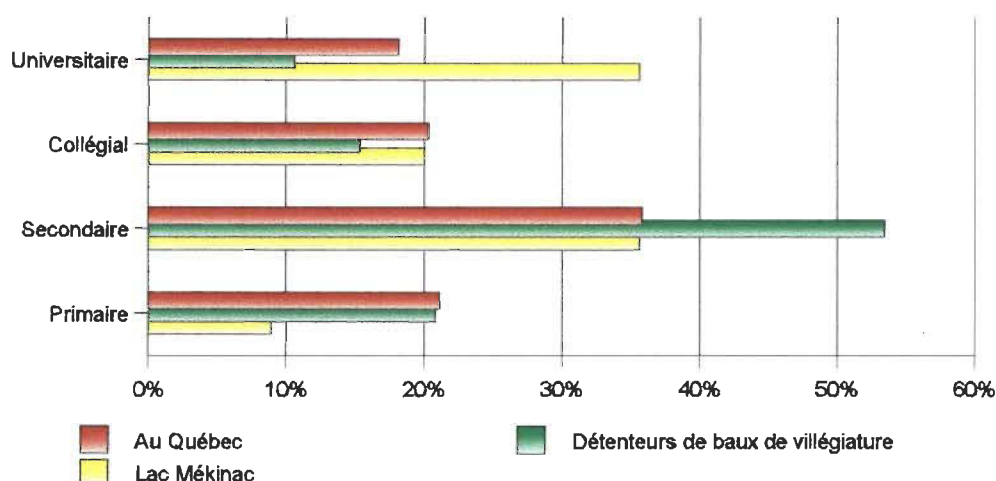


Figure 13. La répartition des répondants-villégiateurs selon la scolarité.

L'examen des résultats permet de dégager certains constats: une proportion élevée de répondants-villégiateurs du lac Mékinac (35,6%) ont effectué des études universitaires. On dénote un écart important par rapport à ce qui est enregistré dans les deux références comparatives où une proportion de 10,6% et de 18,1% ont effectué des études

universitaires, alors qu'on en compte 35,6% parmi les villégiateurs du lac Mékinac. En ce qui a trait à la proportion de villégiateurs du lac Mékinac ayant une scolarité de niveaux secondaire et collégial, celle-ci s'apparente grandement à celle de l'ensemble de la population québécoise (Statistique Canada, recensement 1991).

Par ailleurs, lorsque l'on compare le niveau de scolarité des villégiateurs du lac Mékinac à celui des détenteurs québécois de baux de villégiature, on note des écarts importants. À cet égard, on relève que les villégiateurs du lac Mékinac sont plus nombreux à avoir effectué des études universitaires et collégiales. Cette proportion s'établit à plus de 55% au lac Mékinac alors qu'elle n'est que de 26% parmi les détenteurs de baux de villégiature.

Enfin, notons que Gilbert & Nadeau (1986) de même que Samson (1988) ont également constaté que les propriétaires de résidences secondaires sont surtout des universitaires dans des proportions respectives de 40% et 31%.

En résumé, sur la base de ces données, on peut alléguer que les répondants-villégiateurs du lac Mékinac sont dans l'ensemble plus scolarisés que les détenteurs de baux de villégiature et que la population québécoise en générale.

4.1.1.4 La répartition des répondants-villégiateurs selon l'occupation

L'analyse des résultats de l'enquête fait ressortir quelques observations dominantes relatives à l'occupation des villégiateurs du lac Mékinac. À ce propos, mentionnons tout d'abord que 48,9% des répondants occupent un emploi à temps plein et 37,8% sont retraités. Cette proportion de personnes à la retraite est élevée comparativement à ce qui est observé auprès des détenteurs de baux de villégiature où l'on enregistre un taux de 16,3% de retraités. Notons que cette forte proportion de retraités est en lien avec la répartition selon l'âge des répondants-villégiateurs exprimée antérieurement où l'on relevait que ceux-ci étaient plus âgés que les détenteurs de baux de villégiature.

4.1.1.5 La répartition des répondants-villégiateurs selon le revenu annuel brut des ménages

La figure suivante présente la distribution par classes de revenus des villégiateurs du lac Mékinac et de la population québécoise dans son ensemble.

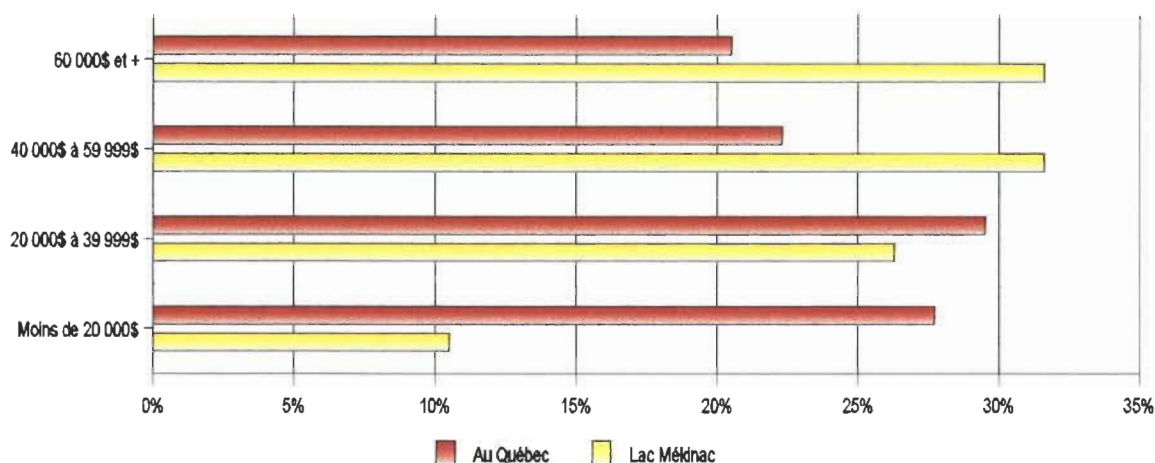


Figure 14. La répartition des répondants-villégiateurs selon le revenu.

Tel qu'illustré à la figure 14, on constate en premier lieu, qu'un fort contingent de répondants ont un revenu annuel brut supérieur à 40 000\$ (63,2%). Les classes de revenus de 40 000\$ à 59 999\$ et 60 000\$ et plus sont sur-représentées au lac Mékinac comparativement au profil de la population québécoise dans son ensemble.

Par ailleurs, le croisement des variables âge et revenu démontre clairement que les villégiateurs du lac Mékinac âgés entre 45 et 64 ans ont un revenu annuel supérieur aux autres cohortes. 70% des propriétaires âgés entre 45 et 64 ans disposent d'un revenu annuel de 40 000\$ et plus alors que, cette proportion n'est que de 25% pour ceux âgés de 35 à 44 ans et qu'elle est de 0% pour les cohortes 25-34 ans et 65 ans et plus. Corollairement, rappelons que les propriétaires de chalet du lac Mékinac sont majoritairement âgés entre 45 et 64 ans et ce, dans une proportion de 60%. Or, il semble que l'âge (45-64 ans) et le revenu annuel (40 000\$ et plus) sont des caractéristiques typiques du villégiateur du lac Mékinac.

En résumé, sur la base de ces données, on peut affirmer que la distribution du revenu familial brut annuel des répondants-villégiateurs du lac Mékinac s'écarte sensiblement du profil général des ménages québécois. On observe une nette sur-représentation des villégiateurs du lac Mékinac dans les catégories de revenus de 40 000\$ à 59 999\$ et de 60 000\$ et plus. Près des 2/3 des répondants (63,2%) affirment disposer d'un revenu familial annuel brut se situant dans ces tranches de revenus. On peut ainsi prétendre que la possession d'une résidence secondaire au lac Mékinac est accessible à des gens disposant d'un revenu supérieur à la moyenne.

4.1.1.6 La répartition des villégiateurs selon la provenance

L'examen de la provenance des villégiateurs du lac Mékinac effectué à partir des données issues du rôle d'évaluation révèle que la majorité des propriétaires de chalet proviennent de la Mauricie (58%), suivi de loin par les résidents des régions de Montréal et de la Montérégie (27%). Les autres proviennent de diverses régions du Québec. Enfin, il est à noter que 6% des propriétaires sont des ontariens.

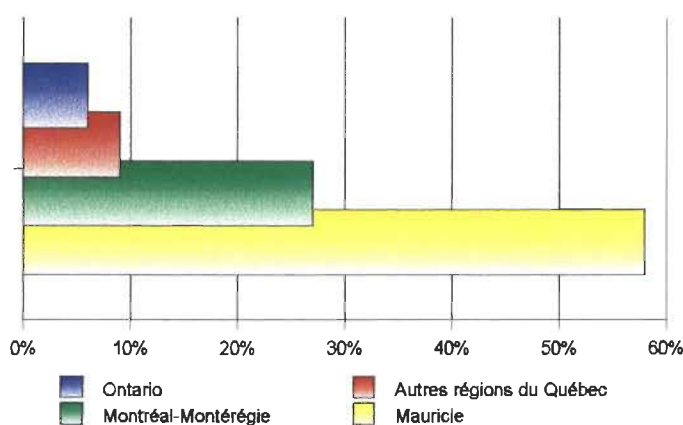


Figure 15. La répartition des villégiateurs selon la provenance.

Par ailleurs, l'analyse de la provenance des villégiateurs réalisée dans le cadre de l'étude de mise en valeur et concept d'aménagement du secteur des lacs Mékinac et du Missionnaire (BPC Environnement, 1995) s'intéresse à la région d'origine sous l'angle de

la distance et du temps moyen à parcourir par les villégiateurs pour se rendre à leur chalet. Mentionnons que dans cette étude, la provenance des villégiateurs est établie à partir de données provenant du rôle d'évaluation alors que la distance et le temps moyen de parcours sont des estimations faites par les auteurs de cette recherche. Tel qu'illustré au tableau 11, on constate que près de la moitié des villégiateurs (42%) consacrent entre deux et quatre heures de route pour s'y rendre. Par contre, le temps de parcours de 58% des villégiateurs varie entre 20 et 65 minutes. En moyenne, ils parcourent 150 kilomètres, soit deux heures de route. Ce temps moyen de parcours semble typique longitudinalement, Saint-Amour relevant en 1979, une durée moyenne de parcours de deux heures.

Tableau 11
La distance et le temps à parcourir par les villégiateurs du lac Mékinac

PROVENANCE DES VILLÉGIATEURS	POURCENTAGE	DISTANCE MOYENNE À PARCOURIR	TEMPS MOYEN DU PARCOURS
MAURICIE: M.R.C DE MÉKINAC	13%	30 kilomètres	20 minutes
MAURICIE: CENTRE-MAURICIE, TROIS-RIVIÈRES MÉTROPOLITAIN	18%	50 kilomètres	40 minutes
	27%	90 kilomètres	65 minutes
RÉGIONS DE QUÉBEC ET DU BAS-SAINT-LAURENT	5%	225 kilomètres	2 heures 30 minutes
RÉGIONS DE MONTRÉAL ET DE LA MONTÉRÉGIE	27%	250 kilomètres	3 heures
RÉGIONS DE L'ESTRIE ET DES BOIS-FRANCS	4%	200 kilomètres	2 heures 15 minutes
ONTARIO	6%	350 kilomètres	4 heures
TOTAL/MOYENNE	100%	150 kilomètres	2 heures

Source: BPC Environnement, 1995

En résumé, bien que la majorité des villégiateurs du lac Mékinac proviennent de la Mauricie (58%), il demeure qu'un fort contingent (42%) parcourt périodiquement plus de 200 kilomètres pour atteindre leur chalet.

4.1.2 Le profil type du répondant-villégiateur

Le profil type du répondant-villégiateur du lac Mékinac est le suivant: il s'agit d'un homme, âgé entre 45 et 64 ans, ayant une scolarisation et disposant d'un revenu familial annuel brut supérieurs à la moyenne québécoise, occupant un emploi à plein temps et ayant sa résidence principale en Mauricie.

4.2 LES CARACTÉRISTIQUES COMPORTEMENTALES DU RÉPONDANT-VILLÉGIATEUR

Cette partie décrit les caractéristiques comportementales du villégiateur. L'examen du type de fréquentation, des activités de loisir pratiquées et des motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac permet d'arriver à cette fin.

4.2.1 La fréquentation de la résidence secondaire

Dans cette partie, sont présentées diverses données permettant de caractériser le type de fréquentation exercé par les villégiateurs du lac Mékinac, c'est-à-dire la période de l'année où ils séjournent à leur chalet, le rythme de fréquentation, la durée de séjour, la taille et la composition des groupes.

4.2.1.1 La répartition des répondants-villégiateurs selon la période de séjour

La figure 16 montre la répartition des répondants-villégiateurs selon la période de l'année où ils séjournent à leur résidence secondaire. Le classement des périodes de l'année donne le résultat suivant: 57,8% des répondants y séjournent toute l'année durant, 37,8% durant l'été seulement et, 4,4% durant l'été et l'hiver seulement. Ainsi, plus de la moitié des répondants fréquentent leur chalet durant toute l'année et plus du tiers y séjournent uniquement durant la saison estivale.

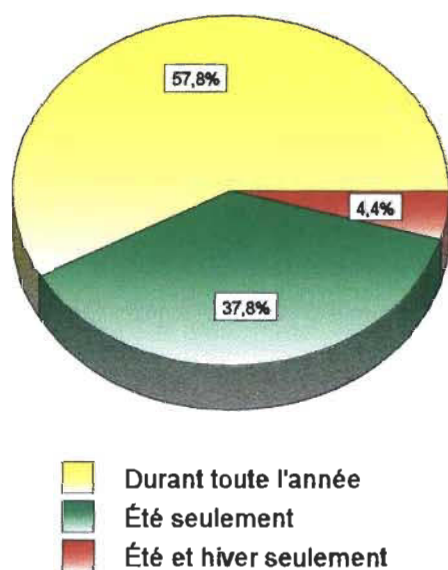


Figure 16. La répartition des répondants-villégiateurs selon la période de séjour.

Lorsque l'on croise cette répartition avec la région d'origine des villégiateurs, on remarque que la provenance n'exerce aucun effet sur la période de l'année où ils séjournent à leur chalet. Qu'ils proviennent de la Mauricie, de la région de Montréal ou de la Montérégie, les villégiateurs fréquentent majoritairement leur chalet toute l'année durant.

En résumé, bon nombre de villégiateurs du lac Mékinac séjournent périodiquement à leur chalet durant toute l'année, peu importe leur provenance.

4.2.1.2 La répartition des répondants-villégiateurs selon le rythme de fréquentation

Le séjour des villégiateurs est caractérisé par un rythme de fréquentation assez soutenu. 44,2% des répondants affirment séjournier à leur chalet toutes les fins de semaine, 30,2% s'y rendent une à deux fois par mois, et seulement 4,7% moins d'une fois par mois.

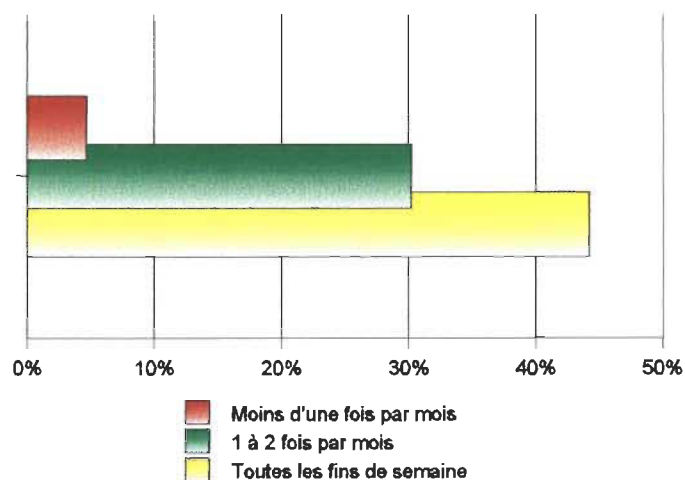


Figure 17. La répartition des répondants-villégiateurs selon le rythme de fréquentation.

De plus, on constate que pendant l'été, 14% des villégiateurs séjournent à leur chalet durant toute la semaine. On peut ainsi déduire que la résidence secondaire tient lieu de vacances pour ces derniers.

En jetant un regard sur les variables démographiques pouvant influencer le rythme de fréquentation, on observe que le type d'occupation (travail, retraite) n'influence pas le rythme de fréquentation car les travailleurs à temps plein séjournent à leur chalet aussi fréquemment que les retraités. 72% des travailleurs à temps plein affirment séjournier à leur chalet toutes les fins de semaine ou 1 à 2 fois par mois alors que ce pourcentage s'établit à 70% pour les personnes retraitées. Toutefois, la région d'origine des répondants-villégiateurs a un certain effet sur le rythme de fréquentation. Un fort contingent de villégiateurs en provenance de la Mauricie séjournent à leur chalet toutes les fins de semaine (54,2%) alors que toutes provenances confondues, ce taux s'établit à 44,2%.

En résumé, on peut affirmer que près de la moitié des répondants (44,2%) se rendent à leur chalet toutes les fins de semaine, peu importe leur occupation. Par contre, la provenance des villégiateurs influence quelque peu le rythme de fréquentation. Enfin, 14% des répondants passent leurs vacances d'été à leur chalet.

4.2.1.3 La répartition des répondants-villégiateurs selon le nombre de jours par année séjournés à leur résidence secondaire

À cette question, les répondants devaient mentionner combien de jours par année ils séjournent à leur résidence secondaire. La catégorie ayant reçu le plus d'adhérents est celle allant de 51 à 75 jours (29,8%), suivies par les catégories 76 à 101 jours (19,4%), 126 à 150 jours (17,9%), 101 à 125 jours (14,9%), 25 jours et moins (9,1%) et 26 à 50 jours (8,9%).

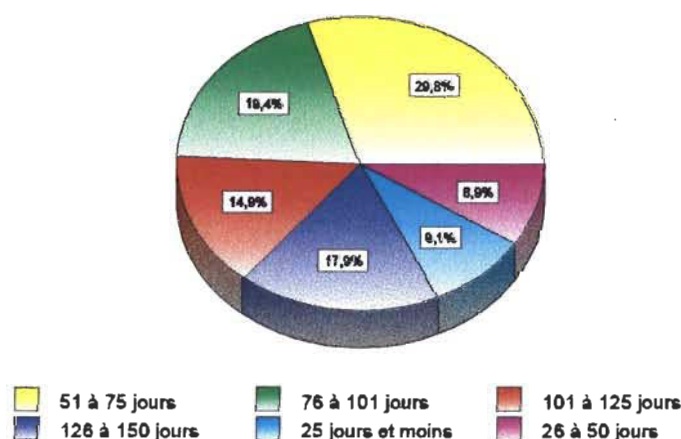


Figure 18. La répartition des répondants-villégiateurs selon le nombre de jours par année séjournés à leur résidence secondaire.

Par ailleurs, on observe une corrélation entre le nombre de jours séjournés au chalet et l'âge, l'occupation et la provenance des villégiateurs.

En ce qui a trait à la variable âge, on constate que plus les villégiateurs sont âgés, plus la durée annuelle des séjours est élevée. Les villégiateurs âgés de 35 à 44 ans séjournent majoritairement à leur chalet de 51 à 75 jours par année (62,5%) alors que ceux âgés de 55 à 64 ans y séjournent surtout de 76 à 100 jours (46%) et ceux âgés de 65 ans et plus, de 101 à 125 jours (44%).

En corollaire, les personnes retraitées sont celles qui séjournent le plus longtemps à leur résidence secondaire. Les répondants ayant un emploi à temps plein séjournent à leur

chalet de 51 à 75 jours par année (45,5%) alors que les retraités y séjournent surtout de 76 à 100 jours (29,4%) et de 101 à 125 jours (23,5%).

Une tendance se dégage aussi entre le nombre de jours passés au chalet et la région d'origine des villégiateurs. Les villégiateurs provenant de la Mauricie séjournent majoritairement à leur chalet de 126 à 150 jours alors que ceux des autres régions du Québec y séjournent de 51 à 76 jours et de 76 à 100 jours. Cette observation concorde avec le rythme de fréquentation selon la provenance exposé antérieurement.

En résumé, les répondants-villégiateurs séjournent au lac Mékinac de 51 à 75 jours par année. La durée de séjour augmente avec l'âge des villégiateurs et selon leur provenance. Conséquemment, le nombre de jours séjournés au chalet par les personnes retraitées et par les villégiateurs en provenance de la Mauricie est plus élevé.

4.2.1.4 La répartition des répondants-villégiateurs selon la taille et la composition du groupe

La figure 19 expose la répartition des villégiateurs selon la taille du groupe séjournant à la résidence secondaire.

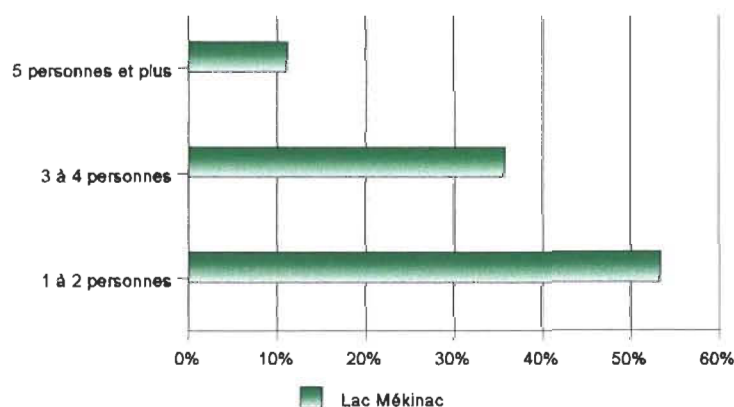


Figure 19. La répartition des répondants-villégiateurs selon la taille du groupe.

Il ressort clairement que les villégiateurs du lac Mékinac séjournent à leur chalet en petits groupes de 1 à 2 personnes (53,3%). Ce fort contingent est suivi par la catégorie regroupant 3 à 4 personnes qui obtient une proportion de 35,6%.

Par ailleurs, on observe que les villégiateurs du lac Mékinac âgés de 35 à 44 ans séjournent à leur chalet en groupe plus nombreux. 75% de ceux-ci affirment y séjourner en groupes de 3 à 4 personnes alors que la taille des groupes de villégiateurs âgés de 45 ans et plus est de 1 à 2 personnes dans une proportion de plus de 60%. Cette situation peut s'expliquer par la présence d'enfants accompagnant leurs parents.

Cette répartition selon la taille est validée par la composition des groupes de personnes séjournant au lac Mékinac. 55,6% des répondants affirment séjourner à leur chalet avec leur conjoint(e) seulement, 28,9% avec leur conjoint(e) et leur(s) enfant(s), 4,4% viennent seul et seulement 2,2% avec des amis.

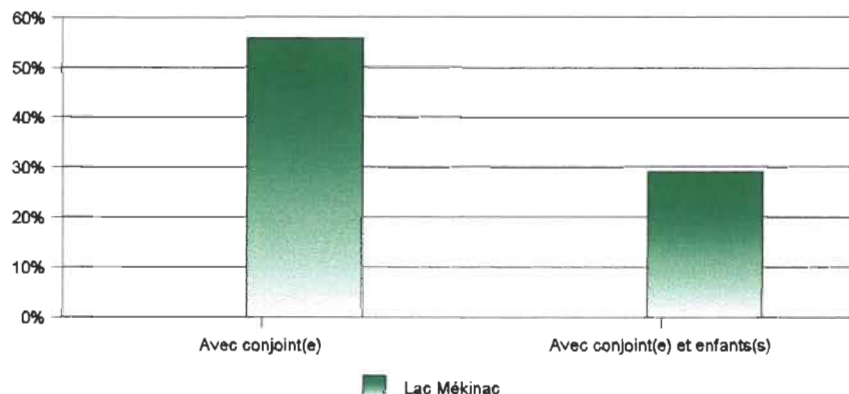


Figure 20. La répartition des répondants-villégiateurs selon la composition du groupe.

En résumé, sur la base de ces données, on peut affirmer que les villégiateurs séjournent à leur résidence secondaire en petits groupes de 1 à 2 personnes (2 adultes). Par contre, on remarque que la variable âge exerce une influence sur la taille et la composition du groupe. Contrairement aux autres cohortes, les villégiateurs âgés de 35 à 44 ans séjournent à leur chalet en groupes de 3 à 4 personnes (conjoint(e) et enfant(s)).

4.2.2 Les loisirs des répondants-villégiateurs

Pour compléter la description des caractéristiques comportementales du répondant-villégiateur, nous dressons un portrait de ses loisirs.

4.2.2.1 Les activités de loisir

Dans la figure 21, on peut voir quelles sont les activités de loisir les plus pratiquées par les villégiateurs du lac Mékinac ayant répondu au questionnaire.

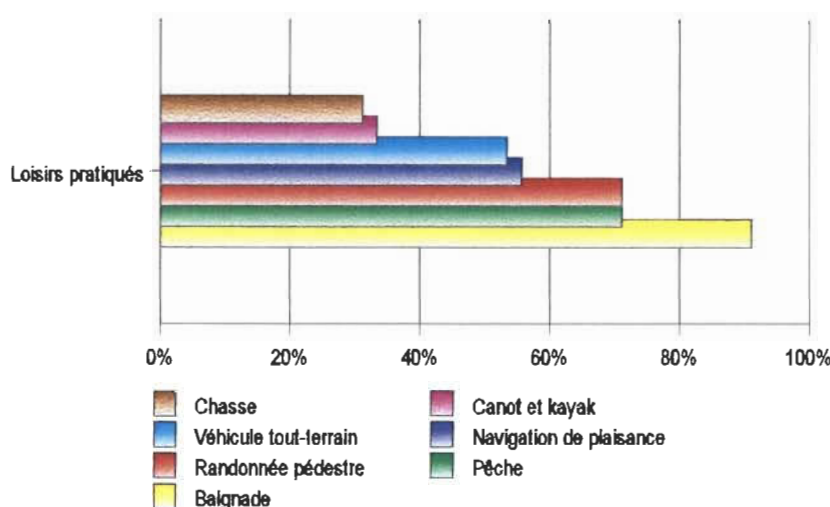


Figure 21. Les activités de loisir pratiquées par les répondants-villégiateurs.

Il n'est nullement étonnant de constater que les activités récréatives liées au milieu aquatique (baignade, pêche, navigation de plaisance, canot et kayak) figurent parmi les plus populaires. Il est reconnu que la proximité d'un plan d'eau constitue le critère privilégié pour la localisation d'une résidence secondaire. Néanmoins, deux activités terrestres de plein air obtiennent un taux de pratique élevé: la randonnée pédestre et en véhicule tout-terrain. Au sujet de la forte popularité de la randonnée pédestre, mentionnons qu'elle constitue la principale activité de plein air pratiquée par les détenteurs québécois de baux de villégiature (Impact Recherche, 1992) avec un taux de pratique de près de 25%.

4.2.2.2 Les équipements nautiques

Pour corroborer la pratique d'activités nautiques, nous avons voulu connaître quels sont les équipements possédés par les villégiateurs. Les résultats de l'enquête indiquent que la chaloupe est l'embarcation nautique la plus courante, 46,5% des villégiateurs affirmant en posséder une. Viennent ensuite le canot et le kayak (22,7%), le bateau de plaisance et le ponton (18,2%). Le pédalo, la planche à voile et le dériveur obtiennent de faibles pourcentages s'échelonnant entre 2,3% et 5,7%. La forte proportion de propriétaires possédant une quelconque embarcation nautique (99%) vient valider la pratique des activités de loisir préalablement exposée où la pêche, la navigation de plaisance et le canot-kayak figuraient parmi les activités les plus pratiquées.

4.2.3 Les motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac

La description des caractéristiques comportementales du répondant-villégiateur se termine par l'identification des motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac. La figure 22 illustre les principales raisons invoquées par les répondants.

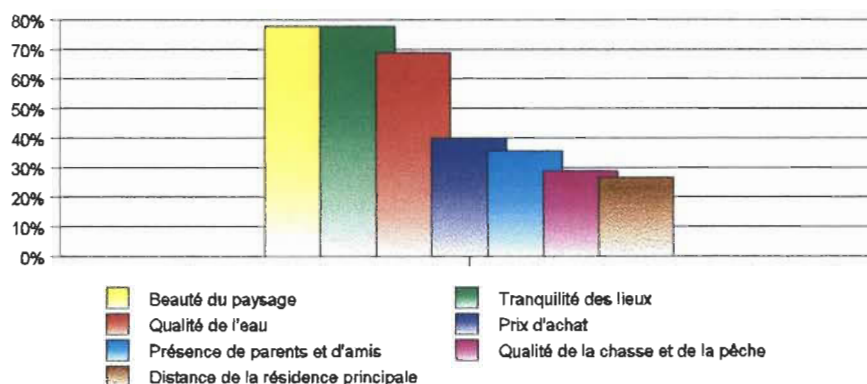


Figure 22. Les motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac.

Les motifs cités le plus fréquemment démontrent que la qualité de l'encadrement naturel du lac Mékinac (beauté du paysage, qualité de l'eau) exerce un pouvoir attractif et

constitue la principale motivation à posséder une résidence secondaire à cet endroit. La tranquillité des lieux figure également parmi les principales raisons mentionnées par les répondants. Cette motivation peut s'expliquer par le fait que la villégiature représente pour plusieurs, un exode périodique de la vie trépidante en milieu urbain.

4.2.4 La synthèse des caractéristiques comportementales du villégiateur

Sur la base des données recueillies lors de l'enquête, il appert que les caractéristiques comportementales dominantes des villégiateurs du lac Mékinac sont les suivantes:

- ils séjournent majoritairement à leur chalet durant toute l'année (4 saisons), nonobstant leur région d'origine;
- près de la moitié des répondants se rendent à leur résidence secondaire toutes les fins de semaine et près du tiers une à deux fois par mois;
- le type d'occupation (retraité, travailleur) n'influence pas le rythme de fréquentation;
- la région d'origine exerce un effet sur le rythme de fréquentation; la majorité des villégiateurs en provenance de la Mauricie séjournent à leur chalet toutes les fins de semaine;
- seulement 14% des répondants passent leur vacances d'été au lac Mékinac;
- le nombre de jours-année séjournés au chalet varient de 51 à 75 jours à 101 à 125 jours;
- plus les villégiateurs sont âgés, plus le nombre de jours-année passés à la résidence secondaire est élevé;
- le nombre annuel de jours séjournés au lac Mékinac est également plus élevé chez les personnes retraitées;
- les villégiateurs en provenance de la Mauricie séjournent à leur chalet un plus grand nombre de jours-année;
- la majorité des séjours au lac Mékinac s'effectuent en petits groupes de 1 à 2 personnes, c'est-à-dire en compagnie du conjoint(e), à l'exception des villégiateurs âgés de 35 à 44 ans qui y séjournent en famille;
- les activités nautiques et aquatiques sont les plus prisées des villégiateurs;

- tous les propriétaires de résidences secondaires possèdent une quelconque embarcation nautique (chaloupe, canot, kayak, bateau de plaisance, ponton, etc.);
- la beauté du paysage, la tranquillité des lieux et la qualité de l'eau figurent parmi les principales motivations à posséder un chalet au lac Mékinac.

4.3 LE PORTRAIT DE LA PROPRIÉTÉ

Cette dernière partie du chapitre 4 consiste en une description du type de résidences secondaires que l'on retrouve au lac Mékinac. L'objet de cette recherche n'étant pas de décrire dans les moindres détails les caractéristiques de la propriété, la description se limite au mode d'acquisition, à la valeur foncière des propriétés, à la superficie des terrains, de même qu'aux infrastructures de services et aux équipements dont disposent les chalets.

4.3.1 Le mode d'acquisition

Avant de dresser le portrait descriptif des habitations, il paraît opportun de jeter un regard sur la façon dont les villégiateurs ont acquis leur résidence secondaire.

Les résultats obtenus à ce chapitre révèlent que plus des deux tiers (68,2%) des répondants ont fait l'achat d'une résidence déjà construite. Un pourcentage moindre mais tout de même significatif démontre que plus d'un propriétaire sur quatre a construit lui-même son chalet (27,4%). Ce pourcentage d'autoconstruction s'apparente grandement à celui observé par Samson (1988) dans son étude de la résidence secondaire dans la M.R.C. de Matawinie où 28% des propriétaires ont construit eux-mêmes leur chalet.

4.3.2 Les caractéristiques générales de la propriété

Les caractéristiques générales de la propriété ci-dessous exposées sont la valeur foncière des propriétés, la superficie des terrains, de même que les infrastructures de services et les équipements dont disposent les chalets.

4.3.2.1 La valeur foncière des résidences

Selon les rôles d'évaluation (1996) de la municipalité de Boucher et du territoire non organisé sur lequel se retrouvent les chalets de l'Anse à Rhéault, la valeur foncière des chalets situés au pourtour du lac Mékinac (terrain et bâtiment) se répartit comme suit:

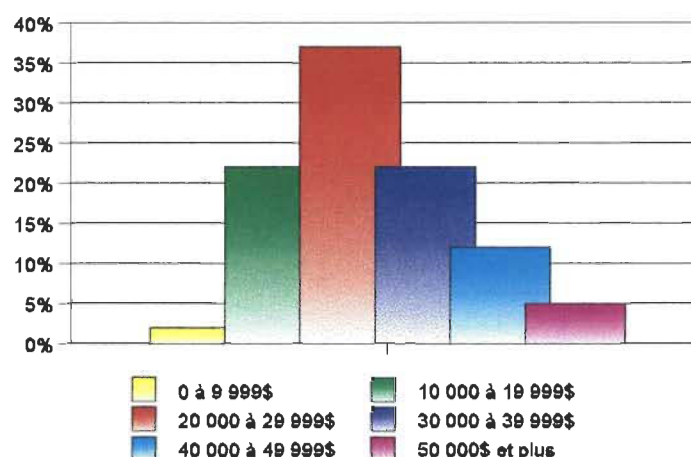


Figure 23. La répartition des résidences secondaires selon la valeur foncière.

Dans la figure 23, on peut observer une forte concentration de propriétés dont la valeur foncière se situe entre 20 000\$ et 29 999\$ (37%). Également, bon nombre ont une valeur se situant entre 30 000\$ et 39 999\$ (22%) et entre 10 000\$ et 19 999\$ (22%). Ces trois catégories regroupées obtiennent une représentativité de plus de 80%. Aux extrémités, on retrouve seulement 2% des résidences dont la valeur foncière est estimée à moins de 10 000\$ et 5% ayant une valeur supérieure à 50 000\$ (Rôles d'évaluation, 1996).

On peut ainsi affirmer qu'il existe une certaine homogénéité dans la valeur foncière des résidences secondaires du lac Mékinac. Toutefois, on remarque que les chalets situés dans le secteur de l'Anse à Rhéault ont une valeur foncière moins élevée, la plupart se situant dans la tranche allant de 10 000\$ à 19 999\$.

Plus spécifiquement, la valeur moyenne des résidences secondaires situées au pourtour du lac Mékinac est de 29 155\$. À titre comparatif, la valeur moyenne à l'échelle de la M.R.C. de Mékinac (TNO inclus) est de 24 865\$. Par contre, elle se situe à 29 529\$ en extrayant les chalets localisés dans les territoires non organisés (bon nombre sont des camps de chasse et de pêche). La valeur moyenne des résidences secondaires du lac Mékinac est donc à l'image de ce qui est observé dans la M.R.C. de Mékinac (TNO exclus).

4.3.2.2 La superficie des terrains

En ce qui a trait à la superficie des terrains, deux dimensions dominant, soit de 2 000 à 2 999m² (38%) et de 3 000 à 3 999m² (30%). Dans une moindre mesure, 25% des terrains ont une superficie de 4 000m² et plus et 7% ont moins de 1 999m² (rôles d'évaluation, 1996). En règle générale, la superficie minimale des terrains que le ministère des Ressources naturelles loue ou vend à des fins de villégiature est actuellement de 4 000m². D'autre part, la superficie minimale exigée dans la réglementation locale d'urbanisme et dans le schéma d'aménagement régional est de 3 500m². Quoi qu'il en soit, la principale raison pouvant expliquer que 70% des terrains utilisés à des fins de villégiature au lac Mékinac ont une dimension en-deça de la superficie minimale actuelle (M.R.N. et M.R.C.), réside dans le fait qu'au moment où ces terrains ont été cédés par le gouvernement, de telles normes d'aménagement n'existaient pas (communication personnelle, L. Filteau, M.R.C. de Mékinac). On doit cependant souligner que la petitesse de certains terrains peut, entre autres, entraîner des problèmes dans l'élimination des eaux usées.

4.3.2.3 Les infrastructures de service et les équipements sur le site

Les infrastructures dont disposent les chalets se définissent comme suit. Au niveau du système d'évacuation des eaux usées, tous les chalets sont équipés d'une fosse septique et ce, conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement. En ce qui a trait à l'alimentation en eau, 44,4% des répondants ont recours à une source, 28,9% s'alimentent directement du lac et 24,4% disposent d'un puits. Par ailleurs, l'électricité est la principale source de chauffage (53,3%) suivie par le chauffage au bois (37,8%).

Pour ce qui est des équipements, la plupart des résidences (77,8%) sont pourvues d'une remise. De plus, 64,4% des propriétés sont équipées de quais, 15,6% disposent d'une rampe de mise à l'eau et 11,4% d'un abri pour bateau. La possession de tels équipements (quai, rampe, abri) est typique de tout site de villégiature riveraine et vient corroborer la détention des embarcations nautiques préalablement exposée.

En résumé, ce qui attire surtout l'attention au sujet des caractéristiques des propriétés du lac Mékinac est l'exiguïté des terrains. Par ailleurs, les résidences secondaires que l'on y retrouve ont une valeur foncière moyenne estimée à 29 155\$, évaluation qui s'apparente à ce qui est enregistré à l'échelle de la M.R.C. de Mékinac. Enfin, les villégiateurs possèdent les équipements nécessaires pour amarrer et mettre à l'eau leurs embarcations nautiques (quai, abri, rampe de mise à l'eau).

4.4 DISCUSSION - SYNTHÈSE SUR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

En premier lieu, on se doit de mettre en lumière que les caractéristiques socio-démographiques et économiques des villégiateurs du lac Mékinac s'écartent manifestement du profil socio-démographique et économique de la population de la M.R.C. de Mékinac présenté au chapitre 3. Pour illustrer ce contraste, dégageons quelques faits saillants: la population de la M.R.C. de Mékinac dispose d'un revenu annuel nettement inférieur à la moyenne québécoise alors que les villégiateurs du lac

Mékinac en ont un supérieur à cette même moyenne; la population d'accueil est moins scolarisée que ce qui est observé dans l'ensemble du Québec alors que les villégiateurs le sont davantage; la presque totalité des répondants-villégiateurs (97,8%) disposent d'un emploi (hormis les retraités) tandis que l'on enregistre une situation de sous-emploi dans la M.R.C. de Mékinac. Ces distanciations socio-économiques peuvent laisser présager des relations discordantes entre la population locale et les villégiateurs. C'est d'ailleurs ce que nous tenterons d'établir au chapitre 5 dans la partie portant sur les incidences sociales.

En second lieu, les données socio-démographiques et économiques recueillies auprès des villégiateurs du lac Mékinac contredisent à certains égards et corroborent à d'autres égards, les résultats d'autres études sur la villégiature privée au Québec. À ce propos, mentionnons tout d'abord que l'âge moyen des villégiateurs fait pratiquement consensus. Les études consultées (Gilbert & Nadeau, 1986; Samson, 1988; Saint-Amour, 1979) s'entendent sur le fait que l'âge moyen des propriétaires de résidences secondaires se situe entre 40 et 50 ans. Pour leur part, les répondants-villégiateurs du lac Mékinac se situent davantage dans la cohorte 45-64 ans. En ce qui a trait au niveau de scolarité des propriétaires de chalet, nous observons des divergences. Gilbert & Nadeau (1986), Samson (1988) et les résultats de la présente recherche établissent que les villégiateurs ont un niveau de scolarité supérieur à la moyenne québécoise alors que Saint-Amour (1979) relève une formation scolaire majoritairement de niveau secondaire ou collégial. Au chapitre du revenu moyen des ménages propriétaires de résidences secondaires, les mêmes écarts sont observés. Gilbert & Nadeau (1986), Samson (1988) et les résultats de la présente recherche attestent que les ménages de villégiateurs disposent d'un revenu supérieur à la moyenne québécoise. Pour sa part, Saint-Amour (1979) affirme que le revenu des ménages n'est pas une entrave à la possession d'une résidence secondaire.

À la lumière de ces données, il semble que le propriétaire de résidences secondaires, toutes destinations confondues, est d'âge moyen (entre 40 et 50 ans), assez scolarisé et financièrement mieux nanti que la moyenne québécoise.

En troisième lieu, il est intéressant de constater que les activités récréatives pratiquées

par les villégiateurs sont, pour la plupart, des activités nautiques et aquatiques, bien que la randonnée pédestre occupe une place importante. Par ailleurs, on se doit de relever que les principales motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac sont liées à la beauté du paysage et à la qualité de l'eau alors que les principales raisons de fréquentation invoquées par les détenteurs de baux de villégiature (Impact Recherche, 1992) sont la chasse et la pêche. Précisons à ce propos, que la chasse et la pêche se situent au 6ième rang parmi les principales raisons citées par les répondants du lac Mékinac. La traditionnelle image de chasse et de pêche des villégiateurs n'est donc pas présente au lac Mékinac.

Enfin, mentionnons que les normes d'aménagement actuellement en vigueur favorisent une meilleure utilisation du territoire, assurent un contrôle du développement en plus de faciliter la protection de l'environnement. Dans le cas du lac Mékinac, ces mesures n'améliorent pas la situation d'exiguïté des terrains actuellement aménagés, mais elles assurent que les futurs lotissements auront une superficie minimale de 3 500m².

CHAPITRE 5

LES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

La présence d'une centaine de chalets au pourtour du lac Mékinac engendre de toute évidence des retombées sur l'économie locale et régionale. En revanche, la villégiature constitue une source de dépenses additionnelles en termes de services municipaux (entretien et déneigement des routes, collecte des ordures). De plus, la présence périodique de résidents non permanents a des répercussions sur la vie sociale des collectivités d'accueil. Le présent chapitre a donc pour objet d'évaluer les impacts socio-économiques générés par la villégiature exercée au lac Mékinac. Plus spécifiquement, il s'agit de vérifier si la villégiature coûte socio-économiquement plus chère à la communauté d'accueil qu'elle ne lui rapporte.

La mesure des incidences socio-économiques exige l'évaluation des effets directs et indirects générés par la présence de villégiateurs. Les variables retenues à cette fin sont les revenus locaux et régionaux, les dépenses municipales en services, la création ou le maintien d'emplois, le dynamisme démographique et les incidences sociales.

L'enquête réalisée auprès des villégiateurs ainsi que des données provenant de la municipalité de Boucher et de la M.R.C. de Mékinac permettent d'évaluer les impacts sociaux et économiques générés par la villégiature au lac Mékinac.

5.1 LES REVENUS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Cette première partie est consacrée à l'évaluation des revenus locaux et régionaux. Ces revenus s'expriment par les dépenses faites par les propriétaires de résidence secondaire. Les dépenses des villégiateurs sont composées de quatre grandes catégories qui se répercutent différemment dans l'économie. Il s'agit des dépenses fiscales, des dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété, des dépenses liées aux activités de détente et de récréation de même que des dépenses courantes des villégiateurs.

Chacune de ces catégories fait l'objet d'une évaluation. À priori, il convient de préciser qu'il est important de bien distinguer les dépenses ayant un impact dans la collectivité et la région d'accueil de celles qui sont effectuées dans la localité d'origine des villégiateurs. Rappelons également qu'on dénombre actuellement 102 résidences secondaires au pourtour du lac Mékinac. Parmi celles-ci, 93 sont situées à Saint-Joseph de Mékinac (Boucher) alors que 9 de ces chalets (secteur de l'Anse à Rhéault) sont localisés plus près de La Tuque (accès par Lac à Beauce) et sont sur un territoire dit non organisé.

5.1.1 Les dépenses fiscales des villégiateurs

Précisons tout d'abord que les dépenses fiscales représentent les taxes municipales (taxes foncières et pour la collecte des ordures) payées par les villégiateurs. Avant de débiter cette évaluation, il importe également de souligner que l'estimation des revenus d'impôt foncier tient compte des 93 chalets situés sur le territoire de la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac (Boucher) et des neuf chalets situés en territoire non organisé.

Les taxes foncières payées par les propriétaires de chalet constituent un apport financier non négligeable au budget municipal. À cet égard, mentionnons qu'en 1997, la valeur foncière de l'ensemble du parc immobilier de Saint-Joseph de Mékinac est de 10 289 300\$ et sur ce, les chalets du lac Mékinac sont évalués à 4 484 100\$. C'est donc dire que les 93 propriétés du lac Mékinac situées sur le territoire de Saint-Joseph de Mékinac représentent 43,6% de la valeur foncière globale du parc immobilier de Saint-Joseph de Mékinac. Au chapitre des taxes foncières, en 1997, la municipalité de Boucher prévoit des revenus totaux de 75 111.89\$ pour l'ensemble des propriétés de Saint-Joseph de Mékinac. Sur ce montant, 32 733.93\$ proviennent des taxes foncières payées par les 93 résidents du secteur du lac Mékinac, soit 43,6% de l'assiette fiscale globale de Saint-Joseph de Mékinac.

En résumé, en 1997, les dépenses fiscales des villégiateurs du lac Mékinac procurent à la municipalité de Boucher des revenus de 32 733.93\$

À ces revenus locaux, il faut ajouter les taxes payées à la M.R.C. par les neuf propriétaires des chalets situés dans l'Anse à Rhéault (TNO). Ces revenus régionaux s'établissent à 818.74\$.

Tableau 12
Les revenus d'impôt foncier (1997)

	VALEUR FONCIÈRE (\$)	TAXES FONCIÈRES (\$)
CHALETS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE SAINT-JOSEPH DE MÉKINAC	4 484 100	32 733.93
CHALETS SITUÉS SUR TNO	122 200	818.74

Sources: Municipalité de Boucher et M.R.C. de Mékinac

À ces revenus d'impôt foncier, on doit additionner les taxes payées par les villégiateurs pour la collecte des ordures. Celles-ci s'établissent à 45\$ par chalet, soit un revenu total de 4 185\$ pour la municipalité de Boucher (93 chalets situés sur le territoire de Saint-Joseph de Mékinac).

Globalement, les taxes foncières et d'ordures payées par les propriétaires de résidence secondaire du lac Mékinac représentent pour la municipalité de Boucher un revenu de 36 918.93\$ pour l'année 1997. À l'échelle régionale, les revenus fiscaux provenant des villégiateurs de l'Anse à Rhéault sont de 818.74\$.

5.1.2 Les dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation de la propriété

Sous cette rubrique est présentée une évaluation des dépenses d'amélioration, d'entretien et d'utilisation du chalet, du terrain et des infrastructures. Pour alléger le texte, nous avons réparti ce type de dépenses en deux volets: d'abord les dépenses d'amélioration et d'entretien suivies des dépenses d'utilisation.

5.1.2.1 Les dépenses d'amélioration et d'entretien

Selon les données recueillies auprès des villégiateurs du lac Mékinac, 73,3% des répondants ont, au cours des cinq dernières années, effectué des rénovations ou apporté des améliorations à leur chalet, à leur terrain ou aux infrastructures existantes. Le montant de ces travaux se distribue comme suit:

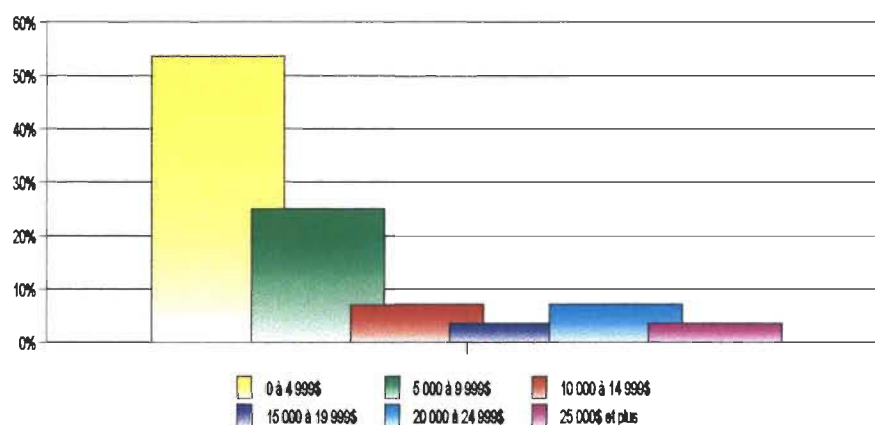


Figure 24. La répartition des dépenses d'amélioration et d'entretien.

Il ressort que les dépenses d'amélioration et d'entretien s'établissent majoritairement entre 0 et 4 999\$ (53,6%) et entre 5 000 et 9 999\$ (25%). Plus précisément, la moyenne de ce type de dépenses est de 7 512.50\$ (au cours des cinq dernières années).

La compilation des données permet également de dégager certains faits saillants relativement à l'endroit où sont effectués les achats de matériaux nécessaires à la réalisation de ces travaux d'amélioration et d'entretien. En premier lieu, mentionnons que parmi ceux ayant réalisé des travaux, 76,9% indiquent qu'ils ont fait l'achat de ces matériaux dans une municipalité avoisinante de Saint-Joseph de Mékinac alors qu'une proportion de 15,4% ont fait ces achats dans leur municipalité d'origine et 7,7% les ont fait ailleurs. Notons également que Saint-Tite (60%), Saint-Rock de Mékinac (10%), Saint-Georges (10%), Grand-Mère (10%) et La Tuque (10%) sont les municipalités régionales où ont été effectués les achats de matériaux. Il convient de souligner que Saint-Joseph de Mékinac ne dispose d'aucun commerce de vente de matériaux, ce qui vient expliquer l'absence d'achats dans cette municipalité.

En résumé, on peut affirmer que les dépenses d'amélioration et d'entretien ont un impact significatif sur l'économie régionale. Au cours des cinq dernières années, 73,3% des répondants affirment avoir effectué ce type de dépenses et y avoir consacré en moyenne 7512.50\$. On peut donc évaluer ces dépenses à 563 437.50\$ pour l'ensemble des villégiateurs du lac Mékinac. Compte tenu également que parmi ceux ayant réalisé des travaux, 76,9% ont acheté leurs matériaux régionalement, on peut estimer que les dépenses d'amélioration et d'entretien effectuées au cours des cinq dernières années ont généré dans l'économie régionale un revenu brut de 433 283.44\$. Saint-Tite reçoit la plus large part de ces revenus, soit 259 970.06\$.

5.1.2.2 Les dépenses d'utilisation

Rappelons en premier lieu que ce type de dépenses correspond aux déboursés en matière de chauffage, d'électricité et d'assurances.

Selon les renseignements fournis par les répondants, la moyenne des dépenses annuelles d'utilisation se chiffre à 718.44\$ par propriété. En toute logique, on constate que les dépenses d'utilisation des villégiateurs séjournant périodiquement à leur chalet toute l'année durant sont plus élevées que la moyenne. En effet, 90% des répondants fréquentant leur résidence secondaire toute l'année déclarent consacrer annuellement 1 000\$ et plus à ce genre de dépenses. Il convient toutefois de souligner que ce type de dépenses a peu de retombées aux plans local et régional, si ce n'est que l'achat de combustibles pour le chauffage. Cet achat peut représenter une part de 10% des dépenses répartie équitablement entre la collectivité locale et les municipalités avoisinantes. On peut ainsi estimer que les dépenses d'utilisation de l'ensemble des villégiateurs du lac Mékinac génèrent annuellement dans l'économie locale et régionale un revenu brut de 7 328.08\$.

5.1.3 Les dépenses liées aux activités de détente et de récréation des villégiateurs

Au chapitre des dépenses encourues pour la pratique d'activités de détente et de récréation, seulement 25% des répondants affirment déboursier occasionnellement de l'argent à Saint-Joseph de Mékinac ou dans les municipalités environnantes pour pratiquer des loisirs (achat et/ou location de produits ou services). Néanmoins, ces dépenses représentent une moyenne de 573.00\$ pour un villégiateur sur quatre et ce, sur une base annuelle. Notons que ces déboursés sont effectués à Saint-Joseph de Mékinac dans une proportion de 70%, alors que 30% sont dépensés dans les municipalités environnantes en l'occurrence, Saint-Tite, La Tuque et Grandes-Piles.

En résumé, les dépenses liées aux activités de détente et de récréation constituent une injection annuelle de près de 15 000\$ (14 898\$) dans l'économie locale et régionale. Sur ce montant, 10 428.60\$ sont dépensés à Saint-Joseph de Mékinac.

5.1.4 Les dépenses courantes des villégiateurs

Les dépenses courantes sont celles effectuées par les villégiateurs pour l'achat de produits ou services d'utilisation courante. Quatre questions de l'enquête permettaient de mesurer divers aspects liés aux dépenses courantes.

La première visait à savoir si les propriétaires de résidence secondaire effectuent leurs achats courants dans la communauté ou la région d'accueil ou bien si la plupart de leurs achats sont réalisés dans leur municipalité d'origine. À cet égard, il ressort que la presque totalité des répondants (93,2%) affirment effectuer ces achats dans la communauté ou la région d'accueil. Au plan spatial, la distribution des achats courants s'illustre comme suit: 81,1% des achats courants des répondants sont effectués à Saint-Joseph de Mékinac, 13,5% à Saint-Tite et 5,4% à La Tuque.

En contrepartie, les principales raisons invoquées par les répondants déclarant ne pas faire d'achats courants dans les commerces locaux (6,8%) sont par ordre d'importance les

suivantes: achats effectués dans la municipalité d'origine; choix limité de produits et/ou services; prix trop élevés des produits et/ou services; moindre qualité des produits et/ou services.

Une autre question avait pour objet de mesurer la fréquence d'utilisation de divers commerces locaux et régionaux et ce, à l'aide d'une échelle ordinale à quatre niveaux.

Le tableau suivant livre les résultats obtenus:

Tableau 13
La fréquentation des commerces locaux et régionaux

	TRÈS SOUVENT	SOUVENT	RAREMENT	JAMAIS
MAGASIN D'ALIMENTATION	18,2%	42,4%	36,4%	3,0%
GARAGE - STATION SERVICE	5,6%	27,8%	63,9%	2,8%
DÉPANNEUR	16,1%	58,1%	25,8%	0%
QUINCAILLERIE	3,7%	37,0%	44,4%	14,8%
RESTAURANT - CASSE-CROÛTE	5,9%	26,5%	58,8%	8,8%
BAR	2,2%	15,6%	33,3%	48,9%

À la lumière de ces données, on observe que les magasins d'alimentation et les dépanneurs sont les commerces les plus fréquemment utilisés par les villégiateurs. Les bars, les restaurants de même que les garages et stations services sont contrairement fréquentés très rarement.

En ce qui a trait aux dépenses courantes annuelles faites par les villégiateurs dans les commerces locaux et régionaux, elles se répartissent comme suit:

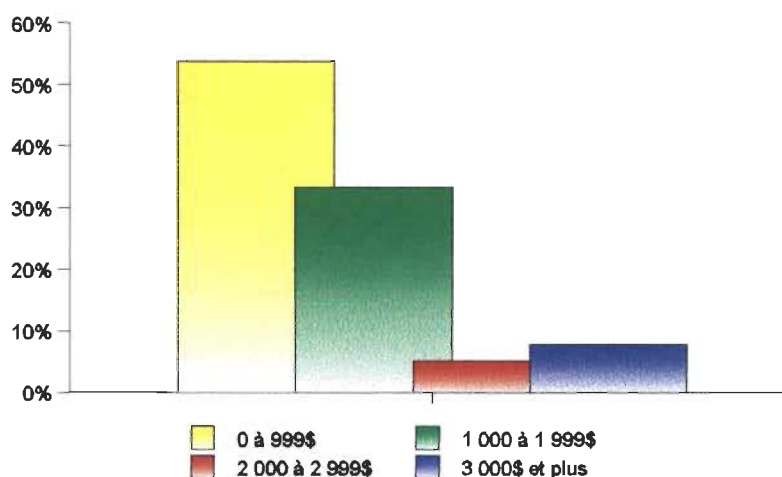


Figure 25. La répartition des dépenses courantes annuelles.

Les résultats présentés dans la figure 25 démontrent que 53,8% des répondants ont déclaré dépenser annuellement dans les commerces entre 0 et 999\$, suivi par la tranche de dépenses allant de 1 000 à 1 999\$ qui obtient l'adhésion de 33,3% des répondants. Plus spécifiquement, la moyenne annuelle des dépenses courantes des villégiateurs s'établit à 945.00\$.

En résumé, presque tous les villégiateurs (93,2%) affirment effectuer des achats courants dans les commerces situés dans la région d'accueil. Ces achats sont majoritairement faits à Saint-Joseph de Mékinac (81,1%). Les magasins d'alimentation et les dépanneurs sont les commerces les plus souvent fréquentés par les villégiateurs. Sur une base annuelle, la moyenne des dépenses courantes des villégiateurs s'établit à 945.00\$. Globalement, on peut estimer que les dépenses courantes représentent des revenus locaux et régionaux de 89 775.00\$. Sur ce, 72 807.53\$ sont dépensés à Saint-Joseph de Mékinac.

5.1.5 Le sommaire et la répartition territoriale des revenus

Tableau 14
Le sommaire et la répartition territoriale des revenus

TERRITOIRES	DÉPENSES FISCALES (Impôts fonciers et taxes d'ordures)	DÉPENSES D'AMÉLIORATION ET D'ENTRETIEN - 5 DERNIÈRES ANNÉES (MOYENNE ANNUELLE)	DÉPENSES D'UTILISATION	DÉPENSES DE DÉTENTE ET DE RÉCRÉATION	DÉPENSES COURANTES	TOTAL PAR ANNÉE (%)
TOTAL	37 737.67\$	563 437.50\$ (112 687.50\$)	73 280.88\$	14 898.00\$	89 775.00\$	328 379.05\$
SAINT-JOSEPH DE MÉKINAC	36 918.93\$	0	3 664.04\$	10 428.60\$	72 807.53\$	123 819.19\$ (37,7%)
MUNICIPALITÉS AVOISINANTES	818.74\$	433 283.44\$ (86 656.69\$)	3 664.04\$	4 469.40\$	16 967.47\$	112 576.34\$ (34,3%)
AILLEURS	0	130 154.06\$ (26 030.81\$)	65 952.80\$	N.D.	N.D.	91 983.61\$ (28%)

N.D.: NON-DÉTERMINÉ

5.1.5 Le sommaire et la répartition territoriale des revenus (suite)

Selon les données colligées et tel qu'indiqué au tableau 14, la répartition des revenus générés par la villégiature exercée au lac Mékinac s'exprime comme suit:

- l'ensemble des dépenses faites par les villégiateurs représente annuellement 328 379.05\$, soit une moyenne de 3 219.40\$ par propriété. Sur ce montant:
 - 11,5% des dépenses sont consacrées au paiement des impôts fonciers et à la taxe sur les ordures;
 - 34,3% sont allouées à des dépenses d'amélioration et d'entretien de la propriété;
 - 22,3% sont affectées aux dépenses d'utilisation de la résidence secondaire;
 - 4,5% sont destinées à des dépenses pour la pratique d'activités de détente et de récréation;
 - 27,3% sont attribuées aux dépenses courantes des villégiateurs.

- La répartition territoriale par type de dépenses se distribue de la façon suivante:
 - **Les dépenses fiscales:**
La presque totalité des dépenses fiscales se répercute sur le budget municipal de Saint-Joseph de Mékinac (Municipalité de Boucher).
 - **Les dépenses d'amélioration et d'entretien de la propriété:**
76.9% de ces dépenses profitent à l'économie de la région et 23,1% ont un impact extra-régional.
 - **Les dépenses d'utilisation de la résidence secondaire:**
Ce type de dépenses engendre peu de retombées aux plans local et régional. Seulement 10% profitent à l'économie de Saint-Joseph de Mékinac et des municipalités environnantes.
 - **Les dépenses liées aux activités de détente et de récréation**
Saint-Joseph de Mékinac bénéficie de 70% de ces dépenses. Les municipalités avoisinantes retirent 30% de ces déboursés.
 - **Les dépenses courantes des villégiateurs**
81,1% des dépenses courantes associées à la villégiature se répercutent sur l'économie de Saint-Joseph de Mékinac et les municipalités avoisinantes recueillent 18,9% de ces dépenses.

- Globalement,
 - 37,7% des dépenses des villégiateurs génèrent des retombées locales. Concrètement, la villégiature apporte annuellement 123 819.10\$ dans l'économie de Saint-Joseph de Mékinac;
 - 34,3% des dépenses des villégiateurs se répercutent sur l'économie de la région d'accueil. Concrètement, la villégiature génère annuellement des retombées régionales de 112 576.34\$;
 - 28% des dépenses des villégiateurs sont faites à l'extérieur de la collectivité et de la région d'accueil. Ces dépenses représentent annuellement 91 983.61\$.

Au-delà de ces données, ce qui importe surtout de mettre en lumière au chapitre de l'impact des dépenses des villégiateurs, est que la plus large part des dépenses profite à l'économie locale.

Voyons maintenant quelles sont les dépenses municipales en services occasionnées par la villégiature.

5.2 LES DÉPENSES MUNICIPALES EN SERVICES

Bien que la villégiature rapporte notamment des revenus d'impôt foncier appréciables à la municipalité de Boucher, l'existence de zones de villégiature exige en contrepartie des dépenses additionnelles au niveau des services municipaux tels que l'entretien et le déneigement des routes de même que la collecte des ordures. Dans le cas des dépenses occasionnées à la municipalité de Boucher par la villégiature exercée au lac Mékinac, la répartition de celles-ci s'établit comme suit: (évaluation basée uniquement sur les 93 chalets situés sur le territoire de Saint-Joseph de Mékinac)

Tableau 15
Les dépenses municipales en services (1996)

TYPES DE DÉPENSES	MONTANT (\$)
Coût du déneigement du chemin du lac Mékinac avant le barrage (6 kilomètres)	9 718.80\$
Coût du déneigement du chemin du lac Mékinac après le barrage (6 kilomètres)	9 053.36\$
Coût d'entretien du chemin du lac Mékinac avant le barrage (6 kilomètres)	18 042.16\$
Coût d'entretien du chemin du lac Mékinac après le barrage (6 kilomètres)	5 851.07\$
Coût de la collecte des ordures (65\$ / chalet)	6 045.00\$
TOTAL DES DÉPENSES	48 710.39\$
TYPE DE REVENUS	
*Subvention pour l'entretien du chemin du lac Mékinac avant et après le barrage (1996-1997) -12 kilomètres	27 992.15\$
TOTAL DES REVENUS	27 992.15\$
SOMME DES DÉPENSES MUNICIPALES EN SERVICES (dépenses - revenus)	20 718.24\$

Source: Municipalité de Boucher

* Subvention octroyée par le Gouvernement du Québec dans le cadre de la prise en charge du réseau routier local.

Toutefois, pour évaluer avec exactitude les dépenses municipales en services, quelques explications et ajustements sont nécessaires.

En premier lieu, on doit préciser que les coûts de déneigement et d'entretien du chemin du lac Mékinac situé avant le barrage ne doivent pas être imputés en entier à la villégiature exercée au lac Mékinac. Ce tronçon de route donne accès à d'autres sites de villégiature (lac du Missionnaire) ainsi qu'aux quelques résidences permanentes du lac Mékinac. Pour cette raison, il apparaît équitable de réduire de moitié les coûts de

déneigement et d'entretien du chemin du lac Mékinac avant le barrage. Ces coûts révisés s'établissent à 13 880.48\$ ($9\,718.80\$ + 18\,042.16\$ \div 2$).

En second lieu, mentionnons que le déneigement et l'entretien du chemin du lac Mékinac après le barrage ne sont pas faits pour l'usage exclusif des villégiateurs car on y dénombre quelques résidences permanentes. Il est par contre difficile, voire même impossible, de répartir équitablement les coûts entre les villégiateurs et les résidents permanents. Alors, nous nous en tenons aux coûts présentés au tableau 15.

En dernier lieu, quelques remarques s'imposent relativement à la subvention gouvernementale accordée pour l'entretien du chemin du lac Mékinac (avant et après le barrage). À ce sujet, il faut savoir que cette aide financière fait suite au désengagement du gouvernement en matière de voirie du réseau routier local (1992). L'entente octroyant une subvention annuelle aux municipalités en est à sa dernière année d'application. Selon le nouveau pacte fiscal du ministre Trudel, tout porte à croire que le gouvernement cessera de subventionner la voirie locale. Malgré cette situation, la présente évaluation des coûts des services municipaux prend en considération cet important apport financier. Toutefois, au même titre que les coûts d'entretien et de déneigement, la subvention ne doit pas être entièrement affectée à la villégiature au lac Mékinac. La façon de répartir la subvention est la même que celle utilisée pour les coûts d'entretien et de déneigement, c'est-à-dire que la moitié de la subvention est imputable à la villégiature au lac Mékinac.

Enfin, d'autres dépenses municipales en services attribuables en partie à la villégiature pourraient être ajoutées, mais leur évaluation présente de grandes difficultés, particulièrement au niveau de l'imputation équitable entre les villégiateurs et la population permanente. À titre d'exemple, mentionnons les coûts d'entretien du site d'enfouissement.

Sur la base de ces considérations, le coût réel des dépenses municipales en services associées à la présence de résidences de villégiature au lac Mékinac s'établit comme suit:

Tableau 16
Le coût réel des dépenses municipales en services - 1996

TYPES DE DÉPENSES	MONTANT (\$)
Coût du déneigement du chemin du lac Mékinac avant le barrage (6 kilomètres)	4859.40\$ (9718.80 ÷ 2)
Coût du déneigement du chemin du lac Mékinac après le barrage (6 kilomètres)	9053.36\$
Coût d'entretien du chemin du lac Mékinac avant le barrage (6 kilomètres)	9021.08\$ (18 042.16 ÷ 2)
Coût d'entretien du chemin du lac Mékinac après le barrage (6 kilomètres)	5851.07\$
Coût de la collecte des ordures (65\$ / chalet)	6045.00\$
TOTAL DES DÉPENSES	34 829.91\$
TYPE DE REVENUS	
*Subvention pour l'entretien du chemin du lac Mékinac avant et après le barrage (1996-1997)	13 996.08\$ (27 992.15 ÷ 2)
TOTAL DES REVENUS	13 996.08\$
SOMME DES DÉPENSES MUNICIPALES EN SERVICES (dépenses - revenus)	20 833.83\$

En résumé, sur la base des données exposées dans le tableau 16, le coût total des dépenses municipales en services associées à la présence d'une zone de villégiature au lac Mékinac s'établit, en 1996, à 20 833.83\$.

5.3 LA CRÉATION OU LE MAINTIEN D'EMPLOIS

La troisième variable retenue pour mesurer l'impact socio-économique occasionné par la villégiature est la création ou le maintien d'emplois. Quelques questions de l'enquête permettent d'illustrer l'impact de la villégiature au chapitre de l'emploi dans la collectivité et la région d'accueil.

Un premier aspect permettant de vérifier l'impact de la villégiature sur la variable des emplois concerne l'achat des matériaux nécessaires à la construction ou la rénovation des chalets. À ce propos, l'analyse des résultats révèle que la majorité des villégiateurs (76,9%) achètent leurs matériaux dans les municipalités avoisinantes de Saint-Joseph de Mékinac et plus spécifiquement, à Saint-Tite dans une proportion de 60%. On peut ainsi prétendre que ces achats favorisent le maintien d'emplois dans les commerces de vente de matériaux de la région d'accueil. Ne disposant pas de ce type de commerce, Saint-Joseph de Mékinac n'en retire aucun bénéfice.

De surcroît, on constate que 61,3% des propriétaires ayant effectué des travaux de rénovation au cours des cinq dernières années, ont embauché de la main-d'oeuvre locale ou régionale (ouvrier, machinerie lourde, menuisier, plombier, électricien). Ceci constitue un autre indicateur de maintien ou de consolidation d'emplois régionaux.

De plus, l'analyse de la fréquence d'utilisation des commerces locaux présentée précédemment, indique que la présence de villégiateurs génère une activité commerciale supplémentaire dans certains types d'établissements et contribue à rehausser la vitalité économique de commerces tels les magasins d'alimentation et les dépanneurs et ce, particulièrement à Saint-Joseph de Mékinac.

Le type de données recueillies ne permet pas de quantifier de façon précise les répercussions de la villégiature sur la création ou le maintien d'emplois. Pour corriger cette lacune méthodologique, divers modèles utilisés dans le cadre d'étude d'impact économique ont été consultés dont le modèle intersectoriel du Bureau de la statistique du Québec ainsi que la méthodologie d'estimation du multiplicateur économique régional

(Dion, 1988). Toutefois, en raison de l'absence de certaines données requises pour la mise en application de ces modèles et des limites que comporte cette recherche académique, nous n'avons pu les opérationnaliser. Il n'en demeure pas moins que les dépenses faites par les villégiateurs dans les commerces de la région d'accueil et l'embauche occasionnelle de main-d'oeuvre locale et régionale contribuent au maintien de certains emplois. Dans une région confrontée à des difficultés socio-économiques, le maintien ou la consolidation d'emplois est fort important.

5.4 LE DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE

L'établissement de résidences de villégiature suscite la venue périodique de résidents non permanents. Le phénomène de la villégiature occasionne donc un dynamisme démographique au sein des collectivités d'accueil. Dans le cas du lac Mékinac, cette croissance démographique se traduit de la façon suivante. Il a été convenu préalablement que les villégiateurs séjournent au lac Mékinac majoritairement en groupes de deux personnes et dans une moindre mesure, en groupes de 3 à 4 personnes. La taille moyenne des groupes séjournant au lac Mékinac peut ainsi être établie à 2.5 personnes par propriété. Sur la base de ces informations et considérant qu'on dénombre 102 chalets au lac Mékinac, on estime que la villégiature engendre périodiquement la venue de 255 résidents non-permanents dans la région d'accueil. Cependant, compte-tenu que les neuf chalets situés dans le secteur de l'Anse à Rhéault y accède via La Tuque et qu'ils sont éloignés de Saint-Joseph de Mékinac, on peut conclure que la villégiature au pourtour du lac Mékinac suscite le séjour fréquent de 233 personnes à Saint-Joseph de Mékinac. Cette croissance démographique semble à première vue négligeable. Toutefois, lorsque prend en considération que la population permanente de Saint-Joseph de Mékinac est de 300 personnes, l'ampleur du dynamisme démographique engendré par la villégiature prend toute sa valeur.

Avec de telles données, force est de constater que le poids démographique des villégiateurs du lac Mékinac est important. Le nombre de villégiateurs uniquement au lac Mékinac équivaut à près de 80% de la population permanente de Saint-Joseph de

Mékinac. Si l'on prend en considération qu'on dénombre environ 200 chalets sur l'ensemble du territoire de Saint-Joseph de Mékinac (lacs Mékinac, du Missionnaire, aux Loutres, Thom et Dumont) et que l'on présume que la taille des groupes séjournant en chalet est comparable à ce qui est enregistré au lac Mékinac (2.5 personnes / propriété), la population de villégiateurs à Saint-Joseph de Mékinac est d'environ 500 personnes alors que la population permanente en est de 300. En termes numériques, l'effectif de villégiateurs à Saint-Joseph de Mékinac est plus important que le nombre de résidents permanents. Cette situation de croissance démographique périodique est bien sûr appréciable pour les commerçants locaux.

5.5 LES INCIDENCES SOCIALES

La présence de centaines de villégiateurs entraîne inévitablement des répercussions sur la vie sociale des communautés d'accueil. Certaines différences culturelles, des dichotomies entre les modes de vie rural et urbain ou des distanciations sociales entre la population permanente et les villégiateurs peuvent créer des tensions entre ces deux groupes cohabitant sur le même territoire. La présente partie consiste donc à décrire et à analyser les rapports existants entre les villégiateurs du lac Mékinac et la population permanente de Saint-Joseph de Mékinac et des environs. Pour ce faire, quelques questions de l'enquête avaient pour objet de mesurer les incidences sociales occasionnées par la venue de villégiateurs. Deux indicateurs ont été utilisés: les relations entre les villégiateurs et la population permanente, de même que l'implication sociale des villégiateurs.

5.5.1 Les relations entre les villégiateurs et la population permanente

Une première question demandait aux répondants de qualifier le type de relations qu'ils entretiennent avec les résidents permanents. Trois choix leur étaient soumis: 1) des relations surtout économiques et commerciales; 2) des relations sociales et

communautaires; 3) des relations à la fois économiques et sociales. Le type de relations ayant obtenu le plus d'adhérents est celui intégrant des relations économiques et sociales avec 55,8%, suivi des relations surtout sociales et communautaires (20,9%). Enfin, les relations surtout économiques et commerciales obtiennent 16,3%.

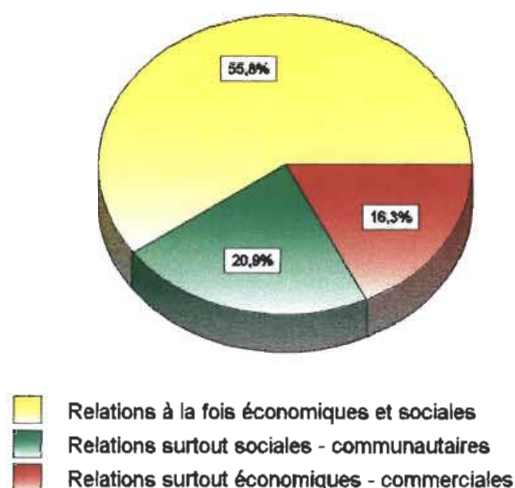


Figure 26. Les relations entre les villégiateurs et la population permanente.

À la lumière de ces données, on constate que plus de la moitié des répondants affirment entretenir des relations tant économiques que sociales avec les résidents permanents de Saint-Joseph de Mékinac et des environs.

D'autre part, une autre question demandait aux répondants d'indiquer comment ils croyaient être perçus par les résidents permanents. La perception des villégiateurs à cet égard est la suivante: 28,9% affirment qu'ils sont considérés comme des citoyens de la municipalité, 26,7% estiment qu'ils sont perçus comme des clients pour les commerces et 22,2% se considèrent comme des amis. Seulement 9,1% croient être perçus comme des étrangers. Il convient toutefois de souligner qu'il s'agit d'une perception exprimée par les villégiateurs.

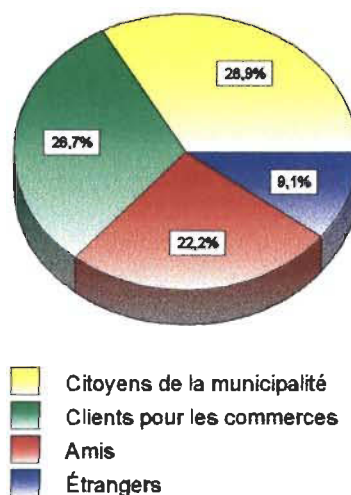


Figure 27. La perception de la population permanente face aux villégiateurs (Perception exprimée par les répondants).

En résumé, selon la perception des répondants, les relations entre les villégiateurs du lac Mékinac et la population permanente de Saint-Joseph de Mékinac et des environs semblent être satisfaisantes pour les deux parties.

5.5.2 L'implication sociale des villégiateurs

L'implication sociale des villégiateurs a été mesurée de deux façons: par leur implication dans des organismes locaux et par leur participation à des activités sociales se tenant à Saint-Joseph de Mékinac ou dans la région.

En ce qui a trait à l'implication au sein d'organismes locaux, 81,8% des répondants sont membres de l'Association des propriétaires de chalet du lac Mékinac. Seulement 4,5% des répondants déclarent faire partie ou avoir déjà fait partie d'un club social local. Un répondant mentionne faire partie ou avoir déjà fait partie du conseil municipal. Relativement à l'implication au sein d'un club social et du conseil municipal, il faut souligner que quelques villégiateurs sont des résidents permanents de Saint-Joseph de

Mékinac. Enfin, 15,9% des répondants ne sont impliqués dans aucun organisme local.

D'autre part, leur participation à des activités sociales (fêtes et festivals) locales ou régionales est plutôt faible car 68,2% des répondants affirment ne pas y assister.

Globalement, ce qui attire l'attention au sujet de l'implication des villégiateurs est leur faible engagement social. Hormis l'adhésion à l'Association des propriétaires de chalet du lac Mékinac, l'implication au sein d'organismes locaux est quasi-inexistante. Le taux de participation à des manifestations sociales est également faible. Le contexte de séjour des villégiateurs (fins de semaine, séjours de courte durée) peut expliquer en bonne partie cette faible implication.

On se doit toutefois de reconnaître que l'intégration sociale ne se limite pas aux deux indicateurs utilisés. L'observation des rapports sociaux quotidiens entre les villégiateurs et la population permanente est certainement riche d'information. De plus, il serait certes intéressant de connaître le point de vue de la population permanente en regard des rapports qu'ils entretiennent avec les villégiateurs.

En résumé, sur la base des informations livrées par les répondants, il semble que la villégiature exercée actuellement au lac Mékinac entraîne peu de répercussions sociales négatives sur la collectivité d'accueil.

5.6 LA SYNTHÈSE DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

Les résultats présentés dans ce chapitre permettent de dégager certains constats:

■ Le bilan des revenus et des dépenses

La ventilation des revenus et des dépenses associés à la villégiature pratiquée au lac Mékinac est exposée au tableau 17.

Tableau 17
Bilan des revenus et des dépenses

LES REVENUS (LES DÉPENSES DES VILLÉGIATEURS)	
Les dépenses fiscales	37 737.67\$
Les dépenses d'amélioration et d'entretien (moyenne annuelle)	112 687.50\$
Les dépenses d'utilisation	73 280.88\$
Les dépenses de détente et de récréation	14 898.00\$
Les dépenses courantes	89 775.00\$
TOTAL DES REVENUS	328 379.05\$
LES DÉPENSES	
Les dépenses municipales en services	20 833.83\$
TOTAL DES DÉPENSES	20 833.83\$

À première vue, ce bilan semble des plus positifs. Cependant, une analyse plus détaillée permet une meilleure évaluation de la situation.

■ **Les revenus fiscaux versus les dépenses municipales en services**

À priori, ce qu'il importe de mettre dans la balance est d'une part, l'apport économique des dépenses fiscales des villégiateurs et d'autre part, les dépenses municipales en services. Le bilan coût-bénéfice de ces deux composantes démontre que la villégiature est financièrement profitable pour la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac (Boucher). La villégiature rapporte annuellement en taxes près de 37 000\$ alors que les dépenses municipales en services s'élèvent à près de 21 000\$ par année. Le bénéfice annuel actuel de Saint-Joseph de Mékinac à ce chapitre s'établit ainsi à environ 16 000\$. Par contre, il faut souligner que le retrait éventuel de la subvention gouvernementale en matière de voirie locale viendra modifier la situation.

■ L'apport économique local et régional

Il a été convenu préalablement que 37,7% des dépenses des villégiateurs du lac Mékinac sont effectuées à Saint-Joseph de Mékinac, 34,3% sont dépensés régionalement et 28% sont faites à l'extérieur de la collectivité et de la région d'accueil. Le palier local est donc celui qui bénéficie de la plus grande part des dépenses des villégiateurs.

Pour fins de comparaisons, mentionnons qu'à partir d'une typologie des dépenses qui s'apparente grandement à celle utilisée dans le cadre de la présente recherche, Gilbert & Nadeau (1986) dans une étude sur la villégiature dans Magog-Orford établissent que la part des dépenses effectuées régionalement est de 72%. Rappelons que dans le cas du lac Mékinac, cette proportion atteint aussi 72% (local + régional). Pour sa part, Samson (1988) dans son étude de la villégiature dans la M.R.C. de Matawinie démontre que seulement 45% des dépenses des villégiateurs sont effectuées dans la région d'accueil.

Au niveau du montant des dépenses des villégiateurs, Gilbert & Nadeau (1986) les estiment à une moyenne annuelle de 2 798\$, Samson (1988) arrive à une moyenne annuelle de 4 400\$ alors que nous les établissons à près de 3 220\$.

À la lecture de ces résultats, on constate qu'il existe des écarts entre les estimations des dépenses des villégiateurs. Ces divergences peuvent être attribuables à de nombreux facteurs: le type de villégiature pratiqué, la localisation du site de villégiature, la structure commerciale de la collectivité d'accueil et le comportement de consommation des villégiateurs. Or, il est difficile de généraliser de tels résultats.

Il n'en demeure pas moins que l'apport économique local et régional de la villégiature est significatif. Dans le cas du lac Mékinac, les dépenses fiscales, de détente et de récréation de même que les dépenses courantes des villégiateurs profitent considérablement à l'économie locale alors que les dépenses d'amélioration et d'entretien de la propriété se répercutent sur l'activité commerciale des municipalités avoisinantes.

■ La création ou le maintien d'emplois

Les données recueillies ne permettent pas de chiffrer l'impact de la villégiature au chapitre des emplois. Le traitement des données à l'aide du modèle intersectoriel du Bureau de la Statistique du Québec (BSQ) rendrait possible la mesure des emplois directs et indirects créés par la villégiature. Toutefois, cette démarche n'a pu être réalisée dans le cadre de cette recherche.

En dépit d'une quantification précise des répercussions de la villégiature sur la création d'emplois, il ressort tout de même que le comportement de consommation des propriétaires de résidence secondaire du lac Mékinac permet d'affirmer que les dépenses faites par ces villégiateurs exercent une influence sur la consolidation de certains emplois locaux et régionaux et ce, particulièrement dans le secteur tertiaire. De plus, il ne fait aucun doute que la villégiature contribue grandement à vitaliser l'activité économique des quelques commerces présents à Saint-Joseph de Mékinac.

■ Le dynamisme démographique

La villégiature exercée au lac Mékinac et sur l'ensemble du territoire de Saint-Joseph de Mékinac provoque un dynamisme démographique fort important. Rappelons que la villégiature au pourtour du lac Mékinac suscite la venue périodique de plus de 230 personnes à Saint-Joseph de Mékinac. Qui plus est, sur l'ensemble du territoire de cette municipalité, la population de villégiateurs est estimée à 500 personnes alors que le nombre de résidents permanents est de 300. La venue de villégiateurs a donc pour effet de faire doubler, voire même presque tripler, la population de Saint-Joseph de Mékinac. Cette croissance démographique est une arme à deux tranchants. D'une part, elle est profitable en ce qui a trait aux revenus d'impôt foncier et de ventes dans les commerces. D'autre part, elle peut laisser présager une possibilité de perte de contrôle du développement local par la population permanente. Elle peut également entraîner un état de dépendance de la collectivité d'accueil envers des individus de diverses provenances et qui y séjournent seulement de façon périodique.

■ Les incidences sociales

Sur la base des données recueillies auprès des propriétaires de résidence secondaire, il semble exister une cohabitation harmonieuse entre les villégiateurs et la population permanente de Saint-Joseph de Mékinac. Or, les incidences sociales occasionnées par la villégiature semblent négligeables. Cependant, on doit mentionner de nouveau que les données recueillies sont vraisemblablement insuffisantes puisqu'elles ne mesurent que la perception des villégiateurs et non celle de la population permanente. Une investigation auprès des citoyens de Saint-Joseph de Mékinac permettrait certes d'avoir un portrait beaucoup plus juste des répercussions de la villégiature sur la vie sociale de la collectivité d'accueil.

CHAPITRE 6

LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

Au Québec, la présence massive de résidences de villégiature a façonné l'espace physique de nombreux plans d'eau. Jusqu'au début des années 1980, l'implantation de résidences secondaires a exercé des impacts considérables sur le milieu biophysique puisqu'elle était, entre autres, rarement planifiée. Aujourd'hui, la réglementation en matière de protection de l'environnement oblige les promoteurs et propriétaires à un plus grand respect des ressources. De plus, la nouvelle génération de villégiateurs est davantage conscientisée à la protection de l'environnement.

Bien que le lac Mékinac ne soit pas jusqu'à présent témoin d'un développement massif de chalets, il apparaît tout de même important de traiter des répercussions environnementales occasionnées par l'aménagement de résidences secondaires de même que par le séjour périodique de villégiateurs.

Deux grandes catégories d'impacts sont généralement observées: les impacts sur le milieu biophysique et les impacts visuels. Dans le cadre de la présente recherche, l'évaluation des incidences environnementales porte sur les variables suivantes: l'état des ressources naturelles et la transformation de l'encadrement naturel.

Diverses sources d'information (données secondaires) et trois instruments de collecte de données ont permis de procéder à l'évaluation de l'impact environnemental généré par la villégiature au lac Mékinac. Les données secondaires utilisées proviennent principalement d'Hydro-Québec, du ministère de l'Environnement et de la Faune et de G.D.G. Environnement Ltée. Quant aux instruments de cueillette de données, il s'agit du questionnaire administré auprès des villégiateurs, d'une grille d'évaluation des impacts environnementaux des aménagements riverains (Guertin, 1985) et d'une grille d'analyse du paysage (Demers, 1992).

Avant d'amorcer la présentation des résultats obtenus, une remarque s'impose. Dans le cas présent, il ne s'agit pas d'une étude d'impact environnemental avec toute l'exhaustivité qu'une telle démarche exige, mais bien d'une évaluation des impacts environnementaux s'insérant dans l'approche globale utilisée aux fins de la présente recherche.

6.1 L'ÉTAT DES RESSOURCES NATURELLES

La première partie de ce chapitre consiste à évaluer l'état des ressources naturelles du lac Mékinac et ce, afin de vérifier si la villégiature a des répercussions sur celles-ci. L'eau, la faune, la végétation et le paysage font l'objet d'une évaluation. La perception des villégiateurs à l'égard de l'environnement naturel du lac Mékinac est également mesurée.

6.1.1 La qualité de l'eau

Tel que mentionné précédemment, la présence d'un cours d'eau constitue un intérêt de premier plan dans le choix d'un site de villégiature. La proximité d'un plan d'eau ajoute au site un attrait visuel intéressant en plus de rehausser sa valeur récréative. La qualité de l'eau est donc une composante centrale de tout site de villégiature riveraine. Par contre, certains développements sont si intensifs qu'ils provoquent des effets négatifs sur la qualité de l'eau. Voyons comment se porte l'état de santé de l'eau du lac Mékinac.

Des analyses physico-chimiques (transparence, pH, conductivité, oxygène dissous) réalisées dans le cadre de l'évaluation environnementale du barrage Mékinac (G.D.G. Environnement, 1993) précisent que les eaux du lac Mékinac sont claires, légèrement acides en surface, mais neutres à plus de 7 mètres de profondeur. De plus, elles sont faiblement minéralisées et très bien oxygénées. Une eau présentant de telles caractéristiques physico-chimiques est favorable à l'existence de populations ichthyennes et à la pratique d'activités aquatiques.

Plus spécifiquement, les caractéristiques physico-chimiques de l'eau du lac Mékinac sont présentées au tableau 18.

Tableau 18
Les caractéristiques physico-chimiques de l'eau du lac Mékinac
(G.D.G. Environnement, 1993)

Profondeur (Mètres)	pH	Conductivité (us)	Température (°C)	Oxygène dissous (% saturation)	Transparence (Mètres)
1	5,8	38,4	17,0	96	4,5
7	6,9	35,9	16,5	95	
20	7,0	38,0	8,0	88	

Sur cette base, on peut alléguer que la villégiature exercée au lac Mékinac n'a pas altéré jusqu'à présent la qualité de l'eau.

6.1.2 La faune

Au plan de la richesse faunique, il convient tout d'abord de souligner que selon le ministère de l'Environnement et de la Faune (M.E.F.), il n'existe aucun habitat faunique prioritaire dans les environs du lac Mékinac.

En ce qui a trait à la faune ichthyenne, les pêches expérimentales réalisées au lac Mékinac au cours des années 1970 et 1980 révèlent la présence de treize espèces de poissons. L'espèce la plus abondante est la perchaude, suivie du meunier noir, du grand brochet et de la ouitouche. L'abondance des autres espèces recensées est plus négligeable: ouananiche, lotte, éperlan arc-en-ciel, grand corégone, barbotte brune, mené à nageoires rouges, mulot à cornes, omisco et mené jaune (M.E.F., données non-publiées).

Toutefois, on ne dispose pas de statistiques de pêche ou d'étude de la dynamique des populations permettant d'établir un diagnostic sur la communauté ichthyenne du lac Mékinac. Néanmoins, selon M. Jean Benoît du M.E.F., il est possible de déceler certains problèmes auprès de quelques espèces. Voici, les principaux problèmes soulevés:

- l'acidification importante au printemps des rivières du Milieu et aux Brochets affaiblit le recrutement naturel de la ouananiche dans ces deux tributaires du lac Mékinac à un point tel, que l'on doit procéder à desensemencements réguliers. À cet égard, on doit souligner que le ministère de l'Environnement et de la Faune n'effectue plus depuis quelques années d'ensemencement de ouananiches dans ce secteur;
- le remblayage des rives effectué par certains villégiateurs aurait réduit de façon considérable l'habitat de reproduction du grand brochet (secteur sud du lac). D'ailleurs, les pêcheurs notent une diminution de la capture du grand brochet. La variation du niveau d'eau peut également avoir un impact sur les frayères du grand brochet;
- l'abondance d'éperlans connaît des fluctuations interannuelles. Les causes de ces variations sont pour le moment inconnues.

En ce qui concerne la faune aviaire, on doit à prime abord mentionner que moins de 1% de la superficie du lac Mékinac est propice à la sauvagine. Le relief, le substrat, l'étendue du fetch et l'oligotrophie du lac sont les principaux facteurs expliquant cette situation (G.D.G. Environnement, 1993).

L'Atlas des oiseaux nicheurs du Québec recense tout de même dans les environs du lac Mékinac la nidification de quelques espèces de canards: canard branchu, canard noir, morillon à collier, grand bec-scie et grand héron. Toutefois, ces habitats ne présentent aucun intérêt particulier en raison de leur faible concentration (G.D.G. Environnement, 1993).

Par ailleurs, les observations ornithologiques réalisées en 1992 par G.D.G Environnement ont permis de déceler la présence du grèbe à bec bigarré, du butor d'Amérique et du bihoreau à couronne noire. De plus, soulignons que le faucon pèlerin niche sur les

falaises de la rive ouest du lac Mékinac. Cette espèce dont les aires de nidification sont rares au Québec est susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable.

Enfin, le territoire à l'étude comporte les attributs nécessaires au maintien d'une faune terrestre riche et diversifiée. D'ailleurs, les espèces recensées sont nombreuses: belette, castor, lièvre, ours noir, pour ne nommer que celles-là. Enfin, on y observe un taux d'occupation comparable à la moyenne québécoise (M.R.C. de Mékinac, 1988).

En résumé, il ressort que certaines interventions des villégiateurs dont le remblayage ont des répercussions sur la faune ichthyenne du lac Mékinac.

6.1.3 La végétation aquatique

Tel que mentionné précédemment, un des rôles de la végétation riveraine consiste à intercepter les rayons du soleil et incidemment, minimiser le réchauffement de l'eau. Cette fonction est importante car la température de l'eau agit sur les organismes aquatiques ambiants. À cet égard, mentionnons qu'une eau chaude favorise la prolifération des plantes aquatiques. L'abondance de celles-ci peut devenir une sérieuse contrainte à la pratique de certaines activités aquatiques. Notons qu'au Québec, certaines zones de villégiature dont le lac Memphrémagog ont dû réagir et mettre en place des mesures de mitigation pour remédier à une problématique de prolifération d'algues.

L'évaluation environnementale du barrage Mékinac (G.D.G. Environnement, 1993) ainsi que douze relevés réalisés en septembre 1996 à l'aide d'une grille d'évaluation des impacts environnementaux des aménagements riverains (Appendice B) ont permis de vérifier si le lac Mékinac est affecté par une prolifération de plantes aquatiques. Il convient de préciser que la grille d'évaluation utilisée en est une déjà validée à laquelle nous avons apporté quelques modifications mineures (Guertin, 1985).

D'une part, l'inventaire réalisé dans le cadre de l'évaluation environnementale du barrage Mékinac (G.D.G. Environnement, 1993) indique la présence de 24 espèces végétales au lac Mékinac. Les espèces dominantes recensées sont: le *sparganium angustifolium* (herbier à feuillage flottant), le *typha latifolia* (herbier à feuillage émergent), le *carex lacustris* (prairie humide), le *Myrica gale* (arbustaie basse) et l'*alnus rugosa* (arbustaie haute). On relève également la présence du *Cinna arundinacea*, espèce de graminée de la prairie humide classée par le ministère de l'Environnement et de la Faune parmi les plantes vasculaires susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.

D'autre part, parmi les douze relevés effectués, une seule zone est caractérisée par la présence modérée de végétation aquatique (Appendice B, relevé 8).

Or, le bilan de l'évaluation environnementale (G.D.G. Environnement Ltée, 1993) et des relevés fait ressortir que la végétation aquatique se concentre principalement au fond des baies du lac Mékinac (zones peu profondes et peu exposées aux vents dominants).

On peut ainsi conclure que les interventions sur le milieu naturel faites par les villégiateurs n'engendrent pas la prolifération de plantes aquatiques. D'ailleurs, dans l'évaluation environnementale du barrage Mékinac il est mentionné que "*les aménagements (épis, remblais) réalisés par les riverains ont pu contribuer à réduire davantage le développement de la végétation riveraine et aquatique*" (G.D.G. Environnement, 1993, p.44).

6.1.4 Le paysage

L'analyse de la qualité du paysage vient compléter l'évaluation des ressources naturelles du lac Mékinac. Elle est apparue comme étant un des indicateurs permettant d'évaluer les impacts environnementaux générés par la villégiature au lac Mékinac.

La beauté ou la qualité visuelle d'un site naturel se définit surtout par sa topographie, la qualité, la diversité et la densité de sa végétation ainsi que par la présence d'un cours d'eau. L'intégration des aménagements au milieu naturel (architecture, volume, couleur)

est toute aussi importante. À ce propos, mentionnons qu'un développement de villégiature mal planifié altère la beauté du paysage en provoquant un déséquilibre entre les composantes naturelles, ces dernières étant si chères au choix d'un site de villégiature.

On se doit toutefois de préciser que l'appréciation de l'aspect visuel d'un paysage est souvent empreinte de subjectivité. Pour contrer ou du moins amoindrir la subjectivité présente dans le jugement de la beauté ou de la qualité visuelle d'un paysage, il existe des grilles d'analyse qui intègrent un ensemble de composantes et de critères, permettant ainsi d'augmenter l'objectivité de l'appréciation.

L'instrument de mesure utilisé à cette fin est une grille d'analyse du paysage touristique conçue par Jacques Demers (1992) (Appendice C). Cette grille qui grâce à des expérimentations est en constante évolution, est conçue dans le but mesurer l'impact d'éventuels aménagements sur la qualité du paysage et de l'environnement. Elle permet l'analyse d'une unité de paysage à partir d'un point donné. Par unité de paysage on entend l'ensemble des éléments composant un paysage.

La grille comporte six grandes caractéristiques qui distinguent un paysage : le relief, la végétation, les couleurs, l'hydrologie, les attraits naturels et l'aménagement. Chaque caractéristique implique une évaluation selon des critères pré-établis. Il est à noter que le relief est considéré comme une caractéristique d'une grande importance puisqu'il devient un multiplicateur des autres valeurs du paysage. Une fois la fiche complétée, nous obtenons une valeur numérique pour chaque unité de paysage, ce qui permet de les comparer les unes par rapport aux autres et de déterminer leur importance en fonction de barèmes applicables à l'échelle du Québec. Ainsi, en-deça d'une valeur minimale, le paysage ne peut être considéré comme ayant un intérêt touristique. À l'inverse, un paysage obtenant un pointage élevé, exige un traitement approprié. Qui plus est, cette forme d'analyse facilite le choix des interventions et les types d'aménagement les plus adéquats à effectuer sur le terrain sans dénaturer le paysage.

Lors d'une visite au lac Mékinac en septembre 1996, deux unités de paysage ont fait l'objet d'une analyse. Les résultats de l'évaluation de ces sites accompagnés de photographies sont exposés ci-dessous (voir aussi Appendice C).

La première unité évaluée illustre bien l'encadrement naturel que l'on retrouve au pourtour du lac Mékinac. Plus spécifiquement, il s'agit du Bras de la Croix, secteur laissé à l'état naturel c'est-à-dire sans aménagements. Les traits caractéristiques de ce paysage sont: un relief accidenté marqué par des rives escarpées, une végétation dominante de couleurs variées et contrastantes, un plan d'eau dominant et des attraits naturels remarquables tels que des escarpements rocheux.



Sur cette base, nous avons attribué à cette unité de paysage les valeurs suivantes:

A) RELIEF:	Accidenté = 3,5
B) VÉGÉTATION:	Mélangée, dominante, contraste, bouquets (50%) = 4
C) COULEURS:	Variées, contrastantes, harmonie = 3
D) HYDROLOGIE:	Plan d'eau dominant = 6
E) ATTRAITS:	Présents = 2
F) AMÉNAGEMENT:	Aucun = 0
G) APPRÉCIATION GÉNÉRALE:	Très beau paysage = 3

Total de B+C+D+E+F+G = H = 18
A X H = 3,5 X 18 = 63: Évaluation finale

Or, selon l'échelle de valeurs de Demers (tableau 19), on peut qualifier cette unité de paysage comme étant de très bonne qualité.

Tableau 19
Échelle de valeurs

Paysage d'excellente qualité	81 à 100 points
Paysage de très bonne qualité	61 à 80 points
Paysage de bonne qualité	41 à 60 points
Paysage de moyenne qualité	21 à 40 points
Paysage de faible qualité	-5 à 20 points

Source: Jacques Demers. (1992)

La seconde unité de paysage analysée est située dans la partie sud-ouest du lac Mékinac, dans un secteur où l'on retrouve à la fois une concentration de chalets et un paysage caractéristique. L'appréciation du paysage à cet endroit donne les résultats suivants:



A) RELIEF:	Accidenté = 3,5
B) VÉGÉTATION:	Mélangée, dominante, contraste, bouquets (50%) = 4
C) COULEURS:	Variées, peu contrastantes, harmonie = 2
D) HYDROLOGIE:	Plan d'eau dominant = 6
E) ATTRAITS:	Absence d'attrait naturels remarquables = 0
F) AMÉNAGEMENT:	Convenable = 2
G) APPRÉCIATION GÉNÉRALE:	Beau paysage = 2

Total de B+C+D+E+F+G = H = 16
 A X H = 3,5 X 16 = 56: Évaluation finale

On se doit de préciser que la résidence située à la gauche de la photographie vient réduire l'évaluation de cette unité de paysage. Son architecture, son volume, sa couleur et son terrassement s'harmonisent mal avec le paysage ambiant. Pour leur part, les chalets situés à côté de cette résidence sont bien intégrés au milieu naturel.

Quoi qu'il en soit, selon l'échelle de valeurs de Demers (tableau 19), cette unité de paysage mérite la cote paysage de bonne qualité.

En résumé, les pointages obtenus démontrent que le paysage du lac Mékinac présente un intérêt particulier. On constate toutefois que l'introduction de résidences secondaires abaisse quelque peu la qualité visuelle du paysage. Dans le cas présent, cette diminution est relativement négligeable. L'actuelle faible intensité de développement du lac Mékinac peut expliquer l'impact limité de la villégiature sur la qualité du paysage. On peut néanmoins conclure que la villégiature a un certain impact sur la qualité du paysage. Toutefois, le degré d'incidence est actuellement peu significatif au lac Mékinac.

6.1.5 La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de l'encadrement naturel

À la partie 4.2.3, nous présentions les principales motivations des répondants à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac. Il ressortait alors que la beauté du paysage, la tranquillité des lieux et la qualité de l'eau constituaient les principales raisons invoquées. On pouvait ainsi prétendre que la qualité de l'encadrement naturel représentait la motivation centrale à posséder un chalet au lac Mékinac.

La qualité de l'encadrement naturel est maintenant mesurée sous l'angle de la perception des villégiateurs face à divers indicateurs liés à l'environnement naturel: la qualité du paysage, de l'eau et de la pêche de même que la pollution. Les résultats exposés ci-dessous illustrent donc la perception des répondants face aux indicateurs pré-cités.

6.1.5.1 La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité du paysage

Pour connaître la perception des villégiateurs à l'égard de la qualité du paysage entourant leur résidence secondaire, nous leur avons demandé d'indiquer s'ils considéraient le paysage comme étant de qualité exceptionnelle, bonne, moyenne ou faible. Les répondants ont choisi la catégorie exceptionnelle dans une proportion de 77,3% et, 22,7% ont indiqué que le paysage était de bonne qualité.

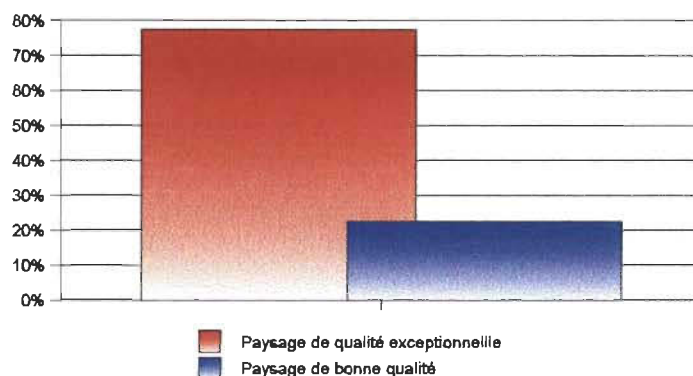


Figure 28. La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité du paysage.

Ces résultats révèlent que les villégiateurs considèrent le paysage entourant le lac Mékinac comme étant de très grande qualité. Ce constat vient corroborer la beauté du paysage comme principale motivation des répondants à posséder un chalet au lac Mékinac. Cependant, la comparaison entre la perception des villégiateurs et l'analyse du paysage effectuée à l'aide d'une grille d'évaluation révèle un léger écart d'appréciation. Deux possibilités peuvent expliquer cette divergence: les villégiateurs surestiment la valeur du paysage ou l'auteure de cette recherche a sous-estimé la qualité visuelle du paysage. Quoi qu'il en soit, cet écart met en lumière la subjectivité de l'appréciation de la qualité visuelle d'un paysage. Il n'en demeure pas moins que le paysage entourant le lac Mékinac est d'une qualité digne de mention.

6.1.5.2 La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de l'eau

Le deuxième indicateur utilisé pour évaluer l'encadrement naturel est la qualité de l'eau. De nouveau, les villégiateurs devaient exprimer leur perception à cet égard et ce, sur une échelle ordinale allant de qualité exceptionnelle à faible. La figure 29 met en relief que 53,3% des répondants ont attribué à la qualité de l'eau la cote bonne, 37,8% la considère comme exceptionnelle, 6,7% estiment que l'eau du lac Mékinac est de qualité moyenne et, 2,2% de faible qualité.

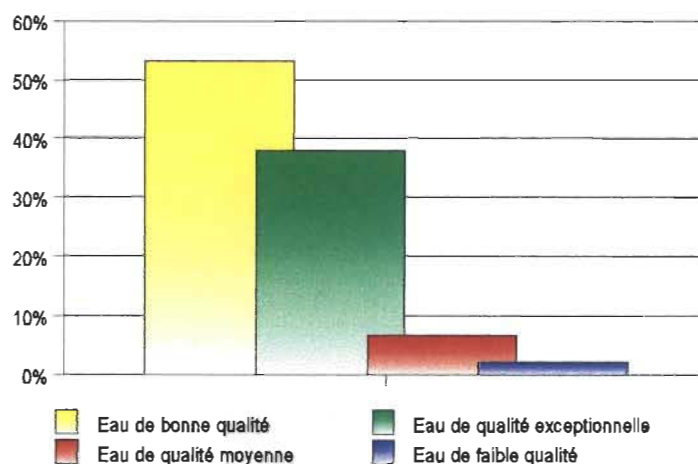


Figure 29. La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de l'eau.

Sur la base de ces résultats, on peut estimer que la majorité des répondants-villégiateurs considèrent l'eau du lac Mékinac comme étant de bonne qualité. Une fois de plus, nous pouvons établir un lien entre ces résultats et ceux des motivations à posséder une résidence secondaire au lac Mékinac, la qualité de l'eau figurant parmi les principaux motifs à posséder un chalet à cet endroit. On peut également noter que la perception des villégiateurs en regard de la qualité de l'eau coïncide avec les résultats des analyses physico-chimiques préalablement exposés.

6.1.5.3 La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de la pêche

Comme autre indicateur de la qualité de l'encadrement naturel, nous avons voulu connaître la perception des villégiateurs en regard de la qualité de la pêche pratiquée au lac Mékinac. Cette perception est également exprimée sur une échelle ordinale à quatre niveaux s'échelonnant de qualité exceptionnelle à faible. Les résultats obtenus dénotent une qualité de pêche variant de moyenne à faible. 44,2% des répondants considèrent la qualité de pêche au lac Mékinac comme étant moyenne, 41,9% la qualifie de faible et, 14% estiment qu'elle est de bonne qualité.

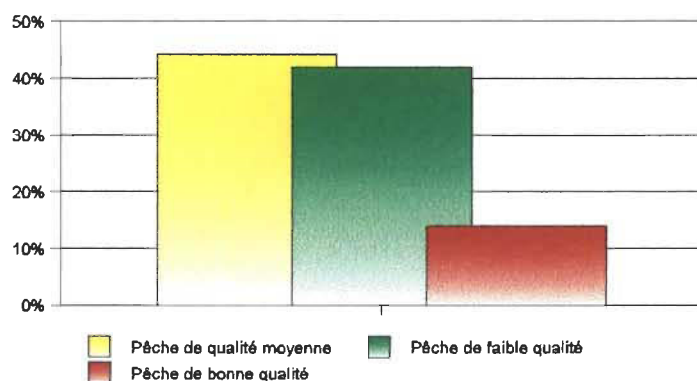


Figure 30. La perception des répondants-villégiateurs face à la qualité de la pêche.

Or, on constate que la pêche exercée au lac Mékinac n'est pas de grande qualité. Malgré cette faible qualité, rappelons que la pêche constitue une des activités de loisir les plus pratiquées par les villégiateurs (71,1% des répondants pratiquent la pêche). Par ailleurs, cette faible qualité de pêche vient appuyer les propos de M. Jean Benoît du ministère de l'Environnement et de la Faune, à l'effet que certaines espèces de poissons connaissent des problèmes de reproduction. On peut ainsi conclure que malgré une ressource ichtyenne se faisant de plus en plus rare, la pêche demeure une activité prisée par les villégiateurs.

6.1.5.4 La perception des répondants-villégiateurs face à la pollution

Enfin, deux questions de l'enquête avaient pour but de vérifier la perception des villégiateurs relativement à l'existence de problèmes de pollution au lac Mékinac et, de connaître le type de même que les sources de pollution.

En ce qui a trait à l'existence de problèmes de pollution, une forte proportion de 88,1% répond par la négative. Toutefois, les répondants affirmant qu'il existe des problèmes de pollution au lac Mékinac (11,9%), identifient la pollution visuelle comme le principal type. Le déboisement abusif de même que la présence de camping improvisé sont les sources de pollution visuelle citées par les répondants. Dans une moindre mesure, quelques répondants déclarent que les motomarines constituent une source de pollution par le bruit.

6.1.6 Synthèse sur l'état des ressources naturelles

À la lumière des données colligées relativement à l'état des ressources naturelles, il ressort que la villégiature exercée au lac Mékinac n'a pas jusqu'à ce jour dégradé de façon sérieuse et importante la qualité des composantes biophysiques. On peut qualifier l'eau comme étant de bonne qualité. On ne décèle pas l'existence d'une surabondance de plantes aquatiques dans les zones aménagées. En revanche, le remblayage des rives effectué par quelques villégiateurs a des effets négatifs sur l'habitat de reproduction du grand brochet. Enfin, l'implantation de résidences secondaires a altéré quelque peu la qualité visuelle du paysage.

6.2 LA TRANSFORMATION DE L'ENCADREMENT NATUREL

La deuxième partie de ce chapitre est consacrée à l'évaluation des principales actions réalisées par les villégiateurs et étant reconnues comme étant celles qui déséquilibrent le cycle environnemental des lacs.

Les impacts environnementaux générés par l'établissement de la villégiature sont, dans bien des cas, le résultat de la transformation de l'encadrement naturel. Les indicateurs retenus pour évaluer la transformation de l'encadrement naturel sont: le degré de déboisement ainsi que les interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace.

6.2.1 Le déboisement

Que ce soit en bordure de plans d'eau ou sur les versants des montagnes, nombreux sont les sites de villégiature où l'on a assisté à un déboisement abusif et ce, afin d'avoir de meilleurs points de vue panoramiques. Pourtant, la couverture forestière joue un rôle fondamental dans l'équilibre écologique de l'environnement lacustre. Elle permet de diminuer les risques d'érosion, elle contribue au maintien de la qualité de l'eau, elle

minimise l'envasement des lacs et le réchauffement des eaux, elle favorise une vie et une reproduction normales de la faune, en plus de constituer une composante esthétique du paysage.

Le déboisement au lac Mékinac a été mesuré à l'aide de la grille d'évaluation des impacts environnementaux des aménagements riverains pré-citée dont un des indicateurs concerne la couverture forestière (Appendice B). La mise en application de cette grille s'est effectuée en septembre 1996 où douze relevés ont été réalisés au pourtour du lac Mékinac. Notons que ces relevés constituent un échantillon représentatif de ce que l'on peut observer au lac Mékinac.

À priori, on doit mentionner que l'appréciation de la couverture forestière s'effectue sur une profondeur de 60 mètres à partir de la rive (évaluation visuelle de la distance). Le degré de déboisement s'évalue en comparant l'état actuel de la couverture forestière par rapport à son état original. L'état original peut être déterminé en se référant à l'état du boisé environnant (espaces non aménagés). La cotation du degré de déboisement s'effectue sur l'échelle ordinale à cinq niveaux qui suit:

LA COUVERTURE FORESTIÈRE

- 1) État naturel - absence de déboisement : 100%
- 2) État naturel légèrement transformé: 75 à 100%
- 3) État naturel moyennement transformé: 50 à 75%
- 4) Déboisement marqué: 25 à 50%
- 5) Peu ou pas d'arbres: 0 à 25%

Les résultats émanant des douze relevés réalisés au pourtour du lac Mékinac se répartissent entre les catégories 1 à 4, c'est-à-dire d'une absence de déboisement à un déboisement marqué. Plus spécifiquement, la catégorie 1 a été observée à un endroit, la catégorie 2 à quatre reprises, la catégorie 3 à 5 endroits et la catégorie 4 a été relevée à deux reprises.

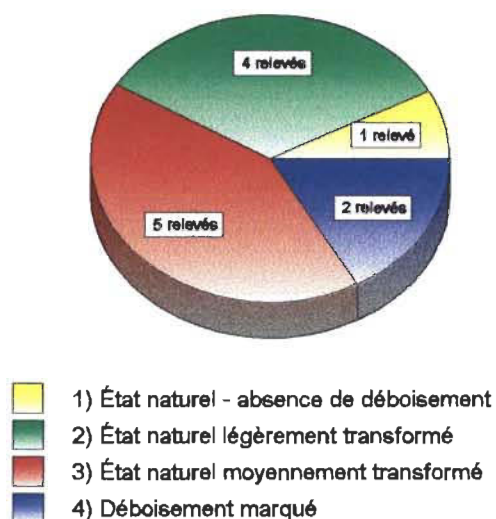


Figure 31. La couverture forestière.

Les quelques fiches de relevés et les photographies les accompagnant présentées à l'appendice B, permettent de bien illustrer le déboisement observé à quelques endroits.

Selon Gilbert & Nadeau (1986), le taux de déboisement maximum permis sur un lot riverain de 3716 mètres carrés s'établit à 40%. Ce taux de déboisement correspond à la catégorie 3 (couverture forestière conservée de 50 à 75%) dans la grille d'évaluation utilisée dans le cadre de la présente recherche. Sur cette base et à la lumière des résultats obtenus, on peut affirmer que le déboisement observé au lac Mékinac n'est pas des plus marqués, à l'exclusion de 2 relevés sur 12 qui dépassent le seuil maximal acceptable (catégorie 4). Cependant, comme nous le verrons ci-dessous, certaines interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace sont beaucoup plus préoccupantes.

6.2.2 L'artificialisation et l'urbanisation de l'espace

L'artificialisation et l'urbanisation de l'espace figurent également comme indicateur de la transformation de l'encadrement naturel. Le type d'interventions que l'on peut désigner comme étant des actions d'artificialisation et d'urbanisation et ayant généralement un impact sur le milieu naturel sont: le remblayage des berges, le nivelage du terrain et l'engazonnement, l'aménagement de quais de béton et de murs de soutènement. En guise d'exemple, illustrons un cas type d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace naturel. Un villégiateur transpose en milieu rural un modèle de développement urbain. Il reproduit le milieu urbain en remplaçant le couvert végétal par de la pelouse et il abat les arbres qui lui obstruent la vue. À cela, on peut ajouter que les chalets se retrouvent aussi entassés que certains développements domiciliaires en milieu urbain.

Ce qui importe surtout de mettre en lumière au sujet de ces interventions est qu'elles créent un déséquilibre écologique entraînant des dommages biophysiques parfois irréversibles (érosion des berges, destruction des habitats fauniques, etc.).

La grille d'évaluation des impacts environnementaux des aménagements riverains précitée (Appendice B) a également servi à la recension d'interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace. Les douze relevés préalablement mentionnés se sont intéressés à ce type d'interventions. La rive², la lisière³, et la beine⁴ ont fait l'objet d'une évaluation sur une échelle ordinale à cinq niveaux. La graduation de l'échelle va d'une absence d'intervention à la présence d'aménagements en dur. Soulignons que la graduation progressive de l'échelle utilisée pour l'évaluation de la rive, de la lisière et de la beine est en corrélation avec le degré d'impact environnemental anticipé. Ainsi, plus nous montons dans l'échelle, plus l'impact escompté est important.

2. Rive: bande de terrain de 10 mètres de profondeur à partir de la ligne des hautes eaux en direction du milieu terrestre.

3. Lisière: bande parallèle à la rive d'environ 1 mètre de profondeur qui se situe entre le milieu terrestre et aquatique.

4. Beine: partie submergée à l'intérieur de laquelle les plantes aquatiques peuvent se développer - environ 5 mètres.

La compilation des interventions observées sur la rive donne le portrait suivant. La moitié des propriétés évaluées se retrouvent dans la catégorie 4 (aménagement paysager, ornemental, pelouse). Le tiers sont classées dans la catégorie 3 (état naturel moyennement transformé). Dans une moindre mesure, les autres relevés se distribuent dans les catégories 1 et 2.

Pour ce qui est de la lisière, cette bande d'environ 1 mètre se situant entre le milieu terrestre et aquatique, celle-ci fait également l'objet d'interventions pouvant avoir des répercussions environnementales. Parmi les douze sites évalués, six se classent dans la catégorie 3, c'est-à-dire qu'on y observe un état naturel moyennement transformé qui se traduit par des aménagements pouvant avoir un impact modéré sur le milieu naturel. On recense également deux endroits où des travaux de remblayage ou de déblayage ont été effectués (transformation majeure) et deux autres sites où l'on observe des aménagements en dur (mur de soutènement, rampe de mise à l'eau, quais ou abris pour bateau). Enfin, on constate que la lisière d'un site est laissée à l'état naturel et un autre dont la lisière est légèrement transformée.

En ce qui concerne les interventions réalisées dans la partie submergée appelée la beine, la majorité des résidences observées possèdent une beine laissée à l'état naturel (9/12), deux comportent des aménagements légers (quais flottants) et une est pourvue d'aménagements parallèles à la rive (état naturel moyennement transformé).

Tableau 20
La synthèse des interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace -
12 relevés (%)

	LA RIVE (%)	LA LISIÈRE (%)	LA BEINE (%)
1) ÉTAT NATUREL - ABSENCE D'INTERVENTION	8,3%	8,3%	75%
2) ÉTAT NATUREL LÉGÈREMENT TRANSFORMÉ	8,3%	8,3%	16,7%
3) ÉTAT NATUREL MOYENNEMENT TRANSFORMÉ	33,3%	50%	8,3%
4) TRANSFORMATION MAJEURE	50%	16,7%	0%
5) AMÉNAGEMENT EN DUR	0%	16,7%	0%

Les données présentées au tableau 20 démontrent clairement que la rive et la lisière font fréquemment l'objet d'interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace. Ce phénomène n'est pas exclusif au lac Mékinac puisque Gilbert & Nadeau (1986) dans leur étude de la villégiature privée dans la région Magog-Orford ont observé que 50% des propriétaires riverains ont modifié l'aspect naturel des rives.

En résumé, sur la base des douze relevés effectués au pourtour du lac Mékinac qui, répétons-le, sont représentatifs de ce qui est observable sur l'ensemble de ce plan d'eau, l'intervention d'artificialisation et d'urbanisation la plus fréquemment observée et reconnue comme étant potentiellement dommageable pour le milieu naturel est sans conteste l'engazonnement de la rive. Il faut cependant souligner que, bien que quelques propriétés et leur environnement aient une allure banlieusarde, d'autres sont aménagées dans le respect de la fragilité de l'environnement lacustre.

6.2.3 L'érosion des berges

Les lacs sont des milieux particulièrement sensibles. Toute introduction incontrôlée d'éléments artificiels entraîne des perturbations en série. Certaines transformations du milieu naturel ou des aménagements inadéquats peuvent provoquer une instabilité du milieu riverain et affecter l'environnement naturel. Certains de ces effets sont facilement observables, notamment l'érosion des berges.

L'érosion est un phénomène complexe. Il est toutefois reconnu que l'eau est le principal agent d'érosion. L'absence de végétation conjuguée à une topographie accidentée et à un type de sol inapproprié, le tout accompagné d'une pluie abondante, voilà tous les ingrédients susceptibles de provoquer l'érosion du sol. Le vent peut aussi créer ou accélérer l'érosion.

Les deux indicateurs dont nous avons traité préalablement, soit le déboisement et les interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace, ont pour effets de détruire le couvert végétal et de diminuer la force et la consistance du sol, le rendant ainsi très vulnérable à l'érosion. Conséquemment, il apparaît important de vérifier si le développement de la villégiature au lac Mékinac engendre des problèmes d'érosion.

L'évaluation de l'érosion des berges du lac Mékinac est d'une part basée sur des données secondaires issues d'une évaluation environnementale du barrage Mékinac réalisée par G.D.G. Environnement (1993) pour le compte d'Hydro-Québec. D'autre part, la grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains a également permis de déceler l'existence ou non d'érosion. Enfin, à partir de diverses informations colligées à l'aide de la grille d'évaluation des aménagements riverains, nous pouvons établir s'il existe une relation entre la transformation de l'encadrement naturel et l'érosion observée au lac Mékinac.

Dans le cadre de l'évaluation environnementale du barrage Mékinac, l'érosion des berges du lac Mékinac a fait l'objet d'une analyse complète. Le constat global émanant de cette évaluation révèle que *«la plupart des zones d'érosion identifiées semblent surtout résulter*

de l'action combinée du vent et des vagues qui, à la faveur d'un long fetch, est particulièrement intense dans la partie sud du lac» (G.D.G. Environnement, 1993, p. 41).

En ce qui a trait à l'impact de la villégiature sur l'érosion des berges, le bilan des résultats de l'évaluation environnementale fait ressortir deux faits saillants. En premier lieu, il est mentionné qu'un secteur du lac Mékinac (rive ouest) où l'on retrouve plusieurs résidences secondaires subit un lessivage intense et une dérive littorale importante vers le sud. Pour contrer l'action des vagues et ralentir la dérive des sédiments, les villégiateurs ont par endroit aménagé les berges en y installant des pierres et des épis de blocs. En second lieu, on apprend dans l'évaluation environnementale que parmi les zones d'érosion inventoriées, deux sont situées dans la zone de villégiature actuelle. À ce sujet, il faut savoir que ces sites de villégiature sont localisés sur des berges constituées de silt sableux dont les risques d'érosion sont généralement élevés. En plus, ces sites sont soumis à l'action des vagues et d'une dérive littorale importante.

Or, selon ces informations, il ressort que l'existence de zones d'érosion au pourtour du lac Mékinac n'est pas attribuable à l'implantation de résidences secondaires. L'érosion est davantage le résultat de l'action combinée des vagues et du vent. La composition géologique des berges est également un facteur pouvant expliquer l'existence de certaines zones d'érosion.

Pour leur part, les douze relevés avaient aussi pour but de détecter l'existence de zones d'érosion provoquées par l'implantation de la villégiature. La cotation du degré d'érosion s'est également effectuée sur une échelle ordinale à cinq niveaux qui va de l'absence d'érosion à une érosion marquée.

À l'instar de l'évaluation environnementale du barrage Mékinac, la plupart des propriétés évaluées ne comportent que de faibles marques d'érosion (Appendice B). Et, aussi étonnant que cela puisse paraître, les terrains ayant fait l'objet de travaux de terrassement et d'engazonnement ne présentent aucun signe d'érosion ou de très faibles. Par contre, leur stabilité actuelle ne signifie pas pour autant qu'ils soient exempts à tout jamais de problèmes d'érosion. Il n'en demeure pas moins que ces travaux dénaturent le paysage.

6.2.4 La relation entre la transformation de l'encadrement naturel et l'érosion des berges

Il est reconnu que le déboisement abusif de même que les interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace entraînent des problèmes d'érosion du sol. Cette partie a donc pour dessein de vérifier si la transformation de l'encadrement naturel a des incidences sur l'érosion des berges du lac Mékinac. Pour arriver à établir s'il existe une telle relation, nous avons mis en commun diverses informations colligées dans la grille d'évaluation des impacts des aménagements riverains. Plus spécifiquement, nous avons confronté les observations relatives à la couverture forestière, à la rive, à la lisière et à la beine à celles portant sur l'érosion des berges.

Il ressort de cette confrontation qu'il est difficile d'établir un lien entre la transformation de l'encadrement naturel et l'érosion des berges du lac Mékinac. Certains terrains ayant subi un déboisement moyen ou marqué et dont la rive ou la lisière a été soumise à des transformations majeures ne présentent aucun signe d'instabilité digne de mention. Inversement, un terrain laissé pratiquement à l'état naturel montre des marques d'érosion modérée. Or, ces résultats démontrent que les interventions des villégiateurs ont jusqu'à maintenant peu de répercussions sur l'érosion du sol. Donc, conformément à l'évaluation environnementale du barrage Mékinac, nous affirmons que les plus grands responsables de l'érosion des berges du lac Mékinac sont les vagues et le vent.

6.3 LA SYNTHÈSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

Les données présentées dans ce chapitre permettent de dégager certains constats.

■ L'état des ressources naturelles

Selon des analyses physico-chimiques, l'eau du lac Mékinac est de bonne qualité. Elle est favorable au maintien de diverses espèces de poissons et à la pratique d'activités aquatiques. Par contre, bien que l'on recense diverses populations ichtyennes, certaines connaissent des problèmes de reproduction. À cet égard, mentionnons que le remblayage des rives effectué par certains villégiateurs a des incidences sur l'habitat du grand brochet.

La problématique de prolifération d'algues vécue par plusieurs zones de villégiature n'est pas présente au lac Mékinac. Qui plus est, les épis et les remblais aménagés par certains villégiateurs ont possiblement aidé à réduire le développement de la végétation aquatique.

Enfin, au chapitre de la qualité du paysage, l'implantation de résidences secondaires altère quelque peu la qualité visuelle.

■ La perception des villégiateurs face à la qualité de l'encadrement naturel

La majorité des répondants qualifient le paysage et l'eau du lac Mékinac comme étant de très bonne qualité. Cette perception à l'égard de la qualité du paysage et de l'eau concorde avec les résultats de cette recherche. En revanche, les répondants considèrent que la pêche est de faible qualité, ce qui vient confirmer les problèmes de reproduction de certaines populations ichtyennes soulevés par le ministère de l'Environnement et de la Faune. Finalement, la très grande majorité des répondants déclarent qu'il n'existe pas de problème de pollution au lac Mékinac.

■ **La transformation de l'encadrement naturel**

Sur la base des observations effectuées au pourtour du lac Mékinac, on peut affirmer que le déboisement atteint un degré que l'on peut qualifier d'acceptable. Par contre, plusieurs villégiateurs ont dénaturé le paysage en réalisant des interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace. L'intervention la plus fréquemment observée et certes, une qui à long terme peut avoir des effets néfastes sur le milieu naturel est l'engazonnement de la rive.

■ **L'érosion des berges**

L'analyse de données secondaires conjuguée à des observations sur le terrain permettent d'affirmer que l'existence de zones d'érosion n'est pas attribuable à la villégiature. La composition géologique des berges ainsi que l'action combinée du vent et des vagues sont les principales causes de l'érosion des berges du lac Mékinac.

■ **La relation entre la transformation de l'encadrement naturel et l'érosion des berges**

La mise en commun de diverses données recensées permet d'établir qu'il n'existe aucun lien apparent entre la transformation de l'encadrement naturel et l'érosion des berges du lac Mékinac. C'est donc dire que le déboisement et les interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace n'ont pas entraîné, jusqu'à maintenant, de problèmes d'érosion du sol.

6.4 DISCUSSION - SYNTHÈSE SUR LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

La villégiature a été à maintes reprises décriée en raison des impacts environnementaux qu'elle génère sur les milieux d'accueil. Au Québec, au cours des années 1970, de nombreux promoteurs de centres de villégiature ont été pointés du doigt à cause des modifications qu'ils infligeaient au milieu physique mais aussi parce qu'ils défiguraient des sites disposant de haut potentiel récréatif. Le problème est devenu à ce point sérieux que

l'État a défini de nouvelles règles de gestion des terres utilisées à des fins de villégiature.

Dans le cas qui nous intéresse, il semble que la villégiature exercée au lac Mékinac a entraîné jusqu'à présent peu de répercussions sur les milieux hydrique et biophysique. La faible concentration de chalets peut expliquer, du moins en partie, que les impacts environnementaux soient faibles.

Malgré la réglementation mise en place et tous les efforts de sensibilisation faites auprès des québécois à l'égard de la protection de l'environnement en général et de la qualité de l'eau en particulier, on constate néanmoins que les propriétés naturelles des berges sont encore remplacées ou mal utilisées par des aménagements inadéquats, et les villégiateurs du lac Mékinac ne font pas exceptions. Le déboisement abusif de même que le remblayage et l'engazonnement des rives observés à certains endroits au lac Mékinac demeurent des pratiques causant des torts souvent irréparables à ce milieu recelant un haut potentiel récréotouristique.

Enfin, mentionnons que le contrôle des impacts environnementaux est fondamental puisque, n'oublions pas, que les ressources naturelles constituent la matière première de tout site de villégiature.

CHAPITRE 7

LA VILLÉGIATURE COMME LEVIER DE REVITALISATION

Ce septième et dernier chapitre consiste à dresser un ultime bilan lié à la problématique de cette recherche. En fait, il s'agit de vérifier dans quelle mesure la villégiature exercée dans le secteur du lac Mékinac peut agir comme levier de revitalisation de ce territoire dévitalisé. Pour ce faire, nous dégageons en premier lieu un bilan synthèse et analytique des résultats obtenus et ce, en regard du cadre de référence sur lequel repose cette recherche. La validation de ce cadre de référence et de la méthodologie complète cette première partie. Vient en second lieu, une analyse prospective des impacts pouvant être générés par un projet de développement récréotouristique en cours dans le secteur du lac Mékinac. La troisième partie expose les étapes d'un processus de revitalisation locale axé sur le développement de la villégiature. Enfin, la quatrième et dernière partie de ce chapitre présente des recommandations sur lesquelles doit s'appuyer le processus de revitalisation locale proposé.

7.1 LES RÉSULTATS VERSUS LE CADRE DE RÉFÉRENCE

Cette première partie du chapitre 7 a pour dessein de dresser un bilan synthèse et analytique des principaux résultats de cette recherche. L'état de dévitalisation de la M.R.C. de Mékinac est d'abord présenté. Les impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature exercée au lac Mékinac sont, par la suite, passés en revue et analysés dans une perspective de développement local. Un retour critique sur le cadre de référence ainsi que sur la méthodologie utilisée conclut cette première partie.

7.1.1 L'état de dévitalisation de la M.R.C. de Mékinac

Tel qu'énoncé dans la problématique de cette recherche, il est reconnu que la dévitalisation territoriale est attribuable à l'émergence de facteurs exogènes et endogènes qui viennent influencer le développement d'un territoire donné (Vachon, 1993). Dans le cas de la M.R.C. de Mékinac, l'analyse de la situation démontre clairement que cette région éprouve des difficultés socio-démographiques et économiques importantes. Telle que bien d'autres au Québec, cette région rurale est soumise à des facteurs externes (exogènes) qui, particulièrement au cours des vingt dernières années, ont largement influencé son développement. À ce titre, citons la polarisation économique qui a contribué à la marginalisation de ce territoire. Ajoutons à cela, le haut niveau de dépendance extérieure de l'industrie forestière, principale activité économique de la M.R.C., la libéralisation des marchés de la matière ligneuse de même que la concurrence mondiale accrue de la foresterie qui sont tous des facteurs exogènes ayant contribué au déclin de la M.R.C. de Mékinac. À ce sujet, il convient de souligner que la quasi mono-industrialisation caractérisant cette région comporte des risques de perturbations économiques plus élevés qu'une région dont la structure économique est diversifiée.

En ce qui a trait aux facteurs endogènes de la dévitalisation locale, c'est-à-dire les caractéristiques illustrées dans le cercle de la dévitalisation locale de Vachon (1993), celles-ci dépeignent bien la désintégration que connaît le territoire à l'étude. La situation de sous-emploi, la diminution, le vieillissement et l'appauvrissement de la population, l'exode des jeunes, le faible niveau de scolarité, la démobilisation sociale et l'effritement du sentiment d'appartenance figurent au nombre des caractéristiques indicatrices de la dévitalisation de la M.R.C. de Mékinac.

Or, à la lumière de ce portrait de la situation du territoire à l'étude, il ne laisse aucun doute que la M.R.C. de Mékinac constitue une collectivité dévitalisée. Toutefois, tel que dénoté dans la planification stratégique de la M.R.C. (Gauthier, 1994), il semble que ni la population, ni les élus locaux et les intervenants socio-économiques n'arrivent à instaurer une volonté de mobilisation, une des conditions essentielles à tout processus de revitalisation. Ainsi, tant et aussi longtemps qu'aucun leader régional ne favorisera la prise en charge du milieu de leur propre devenir collectif, la M.R.C. de Mékinac continuera de subir un déclin socio-démographique et économique.

7.1.2 La villégiature au lac Mékinac: les répercussions socio-économiques et environnementales

Préconisé comme un phénomène pouvant agir comme levier de revitalisation, la villégiature a fait l'objet d'une analyse sous l'angle des impacts socio-économiques qu'elle génère sur le territoire à l'étude.

Au plan des répercussions économiques, d'entrée de jeu, on peut affirmer que les taxes foncières en provenance de la villégiature constituent un important revenu d'appoint pour Saint-Joseph de Mékinac (Boucher) puisqu'elles représentent plus de 44% de l'assiette fiscale totale de la municipalité. En contrepartie, on doit souligner que cela entraîne une grande dépendance financière de la municipalité en regard de la villégiature.

Pour leur part, les déboursés des villégiateurs en matière d'amélioration et d'entretien de leur propriété de même que leurs dépenses courantes engendrent dans l'économie locale et régionale des retombées considérables. À ce propos, il importe surtout de mettre en relief que la plus large part (37,7%) des dépenses des villégiateurs, tous types confondus,

se répercute dans l'économie locale de Saint-Joseph de Mékinac et ce, malgré une structure commerciale très peu développée. En effet, Saint-Joseph de Mékinac, petit village abritant une population permanente de 300 habitants, dispose de peu de commerces. On y retrouve seulement un magasin que l'on peut qualifier de général (alimentation, articles de chasse et de pêche, produits divers), un garage avec station-service, une auberge avec bar-attendant et quelques casse-croûte. À ce sujet, notons que la présence de centaines de villégiateurs engendre un surplus d'activités commerciales mais, l'accroissement démographique actuel ne semble pas justifier une diversification commerciale viable. Il n'en demeure pas moins que près de 38% des dépenses associées à la villégiature profitent à l'économie de Saint-Joseph de Mékinac et que les municipalités avoisinantes bénéficient de plus de 34% des dépenses des villégiateurs. Ainsi, ces revenus locaux et régionaux peuvent être considérés comme un apport très considérable dans une région où l'économie périclité.

Ces résultats corroborent ceux de certaines études préalablement réalisées attestant que la villégiature profite à l'économie régionale (M.L.C.P., 1983; Gilbert & Nadeau, 1986; Samson, 1988). Par contre, ils soulèvent des questionnements quant aux propos de certains chercheurs, particulièrement Saint-Amour (1979) qui alléguait que la majorité des propriétaires de résidences secondaires effectuaient bon nombre de leurs dépenses associées à la villégiature dans leur localité d'origine. Qui plus est, Saint-Amour (1979) affirmait que la villégiature ne constitue pas un apport économique important pour les milieux d'accueil. À ce propos, citons Saint-Amour:

il semblerait que l'impact principal se retrouve dans les phases initiales du développement de la villégiature: achats de terrains, construction. À la longue cependant, la situation s'inverse puisque la collectivité doit payer les coûts de services additionnels en plus de devoir subir les problèmes écologiques (Saint-Amour, 1979, p. 43).

Sans rejeter en bloc les allégations de Saint-Amour, cette citation mérite quelques remarques. Dans le cas du lac Mékinac, on doit préciser que la villégiature actuelle n'est

pas dans sa phase initiale de développement puisque la vocation de villégiature de ce secteur existe depuis de nombreuses années. Toutefois, lorsque l'on pense au projet de développement en cours, les propos de Saint-Amour nous amènent à croire que l'implantation projetée de nombreux chalets favorisera un boom économique sans pareil sur la collectivité et la région d'accueil (voir 7.2).

En revanche et toujours en lien avec les propos de Saint-Amour, la villégiature occasionne des dépenses supplémentaires à la municipalité d'accueil. Dans le cas de Saint-Joseph de Mékinac, les dépenses directes ayant pu être comptabilisées sont celles liées à la voirie municipale (déneigement et entretien du chemin du lac Mékinac) ainsi que les dépenses inhérentes à la collecte des ordures. Annuellement, le coût des services délivrés par la municipalité s'établit à près de 50 000\$. Toutefois, considérant l'apport financier provenant d'une subvention gouvernementale pour l'entretien du réseau routier local, les dépenses municipales en services imputables à la villégiature exercée au lac Mékinac ne représentent qu'environ 20 000\$ par année. Cependant, le pacte fiscal du ministre Trudel qui fait actuellement l'objet d'un vigoureux débat au sein des municipalités du Québec et qui a pour finalité de délester aux municipalités des responsabilités additionnelles, contribuera à hausser les dépenses des municipalités et conséquemment, celles associées à la villégiature. Soulignons, que ce transfert de responsabilités constitue un choix politique qui s'ajoute aux autres facteurs exogènes du processus d'exclusion énoncés préalablement.

Malgré tout, la ventilation des revenus générés par la villégiature et des dépenses municipales en services fait ressortir que la villégiature exercée au lac Mékinac est actuellement économiquement profitable pour la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac (Boucher).

Au chapitre des incidences sociales, l'évaluation réalisée dans le cadre de cette recherche démontre tout d'abord que la venue périodique de villégiateurs occasionne une croissance démographique importante. À cet effet, rappelons que le nombre de villégiateurs séjournant uniquement au lac Mékinac est évalué à plus de 230 personnes alors que la population permanente de Saint-Joseph de Mékinac est de 300 personnes. De surcroît, on estime à 500 personnes le nombre de villégiateurs séjournant sur l'ensemble du territoire de Saint-Joseph de Mékinac (lacs Mékinac, du Missionnaire, aux Loutres, Thom, Dumont). Ainsi, l'effectif total de villégiateurs y séjournant est plus important que le nombre de résidents permanents. Dans une région qui connaît une diminution constante de population, cet apport démographique, quoique périodique, peut être considéré comme positif, bien qu'il ne règle aucunement la problématique de décroissance démographique.

En contrepartie, un tel poids démographique peut laisser présager des incidences sociales négatives, la population locale pouvant se sentir envahie et dérangée par les centaines de villégiateurs. C'est d'ailleurs ce que nous avons tenté de mesurer lors de cette recherche. Toutefois, l'approche méthodologique retenue n'a pas permis de vérifier auprès de la population locale si la présence de centaines de villégiateurs entraînait une amélioration ou une détérioration de leur qualité de vie. En dépit de cette limite, la mesure des incidences sociales démontre que, selon la perception des villégiateurs, la cohabitation entre la population permanente et les villégiateurs semble donner satisfaction aux deux parties et ce, malgré des distanciations importantes au chapitre du profil socio-démographique et économique de ces deux populations. En effet, cette étude a permis de démontrer que la présence de villégiateurs en provenance majoritairement de milieux urbains et ayant un statut socio-économique supérieur à la population d'accueil ne crée pas de difficultés de cohabitation. Les différences culturelles et les dichotomies entre les modes de vie urbain et rural ne semblent pas causer de tensions entre ces deux groupes cohabitant sur le même territoire. De plus, l'important écart entre le profil socio-

économique de la population locale (collectivité dévitalisée) et celui des villégiateurs (socio-économiquement favorisés) n'engendre pas de conflits dus à la distanciation socio-économique.

Par ailleurs, on relève un faible engagement social des villégiateurs au sein de la collectivité d'accueil. L'implication dans des organismes autres que l'Association des propriétaires de chalet du lac Mékinac est quasi-inexistant. Cette faible implication sociale peut s'expliquer par le séjour périodique et temporaire des villégiateurs, contexte qui ne favorise pas l'engagement social. Par contre, il est plus étonnant de constater leur faible participation à des activités socio-communautaires (fêtes et festivals) tenues localement ou régionalement (68,2% des répondants affirment ne pas y assister). Sur la base de telles données, on peut prétendre que le séjour des villégiateurs est concentré à la résidence secondaire, les activités de plein air et nautiques à proximité du chalet occupant le temps libre des villégiateurs.

Ces constatations ne signifient pas pour autant un problème d'insertion sociale entre les villégiateurs du lac Mékinac et la population locale. Au contraire, il y a lieu de se demander si la faible implication sociale des villégiateurs contribue positivement à l'harmonie entre ces deux populations. Sans prétendre que cet énoncé est plausible, puisqu'il n'a pas été mesuré dans le cadre de cette recherche, il serait éventuellement fort intéressant de vérifier si le peu d'interrelations sociales entre les villégiateurs et la population locale contribue positivement ou négativement à l'harmonie entre ces deux groupes. Il n'en demeure pas moins que, dans une perspective de développement local, la faible implication des villégiateurs du lac Mékinac est déplorable.

Somme toute, il semble que la villégiature actuellement exercée au lac Mékinac entraîne peu de répercussions sociales négatives sur la collectivité d'accueil. Toutefois, bien que

l'on assiste à une croissance numérique de la population, cet apport démographique n'agit aucunement sur la redynamisation sociale et ce, en raison de la faible implication des villégiateurs au sein de la collectivité d'accueil.

Pour sa part, la mesure des incidences environnementales occasionnées par la présence d'une centaine de résidences secondaires au pourtour du lac Mékinac démontre que l'impact sur les composantes biophysiques du milieu est jusqu'à présent assez faible. Il n'en demeure pas moins que les travaux de remblayage des berges réalisés par certains villégiateurs de même que les nombreuses interventions d'artificialisation et d'urbanisation de l'espace sont déplorables, bien que pour le moment du moins, ces actes n'aient pas créé d'importants déséquilibres écologiques. On doit également souligner que l'implantation de résidences secondaires a quelque peu altéré la qualité du paysage. Toutefois, il faut bien l'avouer, cette dégradation visuelle est quasi-inévitable puisque l'introduction d'aménagements, si harmonieux et respectueux soit-il, ne peut préserver l'intégrité du paysage. Cette remarque ne justifie pas pour autant les actions de dégradation du milieu naturel posées par quelques villégiateurs du lac Mékinac.

La faiblesse des répercussions environnementales observées au lac Mékinac vient contredire les résultats de certaines études, notamment Saint-Amour (1979) ainsi que Gilbert & Nadeau (1986). Ces divergences peuvent s'expliquer par l'actuel faible développement (compte tenu de l'étendue du territoire) de la villégiature au lac Mékinac.

En résumé, cette étude a permis de démontrer que l'apport économique local en provenance de la villégiature exercée au lac Mékinac est considérable et ce, malgré une structure économique commerciale très peu développée. Toutefois, la croissance démographique générée par la villégiature actuelle ne contribue pas à redynamiser la vie sociale du territoire à l'étude, et les dépenses qui y sont associées, ne justifient pas le

déploiement de nouveaux services et conséquemment, de nouveaux emplois. Ainsi, il apparaît que la villégiature doit atteindre un certain stade de développement pour que les répercussions engendrent de réels changements sur la situation socio-économique du milieu d'accueil. Toutefois, le développement massif de la villégiature et les bienfaits économiques sous-jacents ne doit pas se faire au détriment de la qualité de vie de la population locale. Le développement de la villégiature ne doit pas également porter préjudice à l'environnement physique, souvent exceptionnel, qui l'accueille. L'atteinte d'un équilibre économique-social et environnemental est donc l'objectif à poursuivre.

Somme toute, dans une perspective de développement local on peut affirmer que les impacts de la villégiature actuelle pratiquée au lac Mékinac contribuent à (se référer au cercle de la dévitalisation locale):

- bonifier quelque peu la situation de sous-emploi en consolidant quelques emplois locaux et régionaux particulièrement dans le secteur des services;
- amoindrir, si peu soit-il, l'appauvrissement de la population par l'apport économique qui se répercute sur l'activité commerciale locale et régionale;
- aviver l'intérêt des élus locaux. Un projet de développement de la villégiature tel que celui actuellement en cours dans le secteur du lac Mékinac ne peut qu'encourager les élus locaux face au développement de leur collectivité;
- mettre en valeur l'environnement naturel du territoire.

En contrepartie, la villégiature actuellement exercée au lac Mékinac ne contribue pas à enrayer (se référer au cercle de la dévitalisation locale):

- l'exode des jeunes;
- la diminution et le vieillissement de la population;
- la dégradation, la démobilisation sociale et le désintéressement pour la vie communautaire de la population permanente;
- le faible niveau de scolarité de la population locale. Le haut niveau de scolarité des villégiateurs ne contribue aucunement à rehausser celui de la population permanente.

Ainsi, les bénéfices actuellement engendrés par la villégiature ne réussissent pas à eux seuls à la revitalisation socio-démographique et économique de la collectivité d'accueil.

7.1.3 La validation du cadre de référence et de la méthodologie de recherche

Pour conclure cette première partie du chapitre 7, il convient de jeter un regard critique au cadre de référence sur lequel prend assise cette recherche ainsi que sur la méthodologie utilisée et ce, en regard des résultats obtenus.

7.1.3.1 Le cadre de référence

Il importe, tout d'abord, de rappeler que le cadre de référence sur lequel est basé cette recherche intègre des connaissances issues des domaines du développement local (Vachon, 1993) et de la gestion environnementale des écosystèmes lacustres (Pinel Alloul, 1994). Toutefois, l'application de ce cadre de référence au phénomène de la

villégiature comme levier de revitalisation n'a fait l'objet d'aucune expérimentation préalable.

Considérant qu'il en est à sa première mise en application, on peut estimer que la mise en commun des résultats obtenus par l'analyse de l'état de dévitalisation et par la mesure des impacts générés par la villégiature permet d'atteindre l'objectif général de cette recherche qui, rappelons-le, est de vérifier dans quelle mesure les impacts socio-économiques et environnementaux générés par la villégiature pratiquée au lac Mékinac peuvent agir comme levier de revitalisation de ce territoire dévitalisé. Ainsi, il apparaît que les composantes du cadre de référence répondent adéquatement aux besoins de cette recherche. Il semble que ce soit davantage au plan méthodologique que certaines corrections doivent être apportées.

7.1.3.2 La méthodologie de recherche

Bien que l'approche holistique d'analyse retenue aux fins de la présente recherche permet d'avoir un portrait global des impacts générés par la villégiature, en contrepartie, la méthodologie sous-jacente comporte quelques limites qu'une prochaine recherche pourrait certes enrayer.

Au chapitre des incidences sociales, nous suggérons de procéder à une investigation auprès de la population locale et ce, afin de connaître leur perception face à l'impact de la villégiature. En ce qui a trait à la mesure de la création d'emplois, un traitement à l'aide du modèle intersectoriel du Bureau de la Statistique du Québec permettrait d'avoir un portrait exact de la situation. Mentionnons également qu'une étude d'impact environnemental dans sa forme la plus pure permettrait d'évaluer avec grande exactitude

les incidences environnementales générées par la villégiature sur un site donné. À ce propos, précisons que les limites que comporte un tel travail académique ne se prêtaient pas à une étude environnementale exhaustive.

En résumé, bien que la méthodologie employée occasionne un niveau d'approfondissement restreint à certains égards, cette recherche a néanmoins démontré que la villégiature peut être considérée comme un élément dynamique de revitalisation. Toutefois, pour constituer un véritable levier de revitalisation, la villégiature doit atteindre un seuil de développement supérieur à ce que l'on observe actuellement au lac Mékinac. Ainsi, la deuxième partie de ce chapitre est consacrée à une analyse prospective de l'impact de la villégiature basée sur un important projet de développement récréotouristique dans le secteur du lac Mékinac.

7.2 ANALYSE PROSPECTIVE DES IMPACTS DE LA VILLÉGIATURE DANS LE SECTEUR DU LAC MÉKINAC

L'évaluation des impacts réalisée dans le cadre de cette recherche est basée sur la situation prévalant au lac Mékinac en 1996-1997. Par contre, tel que mentionné précédemment, le secteur du lac Mékinac fait actuellement l'objet d'un projet majeur de développement récréotouristique. Ce projet comprend notamment l'implantation de divers modes d'hébergement (villégiature privée, chalets locatifs, auberges, camping), d'une marina, d'une gamme variée d'activités récréatives quatre saisons et de nombreux services destinés à des fins d'utilisation publique. Selon une estimation réalisée en 1995 par le Bureau de la Statistique du Québec, les coûts d'immobilisation reliés au développement de la villégiature privée généreront des investissements de l'ordre de 19 millions de dollars (BPC Environnement, 1995). À ce propos, soulignons que les

promoteurs prévoient l'implantation de 175 à 200 chalets privés dans les secteurs des lacs Mékinac et du Missionnaire.

Il va sans dire qu'un tel projet de développement laisse présager des impacts remarquables sur le milieu d'accueil. Tout d'abord, mentionnons que la phase de construction (chalets, auberge, marina, route d'accès, infrastructures, etc.) engendrera vraisemblablement des retombées socio-économiques considérables sur la région. À ce titre, on a qu'à penser à l'achat des matériaux nécessaires à la construction des équipements, à l'embauche d'entrepreneurs en excavation et en terrassement, d'électriciens, de plombiers, d'entrepreneurs généraux qui sont, presque inévitablement, reliés à l'aménagement de cette zone de villégiature. D'ailleurs, au chapitre de la main-d'oeuvre, l'estimation réalisée par le Bureau de la Statistique du Québec indique que les dépenses d'immobilisation procureront de l'emploi à 237 personnes-année.

À première vue et sur la base de ces données, il semble que ce projet représente une bonne opportunité de développement de ce territoire dévitalisé. Cependant, dans une perspective de développement local, il est impératif que les promoteurs et les futurs propriétaires de terrain fassent appel à des entreprises locales ou régionales pour l'achat des matériaux ainsi que pour la réalisation des travaux d'implantation, sinon les retombées socio-économiques sur la collectivité d'accueil seront négligeables.

De plus, il importe de souligner que les possibilités de revitalisation socio-économique dont recèle ce projet sont loin d'être éphémères puisqu'une fois le projet réalisé dans son ensemble, il engendrera la venue de nombreux villégiateurs séjournant périodiquement à Saint-Joseph de Mékinac. Si la composition des groupes de villégiateurs s'apparente à celle actuellement observée (2.5 personnes par résidence secondaire), on peut estimer que l'effectif de villégiateurs sur l'ensemble du territoire de la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac passera de 500 à près de 1 000 villégiateurs. N'oublions pas que la

population permanente est de 300 personnes.

Une telle croissance démographique peut être la source de divers bénéfices. Tout d'abord, de toute évidence, l'implantation de près de 200 résidences secondaires occasionnera une augmentation des revenus d'impôt foncier payés par les villégiateurs à la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac (Boucher). Mais au-delà des considérations fiscales, la présence d'un millier de villégiateurs à Saint-Joseph de Mékinac favorisera certes une diversification commerciale et ce, afin de répondre aux besoins de ces nombreux villégiateurs. Dans une optique de revitalisation par le développement local, il est souhaitable que les résidents permanents saisissent cette occasion et implantent eux-mêmes de nouveaux services.

D'autre part, le poids démographique des villégiateurs peut devenir une source de conflits opposant les nouveaux villégiateurs et la population permanente. Pour éviter toute mésentente, la population locale doit se sentir concernée et prendre part à l'expansion de la villégiature et des services connexes.

En résumé, ce projet de développement comporte de nombreuses opportunités de revitalisation socio-économique (création d'emplois, perception de taxes foncières, diversification commerciale). Si la population saisit cette occasion et que l'on assiste à une certaine redynamisation locale, ce projet peut mettre un terme ou du moins diminuer l'exode démographique. Toutefois, l'apport de ce projet demeurera vain si les bénéfices profitent à des intérêts extra-régionaux.

Par contre, on ne peut passer sous silence que l'expansion de la villégiature viendra modifier l'encadrement naturel exceptionnel que recèle le lac Mékinac. Bien que les promoteurs respectent les principes, les règles et les normes d'aménagement inhérentes au développement de la villégiature sur les terres du domaine public, il demeure que l'implantation de divers modes d'hébergement, l'offre d'une multitude d'activités

récréatives et les équipements sous-jacents de même que la construction de routes d'accès altéreront l'environnement biophysique. Pour éviter une dégradation excessive de l'environnement, ce projet doit inclure des mesures empêchant une densification excessive des rives, assurant ainsi le respect de la capacité de support du milieu biophysique, des villégiateurs et de la population locale. À cet effet, mentionnons que le comité de gestion (spécialement conçu pour ce projet) composé de représentants de la municipalité, de la M.R.C. et des associations de propriétaires de chalet qui prendra en charge la gestion des équipements récréotouristiques aura un important rôle à jouer dans la respect des composantes biophysiques et humaines du territoire.

En résumé, tout porte à croire que ce projet peut s'inscrire comme un levier de revitalisation locale. Pour ce faire, des actions spécifiques doivent être mises en oeuvre. C'est d'ailleurs, ce qui est abordé dans la troisième partie de ce chapitre.

7.3 PROCESSUS DE REVITALISATION PAR L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Il ne laisse aucun doute que le projet de développement récréotouristique en cours dans le secteur du lac Mékinac conjugué à la villégiature actuelle représentent une opportunité de développement que doit saisir la collectivité et la région d'accueil. En quelques mots, on peut affirmer que le tourisme de villégiature est susceptible de constituer un levier de revitalisation locale.

Pour que cette opportunité devienne réalité, il convient de maximiser les bénéfices anticipés et de minimiser les désagréments. Pour ce faire, il s'avère essentiel d'entamer une démarche de revitalisation locale axée sur le développement du tourisme de

villégiature. Bien que l'implantation globale du projet puisse s'étendre sur quelques années, la collectivité locale doit être proactive afin de profiter pleinement des bienfaits et d'éliminer les irritants associés à ce projet.

Le mécanisme de revitalisation proposé s'inspire de celui suggéré par Vachon (1993). Son application à la problématique à l'étude a nécessité quelques modifications et assouplissements. Le processus de revitalisation locale proposé est composé de sept étapes interreliées et séquentielles. Chacune des étapes est brièvement décrite dans les pages suivantes et la figure 32 schématise ce processus.

7.3.1 La prise de conscience

Une des conditions préalables à la mise en oeuvre de tout processus de revitalisation locale est la prise de conscience. Dans le cas présent, cette prise de conscience comporte deux facettes:

- une prise de conscience de la part des élus locaux, des organismes régionaux de développement et de la population locale à l'effet que le territoire connaît des difficultés socio-économiques importantes (dévitalisation territoriale);
- une prise de conscience de ces mêmes personnes à l'effet que la villégiature peut constituer un levier de revitalisation locale.

Pour conduire à la mise en place d'un processus de revitalisation, il doit se dégager de cette double prise de conscience un événement déclencheur.

7.3.2 L'événement déclencheur

L'événement déclencheur est en quelque sorte le point de départ, le moteur du processus de revitalisation. Dans le cas qui nous préoccupe, l'événement déclencheur est le projet de développement de la villégiature dans le secteur du lac Mékinac et le potentiel de revitalisation socio-économique qu'il recèle. C'est donc à ce moment-ci, que les personnes ayant pris conscience de cette possibilité doivent instaurer une dynamique et mettre en place une intervention organisée en vue de mobiliser les forces vives du milieu.

7.3.3 Création d'un groupe leadership - développement d'une volonté collective d'intervention

Suite à la prise de conscience et à l'émergence de l'événement déclencheur, il convient de former un groupe leadership ayant pour mandat de mettre en place des mesures et des actions de mobilisation, de sensibilisation et d'information auprès de l'ensemble de la collectivité locale et ce, afin de développer une volonté collective d'intervention.

Le groupe leadership doit rallier tant les élus locaux que les organismes régionaux de développement (Corporation de développement économique ou futur Centre local de développement, Municipalité régionale de comté, Société d'aide au développement des collectivités), sans oublier des membres de la population locale. La participation active des élus, des organismes et de la population locale est indispensable, les premiers assumant un rôle d'orientation et d'encadrement auprès de la population locale.

Par ailleurs, mentionnons que la mobilisation autour d'une volonté collective d'intervention fait appel à deux principes importants dans le domaine du développement local: la

concertation et le partenariat. Selon Vachon, ces deux concepts étroitement reliés se définissent comme suit: *«la concertation, c'est s'entendre pour agir ensemble et réfléchir sur les modalités de réalisation d'une action conjointe. Le partenariat, c'est une action partagée entre différents acteurs qui interviennent selon une entente établie entre eux par la concertation»* (Vachon, 1993, p. 172.).

7.3.4 Diagnostic de la situation et définition d'orientations

Une fois tous ces partenaires réunis, ceux-ci doivent établir un diagnostic de la situation, identifier les potentiels existants, développer un consensus sur des objectifs et des orientations de développement ou de revitalisation.

7.3.5 Formulation d'un projet collectif de développement

Cette réflexion doit conduire à la formulation d'un projet collectif de développement composé de multiples micro-initiatives issues de l'ensemble de la collectivité locale. Ainsi, lors de cette étape, le groupe leadership doit informer et inviter l'ensemble de la population à s'intégrer dans le processus de revitalisation. En d'autres mots, c'est lors de cette étape que les membres de la collectivité locale doivent prendre en charge leur devenir individuel et collectif. Dans le cas présent, les micro-initiatives doivent être axées sur le développement de produits et de services répondant aux besoins des villégiateurs et elles doivent être réalisées par les gens du milieu.

7.3.6 Mise en place de micro-initiatives locales de développement axées sur le développement de la villégiature

La mise en oeuvre de micro-initiatives locales de développement doit être orientée et facilitée par les organismes régionaux de développement en place. Le futur Centre local de développement (CLD), de par son mandat d'appui aux dynamismes locaux, semble être la structure toute désignée pour accompagner d'éventuels promoteurs de micro-initiatives.

7.3.7 Évaluation des actions

Comme dans tout processus de planification, le comité leadership doit évaluer périodiquement les actions entreprises et ce, en regard des objectifs et des orientations de revitalisation pré-déterminés. L'évaluation doit porter sur les moyens et les stratégies utilisés, les difficultés rencontrées, les réalisations (micro-initiatives) accomplies, les forces et les faiblesses de ces réalisations ainsi que leurs effets sur le milieu. Pour participer activement au processus de revitalisation locale, les résultats de l'évaluation doivent être rendu public.

Enfin, précisons que nous sommes bien conscients que théoriquement, ce processus de revitalisation semble des plus facile à mettre en oeuvre. Toutefois, la réalité locale et régionale soulevée par Gauthier (1994) à l'effet que la mobilisation n'est pas aisée à instaurer, fait ressortir que la mobilisation constitue, de toute évidence, la clé de voûte à l'implantation de ce processus de revitalisation par l'approche du développement local.

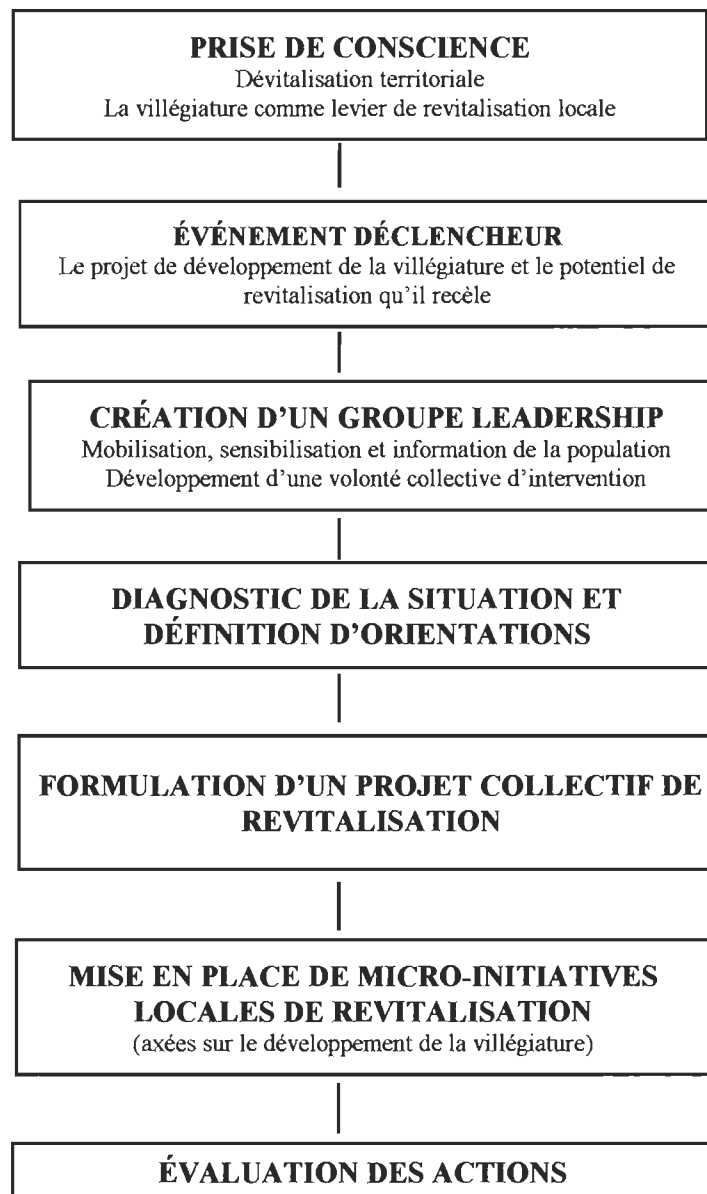


Figure 32. Le processus de revitalisation par l'approche du développement local.

7.4 RECOMMANDATIONS

Au terme de ce dernier chapitre, il apparaît important de dégager des recommandations sur lesquelles doit s'appuyer le processus de revitalisation locale. Ces recommandations prennent assises sur des principes de base issus de la notion du développement touristique durable local (Barabé, 1990; Inskeep, 1991; Mc Intyre, 1993) et du concept de développement local (Greffé, 1989; Mengin, 1989; Vachon, 1993). Soulignons à cet effet, que le développement touristique durable a pour fondement la conciliation entre deux concepts souvent considérés comme étant dualistes: le développement et le respect des ressources. Pour sa part, le développement local a pour finalité l'amélioration du cadre de vie (environnement naturel et bâti), du milieu de vie (environnement social et culturel) et du niveau de vie (environnement économique).

Conformément à l'évaluation des impacts réalisée dans cette recherche, les recommandations sont réparties en deux volets: les dimensions socio-économiques d'un développement touristique local durable suivies des dimensions environnementales.

Ces recommandations émises peuvent être considérées comme des critères de réussite d'un développement touristique local durable. Enfin, rappelons qu'elles doivent servir de base aux orientations du processus de revitalisation locale et qu'elles ont pour finalité de favoriser que la villégiature exercée sur le territoire de Saint-Joseph de Mékinac devienne un levier de revitalisation.

7.4.1 Recommandations liées à une revitalisation socio-économique locale durable

Pour représenter un levier de revitalisation locale durable, le processus de revitalisation axé sur le développement du tourisme de villégiature doit:

- créer un cadre propice au développement de l'entrepreneuriat local en collaboration avec les organismes régionaux et nationaux de développement économique et de l'emploi;
- s'assurer que les micro-initiatives réalisées et les investissements y étant associés ne soient pas l'apanage exclusif des gouvernements supérieurs et de grandes sociétés. La participation et l'implication financière de promoteurs locaux démontrent l'intérêt et le sentiment d'appartenance de la collectivité face à la mise en valeur de son territoire. L'implication de la collectivité assure également que les bénéfices associés au tourisme profitent à la population locale et non à des promoteurs externes;
- favoriser l'accroissement des capacités d'agir des membres de la collectivité locale: organiser des programmes de formation adaptés afin que la population locale acquiert des compétences dans le développement et la gestion de produits et services connexes à la villégiature et pour que celle-ci devienne une précieuse alliée du processus de revitalisation. On s'assure ainsi que les membres de la communauté aient accès à des emplois au sein des entreprises touristiques;
- associer la collectivité locale dans la planification, le développement et la gestion du tourisme de villégiature, prendre en considération les opinions de tous les acteurs de la collectivité, intégrer le savoir des acteurs locaux dans le processus décisionnel;
- sensibiliser la population locale sur les risques et les bénéfices associés au développement de la villégiature;

- offrir des issus économiques aux commerçants locaux, notamment en mettant en oeuvre des programmes incitatifs à l'achat local;
- favoriser les interrelations entre les villégiateurs et la population locale pour favoriser l'harmonie entre ces deux groupes cohabitant sur le même territoire;
- déterminer et faire respecter des normes de capacité de support psychologique, c'est-à-dire un seuil maximal de développement récréotouristique satisfaisant tant pour la population locale que pour les villégiateurs;
- s'assurer que la population locale ait accès aux infrastructures récréotouristiques situées dans les zones de villégiature.

7.4.2 Recommandations liées à une revitalisation environnementale locale durable

Pour représenter un levier de revitalisation locale durable, le processus de revitalisation axé sur le développement du tourisme de villégiature doit:

- planifier le développement du territoire dans une perspective de soutenabilité écologique: travailler avec les organismes régionaux et nationaux de planification en matière d'aménagement du territoire au développement de critères d'évaluation des impacts environnementaux, de normes d'aménagement respectueuses de l'environnement;
- conscientiser les villégiateurs et la population locale au respect de l'environnement, à sa conservation pour le bénéfice des générations actuelles et futures, à une utilisation durable des ressources naturelles (l'eau, la forêt, la faune) et ce, de façon à maintenir la qualité des activités qu'elles soutiennent;
- sensibiliser les villégiateurs aux dommages biophysiques qu'ils peuvent occasionner pendant leur séjour (comportement) ou lors de l'aménagement de leur propriété;

- déterminer et faire respecter des normes de capacité de support biophysique pour assurer la pérennité des ressources;
- s'assurer que tout nouveau projet de développement soit soumis à une étude d'impact environnemental;
- initier en collaboration avec la population locale et les villégiateurs des programmes de nettoyage des environnements aquatiques dégradés;
- travailler avec les autorités locales et régionales à la mise en place de programmes incitatifs d'embellissement visuel pour faire en sorte que Saint-Joseph de Mékinac devienne un milieu accueillant (mise en valeur du patrimoine bâti, aménagement paysager, signalisation attrayante);
- chercher à atteindre un équilibre entre le développement rural et le développement récréotouristique.

Somme toute, à la veille d'une expansion du tourisme de villégiature, deux options s'offrent à la collectivité d'accueil. Elle peut laisser cette activité se développer sans y prendre part, récolter un minimum de bénéfices et n'exercer aucun contrôle sur l'utilisation du territoire. Par contre, si ce développement est orienté par les gens du milieu, si l'aménagement des zones de villégiature est planifié en fonction d'objectifs précis, la collectivité de Saint-Joseph de Mékinac ne peut qu'en sortir gagnante.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous faisons ressortir les points forts et les faits saillants de cette recherche.

Depuis le début des années 1960, plusieurs institutions, chercheurs et praticiens se sont intéressés au déclin de nombreuses collectivités du Québec. En outre, la mise en place de diverses instances politiques et de programmes d'aide au développement des régions, l'émergence de plusieurs équipes universitaires de recherche en développement local et régional et la tenue de maints colloques démontrent bien l'acuité de la problématique des disparités économiques régionales. Malgré l'instauration de ces mesures et la réalisation de travaux de recherche, le bilan migratoire de nombreuses collectivités demeure négatif.

Par ailleurs, l'insuccès des programmes de développement a amené les tenants des sciences régionales à s'interroger sur la validité des approches théoriques classiques (modèles macro-économiques - pôles de développement) préconisées au cours des dernières décennies. De cette réflexion en vue d'un renouvellement théorique a surgi la notion de développement local qui peut constituer une nouvelle approche de la réalité régionale.

Or, cette recherche figure parmi les préoccupations de la société québécoise puisque malgré des indicateurs démontrant une reprise de l'activité économique, le Québec des régions continue de subir la dure réalité d'une récession qui n'en finit plus. À l'heure où des villages, des quartiers urbains, voire même des régions entières s'enlisent dans le sous-développement démographique, économique et social, il apparaît légitime de se pencher sur cette problématique et de tenter de trouver des solutions de revalorisation à ces milieux riches en ressources humaines, économiques et naturelles.

La présente recherche s'inscrit également dans un créneau de recherche prometteur. À l'aube du deuxième millénaire, le tourisme constitue une des principales industries mondiales. Devant les possibilités de croissance du tourisme, plusieurs régions se caractérisant par une situation fragile en raison de l'effondrement des activités économiques traditionnelles, d'un chômage chronique et d'une forte migration démographique, misent sur l'industrie touristique comme activité de redressement socio-économique. La villégiature comme forme de tourisme est un phénomène pouvant contribuer à atténuer les disparités économiques régionales car il engendre un déplacement d'individus en provenance de centres urbains en faveur des territoires périphériques.

Sur la base de telles considérations, il nous est apparu intéressant d'étudier les rapports entre la dévitalisation de territoires et la villégiature.

En ce qui a trait au territoire à l'étude, la M.R.C. de Mékinac s'avère un choix judicieux, compte tenu de la problématique de cette recherche. En effet, la M.R.C. de Mékinac enregistre depuis le début des années 1980, un important recul de son activité économique principale et traditionnelle, c'est-à-dire l'exploitation forestière. La spécialisation de l'industrie forestière dans un contexte de concurrence internationale a entraîné une réduction des besoins en main-d'oeuvre, d'où l'apparition d'une situation de sous-emploi et d'un état de dévitalisation en général. D'autre part, la villégiature sur le territoire de la M.R.C. de Mékinac constitue une composante importante de développement, les orientations des outils de planification locale, régionale et sectorielle en faisant foi. Pour sa part, la sélection de l'univers d'observation est tout à fait appropriée puisque le lac Mékinac constitue à ce jour l'un des principaux secteurs de villégiature de la M.R.C., en plus d'être appelé à très courte échéance à devenir un pôle de villégiature de grande envergure.

Au chapitre des résultats, soulignons que cette recherche a permis de démontrer que les habitudes de consommation des villégiateurs du lac Mékinac engendrent des répercussions économiques appréciables sur la collectivité locale et régionale d'accueil. Toutefois, l'ampleur du développement actuel de la villégiature et les bienfaits économiques associés ne sont pas suffisants pour assurer la revitalisation économique de ce territoire. En d'autres mots, pour constituer un véritable levier de revitalisation, la villégiature doit atteindre un stade de développement supérieur à ce que l'on observe actuellement dans le secteur du lac Mékinac. Le projet récréotouristique en cours permettra-t-il d'atteindre ce niveau de développement? Une éventuelle évaluation des impacts saura le dire.

Au même titre qu'au plan économique, la villégiature actuellement exercée au lac Mékinac ne peut être considérée comme un levier de revitalisation sociale. La faible implication et le mode de vie des villégiateurs du lac Mékinac ne concourent aucunement à améliorer la morosité sociale du territoire.

Enfin, les incidences environnementales négatives généralement imputées à la villégiature peuvent être qualifiées de négligeables dans le cas du lac Mékinac. Bien qu'ils soient faibles, les impacts environnementaux observés à ce jour méritent d'être pris en considération, particulièrement à la veille d'une expansion de la villégiature.

Somme toute, il appert que la villégiature peut permettre de diversifier la base économique de la collectivité d'accueil, d'y consolider quelques emplois, de mettre en valeur ses traits particuliers et de réduire les disparités régionales. Toutefois, pour devenir un véritable levier de revitalisation démographique et sociale, le milieu d'accueil doit prendre conscience du potentiel de revitalisation que recèle la villégiature, développer une volonté collective d'intervention et favoriser l'émergence de micro-initiatives de développement

associées à la villégiature conçues et réalisées par les gens du milieu. En quelques mots, il s'agit d'une prise en charge par le milieu de leur propre devenir collectif et ce, à partir des ressources dont il dispose.

Enfin, nous estimons que cette étude a apporté une certaine contribution à l'avancement des connaissances théoriques et empiriques dans les domaines de la dévitalisation territoriale et du tourisme. À ce titre, mentionnons que cette recherche a permis de développer et de valider un cadre de référence original en plus de consolider des instruments de mesure, le tout ayant permis d'atteindre les objectifs visés. De plus, sans permettre une généralisation à toutes les régions marginalisées, cette recherche a néanmoins favorisé une meilleure compréhension du rôle et des effets de la villégiature dans le territoire dévitalisé qu'est la M.R.C. de Mékinac. Enfin, les rapports entre le tourisme et la problématique de dévitalisation territoriale étant à notre sens trop peu analysés, nous espérons que les résultats obtenus par cette étude et les réflexions soulevées favoriseront l'émergence de nouveaux projets de recherche. À ce propos, il apparaît que le secteur du lac Mékinac pourrait certes faire l'objet d'un projet pilote faisant l'évaluation des impacts générés par l'expansion de la villégiature et ce, dans une perspective de revitalisation socio-économique et environnementale du milieu d'accueil.

BIBLIOGRAPHIE

BARABÉ, A. (1990). Pérennité des environnements de loisir. Loisir et Société, vol. 13, no. 2, pp-271-296.

BARBIER, R. (1967). Logement de vacances et résidences secondaires dans le Sud-Est méditerranéen. Les cahiers du Tourisme, cahier 5, no. 196.

BÉLAND, S. (1994). La place de la villégiature dans l'économie d'une municipalité rurale: le cas de Saint-Elie-de-Caxton. Mémoire présenté comme exigence partielle au baccalauréat en géographie. Université du Québec à Trois-Rivières.

BELL, M. (1977). The spatial distribution of second homes: a modified gravity model. Journal of leisure research, vol. 9, no. 3, pp. 225-232.

BOURRET, D., GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE. (1988). Retombées économiques régionales. Guide de l'utilisateur. Québec.

BOURRET, D.; POULIN, H.; ROY, J., GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. (1993). Retombées économiques liées à l'exploitation des ressources de la réserve faunique Mastigouche 1987-1992. Document technique 93/14. Québec.

BPC ENVIRONNEMENT. (1995). Étude de mise en valeur et concept d'aménagement du secteur des lacs Mékinac et du Missionnaire. Trois-Rivières.

BRIÈRE, R. (1967). Les grands traits de l'évolution du tourisme au Québec. Bulletin de l'Association des géographes de l'Amérique française, no. 11, pp. 83-95.

BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. (1996). Statistiques démographiques. Québec.

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION 04. (1993). La planification stratégique régionale. Trois-Rivières.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MÉKINAC/DES CHENAU. (1993). Enquête socio-économique. Saint-Tite.

DEMERS, J. (1992). Paysages et environnement touristiques. Québec, Institut nord-américain de recherche en tourisme.

DEMERS, J. (1990). Le tourisme dans notre économie. Québec, Institut nord-américain de recherche en tourisme.

DEMERS, J. (1989). L'aménagement du territoire et le développement touristique au Québec. Les cahiers du tourisme, série B, no. 32.

DEMERS, J. (1987). Le développement touristique. Notions et principes. Québec. Les publications du Québec.

DEWAILLY, J-M.; FLAMENT, E. (1993). Géographie du tourisme et des loisirs. Paris, collection dossiers des images économiques du monde.

DION, Y., GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA SÉCURITÉ DU REVENU. (1988). Multiplicateur économique régional. Mauricie-Bois-Francs, région 04. Québec.

DIONNE, H. (1992). De la région-ressources à la région-milieu de vie: à la recherche de nouveaux partenaires. In Les partenaires du développement face au défi du local. Université du Québec à Chicoutimi. pp. 371-401.

DUBÉ, P. (1986). Deux cents ans de villégiature dans Charlevoix. Québec. Les Presses de l'Université Laval.

DUGAS, C. (1983). Les régions périphériques. Défi au développement du Québec. Québec, Publications de l'Université du Québec.

ÉDIPRO INC. (1994). Répertoire des subventions et aides gouvernementales.

GAGNON, C.; KLEIN, J-L. (1992). Partenariat, territoire et développement local: quels liens? In Les partenaires du développement face au défi du local. Université du Québec à Chicoutimi. pp. i-xii.

GARTNER, W. (1987). Environmental impacts of recreational home developments. Annals of tourism research, vol. 14, no. 1, pp. 38-57.

GAUTHIER, R. (1994). Planification stratégique de la M.R.C. de Mékinac et du secteur Des Chenaux. Rapport d'intervention présenté à L'École Nationale d'Administration Publique en vue de l'obtention de la maîtrise en administration publique. Trois-Rivières.

G.D.G. ENVIRONNEMENT LTÉE. (1993). Évaluation environnementale. Barrage Mékinac. Étude réalisée pour le compte d'Hydro-Québec. Cap-de-la-Madeleine.

GILBERT, D.; NADEAU, R. (1986). La villégiature privée au Québec: exemple de la région Magog-Orford. Université de Sherbrooke, Bulletin de recherche, département de géographie.

GODBEY, G.; MALCOLM, J. (1987). The life cycle of second-home ownership: a case study. Journal of travel research. Winter 1987, pp. 18-22.

GOVERNEMENT DU CANADA, GOVERNEMENT DU QUÉBEC. (1988). Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec. Ottawa, Québec.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC. (1992). Développer les régions du Québec. Québec.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES. (1989). Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique. Gaétan Morin éditeur.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES, DIRECTION RÉGIONALE DE MAURICIE-BOIS-FRANCS. (1993). Plan régional de développement de la villégiature sur les terres du domaine public, Mauricie-Bois-Francis, document principal, Trois-Rivières.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT. (1985). Guide technique de mise en valeur du milieu aquatique, programme Berges neuves. Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. (1996). Banque de données sur les statistiques concernant la villégiature sur les terres du domaine public. Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. (1995). La villégiature sur les terres publiques du Québec, renseignements généraux. Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. (1994). Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public. Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, LATERRIÈRE, G. (1983). La place de la villégiature privée dans les loisirs des québécois et dans leur vie sociale et économique. Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC. (1990). Aide aux zones défavorisées des régions centrales, Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec. Document de travail.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS. (1997). Politique de soutien au développement local et régional. Québec.

GREFFE, X. (1989). Décentraliser pour l'emploi, les initiatives locales de développement. Paris.

GUERTIN, P., CENTRE DE RECHERCHE EN AMÉNAGEMENT ET EN DÉVELOPPEMENT. (1985). Méthodologie d'évaluation d'impact des aménagements riverains. Application au cas du lac St-Joseph (Nord). Cahier spécial, no. 10. Québec.

HERBIN, J. (1986). Un modèle de développement touristique basé sur la participation: le cas du Tyrol autrichien. Loisir et Société, vol. 9, no 1, pp. 95-115.

IMPACT RECHERCHE. (1992). Étude sur l'utilisation des terres publiques. Présentée au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et au ministère de l'Énergie et Ressources. Québec.

INSKEEP, E. (1991). Tourism Planning: An Integrated and Sustainable Development Approach. New York, Van Nostrand Reinhold.

JAAKSON, R. (1986). Second-home domestic tourism. Annals of tourism research, vol. 13, no. 1, pp. 367-391.

JEAN, B. (1996). La lutte au dépeuplement rural: la ruralité face au défi démographique. In Rebâtir les campagnes, 1er rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural. Saint-Germain de Kamouraska, septembre 1996, pp. 97-105.

JEAN, B. (1989). Le développement régional à l'heure du développement local: le temps des incertitudes. Revue canadienne des sciences régionales, vol. XII:1, pp. 9-24.

JORDAN, J. (1980). The summer people and the natives: some effects of tourism in a Vermont vacation village. Annals of tourism research, vol. 7, no. 1, pp. 34-55.

KOTTKE, M. (1988). Estimating economic impacts of tourism. Annals of tourism research, vol. 15, pp. 122-133.

LAFLAMME, D. (1988). La villégiature sur les terres du domaine public. Un demi-siècle de mesures législatives et administratives. Téoros, vol. 7, no. 2, pp 26-29.

LAINÉ, P. (1981). Tourisme et développement des collectivités. Paris, Les éditions ouvrières.

MENGIN, J.; MASSON, G. (1989). Guide du développement local et du développement social. Paris.

M.R.C. DE MÉKINAC. (1996). Rôles d'évaluation des territoires non organisés.

M.R.C. DE MÉKINAC, LOUIS FILTEAU. (1993). Schéma d'aménagement régional: bilan de la première version.

M.R.C. DE MÉKINAC. (1995). Document sur les objets de la révision.

M.R.C. DE MÉKINAC. (1988). Schéma d'aménagement régional.

MUNICIPALITÉ DE BOUCHER. (1996). Rôle d'évaluation de la municipalité de Boucher.

NADEAU, R. (1982). Impact du tourisme de villégiature sur l'environnement. In Le tourisme, aspects théoriques et pratiques au Québec. Montréal, Sodilis, pp. 135-165.

NADEAU, R. (1971). Le tourisme de villégiature dans l'Estrie. Impact des résidences secondaires sur la vie économique, sociale et culturelle des Cantons de l'Est. Thèse de maîtrise. Université de Sherbrooke, département de Géographie.

PECQUEUR, B. (1989). Le développement local: mode ou modèle?. Paris.

PICHER, L. (1986). Aménagement de la villégiature en chalet au Québec. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal, faculté d'aménagement.

PINEL-ALLOUL, B. (1994). Projet Eco-Lacs. Université de Montréal.

ROCHE, GROUPE CONSEIL. (1986). Plan régional de développement touristique du Coeur-du-Québec. Québec.

ROMERIL, M. (1989). Tourism and the environment - accord or discord? Tourism Management, Septembre 1989, pp. 204-208.

SABOURIN, C. (1985). Le tourisme dans les régions rurales du Québec: Bilan et perspectives. Thèse de doctorat. Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, faculté de droit et de science politique.

SAINT-AMOUR, J-P. (1979). La place de la villégiature au Québec, problématique de l'aménagement du territoire. Hull, Les éditions Asticou.

SAMSON, M. (1988). La résidence secondaire et la région métropolitaine de Montréal. Essai d'interprétation. Thèse de doctorat. Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille, faculté d'économie appliquée.

SAMSON, M; DROLET, R. (1992). La villégiature péri-urbaine en région montréalaise: le cas de Magog-Orford. Les cahiers du tourisme, série B, no. 41.

SOUBEYRAN, O. (1989). Tourisme et gestion: Pour une perspective environnementale. In Le récréo-tourisme, une nouvelle voie de développement. Université du Québec à Chicoutimi, Association professionnelle des géographes du Québec, pp. 33-55.

STATISTIQUE CANADA. (1995). Profil des divisions et subdivisions de recensement du Québec. Partie B. Volumes I et II. Recensement 1991. Catalogue 95-326. Ottawa.

URBANEX. (1979). Développement de la villégiature dans Charlevoix. Québec.

VACHON, B. (1993). Le développement local. Théorie et pratique. Boucherville, Gaétan Morin éditeur.

VACHON, B. (1992). La pratique du développement local, concertation et partenariat. Notes de session de formation en développement local.

WORLD TOURISM ORGANIZATION, MC INTYRE, G.; HETHERINGTON, A.; INSKEEP, E. (1993). Sustainable Tourism Development: Guide for Local Planners. Madrid.

ZINS BEAUCHESNE ET ASSOCIÉS. (1991). Plan de développement et de commercialisation touristique du secteur Mékinac. Québec.

APPENDICE A
QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

ENQUÊTE SUR LES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX GÉNÉRÉS PAR LA VILLÉGIATURE AU LAC MÉKINAC

no. du questionnaire: _____

POUR RÉPONDRE AU QUESTIONNAIRE, VEUILLEZ ENCERCLER LA RÉPONSE CORRESPONDANT À VOTRE CHOIX OU UTILISER LES ESPACES LIBRES PRÉVUS À CET EFFET.

- 1- Quelle est la période de l'année où vous fréquentez le plus souvent votre résidence secondaire?**
- 1) L'été seulement
 - 2) L'hiver seulement
 - 3) L'été et l'hiver seulement
 - 4) Pratiquement toute l'année
- 2- À quel rythme fréquentez-vous votre résidence secondaire?**
- 1) Toutes les fins de semaines
 - 2) 1 à 2 fois par mois
 - 3) Moins d'une fois par mois
 - 4) Autre, précisez: _____
- 3- En moyenne, combien de jours par année passez-vous à votre résidence secondaire?**
- 1) 25 jours et moins
 - 2) 26 à 50 jours
 - 3) 51 à 75 jours
 - 4) 76 à 100 jours
 - 5) 101 à 125 jours
 - 6) 126 à 150 jours
 - 7) 151 à 175 jours
 - 8) Habite à l'année

- 4- Habituellement, combien de personnes séjournent à votre résidence secondaire?**
- 1) 1 à 2 personnes
 - 2) 3 à 4 personnes
 - 3) 5 à 6 personnes
 - 4) 7 personnes et plus
- 5- Avec qui vous rendez-vous le plus souvent à votre résidence secondaire?**
- 1) Seul(e)
 - 2) Avec votre conjoint(e)
 - 3) Avec votre ou vos enfants
 - 4) Avec votre conjoint(e) et vos enfants
 - 5) Avec des amis
 - 6) Avec des membres de votre parenté
 - 7) Autre, précisez: _____
- 6- De quelle façon avez-vous acquis cette résidence secondaire?**
- 1) Par héritage (passez à la question 9)
 - 2) Achat de la résidence secondaire déjà construite (passez à la question 9)
 - 3) Construction faite par un contracteur (passez à question 7)
 - 4) Construction faite par vous-même (passez à la question 8)
- 7- Si vous l'avez fait construire, le maître d'oeuvre a été...**
- 1) Un promoteur-contracteur local ou régional
 - 2) Un contracteur indépendant local ou régional
 - 3) Autre, précisez: _____
- 8- Si vous l'avez construite vous-même, où avez-vous acheté les matériaux?**
- 1) À Saint-Joseph de Mékinac
 - 2) Dans une municipalité avoisinante de Saint-Joseph de Mékinac. »»»Quelle municipalité? _____
 - 3) Dans la localité où vous résidez en permanence
 - 4) Ailleurs, précisez: _____
- 9- Au cours des 5 dernières années (ou depuis l'acquisition de votre résidence secondaire, si moins de 5 ans) avez-vous effectué des rénovations et/ou des améliorations?**
- 1) Oui
 - 2) Non (passez à la question 12)

10- Si oui, quelles sont ces rénovations et/ou améliorations et à combien s'élèvent-elles?

- | | | |
|--|-------|----|
| 1) Fosse septique et/ou d'un puits d'eau | _____ | \$ |
| 2) Système de chauffage électrique ou autre, foyer | _____ | \$ |
| 3) Peinture intérieure ou extérieure | _____ | \$ |
| 4) Plomberie | _____ | \$ |
| 5) Isolation | _____ | \$ |
| 6) Fenestration | _____ | \$ |
| 7) Aménagement du terrain | _____ | \$ |
| 8) Autres, précisez: _____ | _____ | \$ |
| | _____ | \$ |

11- Avez-vous embauché de la main-d'oeuvre locale pour effectuer ces travaux?

- 1) Oui: Quel(s) type(s) de main-d'oeuvre (ouvrier, électricien, plombier,...)? _____
- 2) Non

12- À combien s'élèvent annuellement vos dépenses en...

- | | | |
|----------------|-------|----|
| 1) Chauffage | _____ | \$ |
| 2) Électricité | _____ | \$ |
| 3) Assurances | _____ | \$ |

13- Durant vos séjours à votre résidence secondaire, effectuez-vous certains achats (produits ou services) dans la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac (Boucher) ou dans les municipalités avoisinantes?

- 1) Oui: Dans quelle(s) municipalité(s)? _____
- 2) Non (passez à la question 16)

14- Si oui, indiquez la fréquence d'utilisation des commerces que vous fréquentez?

	Très souvent	Souvent	Rarement	Jamais
1) Magasin d'alimentation	_____	_____	_____	_____
2) Garage / station service	_____	_____	_____	_____
3) Dépanneur	_____	_____	_____	_____
4) quincaillerie	_____	_____	_____	_____
5) Restaurant / casse-croûte	_____	_____	_____	_____
6) Bar	_____	_____	_____	_____
7) Autres, précisez: _____	_____	_____	_____	_____
	_____	_____	_____	_____

15- À combien évaluez-vous en moyenne vos dépenses dans les commerces de Saint-Joseph de Mékinac (Boucher) ou dans les municipalités avoisinantes?

- 1) Pour un mois: _____ \$
- 2) Sur la base d'une année: _____ \$ (passez à la question 17)

16- Si non, pour quelle(s) raison(s) n'y effectuez-vous pas d'achats? (encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)

- 1) Choix limité de produits et/ou services
- 2) Prix trop élevés des produits et/ou services
- 3) Moindre qualité des produits et/ou services
- 4) Achats effectués dans le lieu de votre résidence principale
- 5) Autre, précisez: _____

17- Quelles sont les activités de loisir que vous pratiquez lors de vos séjours à votre résidence secondaire? (encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)

- | | |
|-----------------------|-----------------------------|
| 1) Baignade | 10) Navigation de plaisance |
| 2) Pêche | 11) Ski de randonnée |
| 3) Chasse | 12) Motoneige |
| 4) Canot - kayak | 13) Raquette |
| 5) Ski nautique | 14) Patinage sur glace |
| 6) Randonnée pédestre | 15) Véhicule tout-terrain |
| 7) Motomarine | 16) Autres, précisez: _____ |
| 8) Voile | _____ |
| 9) Pédalo | _____ |

18- Vous arrive-t-il de déboursier de l'argent dans la municipalité de Saint-Joseph de Mékinac ou dans les municipalités avoisinantes pour effectuer ces loisirs (achat et/ou location d'équipement)?

- 1) Oui » Dans quelle(s) municipalité(s)? _____
- 2) Non (passez à la question 20)

19- À combien évaluez-vous en moyenne vos dépenses pour ces activités de loisir?

- 1) Pour un mois? _____ \$
- 2) Sur la base d'une année? _____ \$

20- Faites-vous partie actuellement (vous ou un membre de votre famille) ou avez-vous déjà fait partie d'organismes locaux? (encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)

- 1) Club social
- 2) Conseil municipal
- 3) Association des propriétaires de chalets
- 4) Autre, précisez: _____
- 5) Aucun organisme local

- 21- Participez-vous à des activités sociales tenues à Saint-Joseph de Mékinac ou dans la région (fêtes et festivals)**
- 1) Oui
 - 2) Non
- 22- Parmi les activités suivantes qui se déroulent dans la région, quelles sont celles qui vous causent des désagréments ou des craintes? encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)**
- 1) Activités agricoles (exemple: porcherie)
 - 2) Activités forestières (exemple: coupes forestières)
 - 3) Activités récréotouristiques (exemple: projet de développement touristique)
 - 4) Autre, précisez: _____
 - 5) Aucune de ces activités
- 23- Quel type de relation entretenez-vous avec les résidents permanents de Saint-Joseph de Mékinac ou des municipalités avoisinantes?**
- 1) Des relations surtout économiques - commerciales
 - 2) Des relations surtout sociales - communautaires
 - 3) Des relations à la fois économiques et sociales
 - 4) Autre, précisez: _____
- 24- Selon vous, comment les résidents permanents de Saint-Joseph de Mékinac considèrent-ils les propriétaires de résidences secondaires?**
- 1) Comme des étrangers
 - 2) Comme des citoyens de la municipalité
 - 3) Comme des amis
 - 4) Comme des clients pour les commerces
 - 5) Ne sais pas
 - 6) Autre, précisez: _____
- 25- Parmi les équipements ou bâtiments suivants, quels sont ceux que vous possédez à votre résidence secondaire?**
- 1) Garage pour automobile
 - 2) Abri pour bateau
 - 3) remise (cabanon)
 - 4) quai
 - 5) rampe de mise à l'eau
 - 6) aucun

26- Votre résidence secondaire est alimentée en eau par...

- 1) Un réseau d'aqueduc
- 2) Un puits
- 3) Directement du lac
- 4) Autre, précisez: _____

27- Quel est le système d'évacuation des eaux usées?

- 1) Réseau d'égouts
2) Fosse septique
3) Autre, précisez: _____

28- Quelle est la principale source de chauffage?

- 1) Électricité
- 2) Propane
- 3) Huile
- 4) Bois
- 5) Autre, précisez:

29- Est-ce que vous possédez une embarcation nautique?

- 1) Oui
2) Non (**passez à la question 31**)

30- Si oui, quel(s) type(s) et combien d'embarcation(s) possédez-vous? (encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)

	Nombre
1) Chaloupe sans moteur	_____
2) Chaloupe avec moteur électrique	_____
3) Chaloupe avec moteur à essence	_____
4) Canot - kayak	_____
5) Bateau de plaisance	_____
6) Motomarine	_____
7) Autre, précisez:	_____

31- Pour quelle(s) raison(s) avez-vous choisi cet endroit comme lieu de votre résidence secondaire? (encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)

- 1) Distance de la résidence principale
- 2) Beauté du paysage
- 3) Tranquillité des lieux
- 4) Qualité de l'eau
- 5) Qualité de la chasse et de la pêche
- 6) Présence de parents ou d'amis
- 7) Prix d'achat
- 8) Autre, précisez: _____

32- Considérez-vous la qualité du paysage entourant votre résidence secondaire comme étant...

- 1) Exceptionnelle
- 2) Bonne
- 3) Moyenne
- 4) Faible

33- Considérez-vous la qualité de l'eau du lac Mékinac comme étant ...

- 1) Exceptionnelle
- 2) Bonne
- 3) Moyenne
- 4) Faible

34- Considérez-vous la qualité de la pêche au lac Mékinac comme étant...

- 1) Exceptionnelle
- 2) Bonne
- 3) Moyenne
- 4) Faible

35- Considérez-vous qu'il existe des problèmes de pollution dans le secteur où se situe votre résidence secondaire?

- 1) Oui
- 2) Non (passez à la question 37)

36- Si oui, quel(s) type(s) de pollution y a-t-il et quelle est la source? (encerclez plus d'une réponse s'il y a lieu)

- 1) bruit: _____
- 2) air: _____
- 3) eau: _____
- 4) visuelle: _____

Les 6 questions suivantes ont pour but de dresser le profil du villégiateur. Pour ces questions, comme pour l'ensemble du questionnaire, vous pouvez être assuré(e) de la confidentialité des données.

37- Vous êtes de sexe?

- 1) Masculin
- 2) Féminin

38- À quel groupe d'âge appartenez-vous?

- 1) Moins de 18 ans
- 2) 18-24 ans
- 3) 25-34 ans
- 4) 35-44 ans
- 5) 45-54 ans
- 6) 55-64 ans
- 7) 65 ans et plus

39- Quel est votre dernier niveau d'étude atteint?

- 1) Primaire
- 2) Secondaire
- 3) Collégial
- 4) Universitaire

40- Quelle est votre principale occupation actuellement?

- 1) Emploi à temps plein
- 2) Emploi à temps partiel
- 3) En chômage
- 4) À la retraite
- 5) Autre, précisez: _____

41- Votre revenu familial annuel brut se situe à quel niveau (somme des revenus de tous les membres de votre ménage, avant les déductions)?

- 1) Moins de 10 000\$
- 2) De 10 000\$ à 19 999\$
- 3) De 20 000\$ à 29 999\$
- 4) De 30 000\$ à 39 999\$
- 5) De 40 000\$ à 49 999\$
- 6) De 50 000\$ à 59 999\$
- 7) 60 000\$ et plus

42- Où se situe votre résidence principale?

Municipalité/ville: _____
Région: _____

MERCI DE VOTRE COLLABORATION

VEUILLEZ RETOURNER LE QUESTIONNAIRE COMPLÉTÉ DANS L'ENVELOPPE CI-JOINTE

APPENDICE B
GRILLE D'ÉVALUATION DES IMPACTS DES AMÉNAGEMENTS RIVERAINS
FICHES DE RELEVÉS

ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES AMÉNAGEMENTS RIVERAINS - FICHE DE RELEVÉ

NUMÉRO DU RELEVÉ: 3

LOCALISATION: ANSE À RHÉAULT

DATE DU RELEVÉ: 20/09/96

1. LA COUVERTURE FORESTIÈRE (0 à 60 m)

- 1) État naturel - absence de déboisement: 100%
- ② État naturel légèrement transformé: 75 à 100%
- 3) État naturel moyennement transformé: 50 à 75%
- 4) Déboisement marqué: 25 à 50%
- 5) Peu ou pas d'arbres: 0 à 25%

2. LA RIVE (1 à 11 m)

- ① État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement modéré - régénération
- 4) Transformation majeure (aménagement paysager - ornemental - pelouse)
- 5) Aménagement en dur, stérile, minéral

3. LA LISIÈRE (0 à 1 m)

- ① État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement modéré (empierrement)
- 4) Transformation majeure (déblayage - remblayage)
- 5) Aménagement en dur (mur de soutènement - rampe de mise à l'eau - quais permanents - abri pour bateau)

4. LA BEINE

- ① État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger (quais flottants ou sur pilotis)
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement parallèle à la rive
- 4) Transformation majeure (encoffrement permanent)
- 5) Aménagement en dur (aménagement perpendiculaire à la rive - rampe de mise à l'eau - quais - abri pour bateau)

5. ÉROSION

- 1) Absence d'érosion
- 2) Érosion mineure
- ③ Érosion modérée
- 4) Érosion majeure
- 5) Érosion très forte - marquée

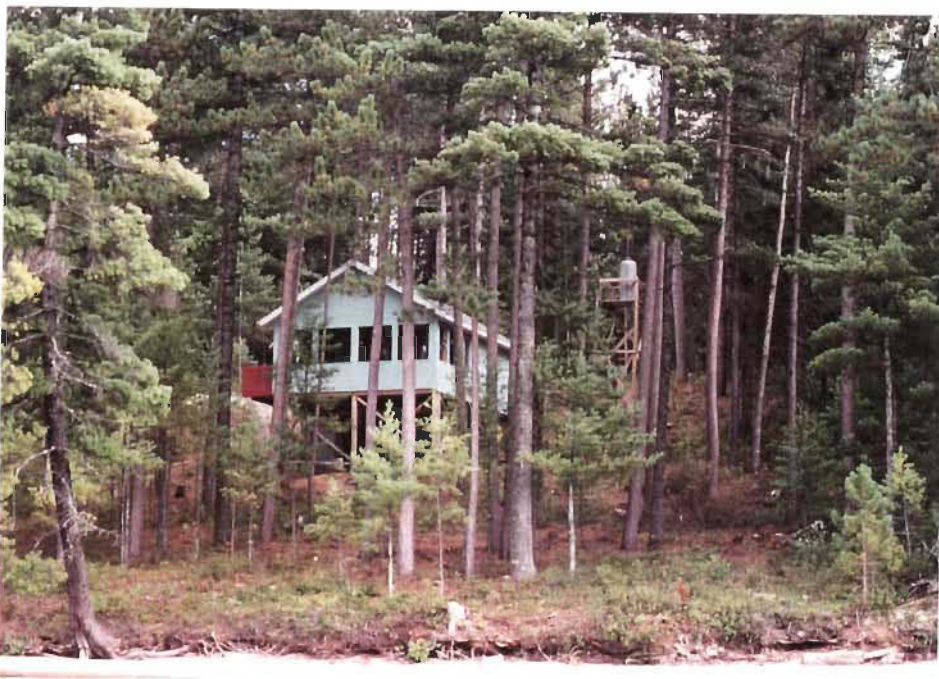
6. DÉTÉRIORATION DE L'EAU

- ① Absence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 2) Faible présence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 3) Présence modérée de végétation aquatique - de sable - de vase
- 4) Présence majeure de végétation aquatique - de sable - de vase
- 5) Présence très abondante de végétation aquatique - de sable - de vase

7. OBSERVATIONS DIVERSES

_____ Déchets
_____ Produits dangereux près de la rive
_____ Coupes forestières dans le champ visuel
_____ Bruits
_____ Odeurs
_____ Plage
_____ Autres: _____

8. PHOTOGRAPHIE



ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES AMÉNAGEMENTS RIVERAINS - FICHE DE RELEVÉ

NUMÉRO DU RELEVÉ: 5

LOCALISATION: RIVE OUEST- SUD DE LA BAIE-DE-LA-CROIX

DATE DU RELEVÉ: 20/09/96

1. LA COUVERTURE FORESTIÈRE (0 à 60 m)

- 1) État naturel - absence de déboisement: 100%
- 2) État naturel légèrement transformé: 75 à 100%
- ③ État naturel moyennement transformé: 50 à 75%
- 4) Déboisement marqué: 25 à 50%
- 5) Peu ou pas d'arbres: 0 à 25%

2. LA RIVE (1 à 11 m)

- 1) État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement modéré - régénération
- ④ Transformation majeure (aménagement paysager - ornemental - pelouse)
- 5) Aménagement en dur, stérile, minéral

3. LA LISIÈRE (0 à 1 m)

- 1) État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- ③ État naturel moyennement transformé - aménagement modéré (empierrement)
- 4) Transformation majeure (déblayage - remblayage)
- 5) Aménagement en dur (mur de soutènement - rampe de mise à l'eau - quais permanents - abri pour bateau)

4. LA BEINE

- ① État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger (quais flottants ou sur pilotis)
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement parallèle à la rive
- 4) Transformation majeure (encoffrement permanent)
- 5) Aménagement en dur (aménagement perpendiculaire à la rive - rampe de mise à l'eau - quais - abri pour bateau)

5. ÉROSION

- 1) Absence d'érosion
- ② Érosion mineure
- 3) Érosion modérée
- 4) Érosion majeure
- 5) Érosion très forte - marquée

6. DÉTÉRIORATION DE L'EAU

- ① Absence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 2) Faible présence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 3) Présence modérée de végétation aquatique - de sable - de vase
- 4) Présence majeure de végétation aquatique - de sable - de vase
- 5) Présence très abondante de végétation aquatique - de sable - de vase

7. OBSERVATIONS DIVERSES

_____ Déchets
_____ Produits dangereux près de la rive
_____ Coupes forestières dans le champ visuel
_____ Bruits
_____ Odeurs
_____ Plage
_____ Autres: _____

8. PHOTOGRAPHIE



ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES AMÉNAGEMENTS RIVERAINS - FICHE DE RELEVÉ

NUMÉRO DU RELEVÉ: 8

LOCALISATION: RIVE OUEST-

DATE DU RELEVÉ: 20/09/96

1. LA COUVERTURE FORESTIÈRE (0 à 60 m)

- 1) État naturel - absence de déboisement: 100%
- ② État naturel légèrement transformé: 75 à 100%
- 3) État naturel moyennement transformé: 50 à 75%
- 4) Déboisement marqué: 25 à 50%
- 5) Peu ou pas d'arbres: 0 à 25%

2. LA RIVE (1 à 11 m)

- 1) État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- ③ État naturel moyennement transformé - aménagement modéré - régénération
- 4) Transformation majeure (aménagement paysager - ornemental - pelouse)
- 5) Aménagement en dur, stérile, minéral

3. LA LISIÈRE (0 à 1 m)

- 1) État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement modéré (empierrement)
- 4) Transformation majeure (déblayage - remblayage)
- ⑤ Aménagement en dur (mur de soutènement - rampe de mise à l'eau - quais permanents - abri pour bateau)

4. LA BEINE

- ① État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger (quais flottants ou sur pilotis)
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement parallèle à la rive
- 4) Transformation majeure (encoffrement permanent)
- 5) Aménagement en dur (aménagement perpendiculaire à la rive - rampe de mise à l'eau - quais - abri pour bateau)

5. ÉROSION

- 1) Absence d'érosion
- ② Érosion mineure
- 3) Érosion modérée
- 4) Érosion majeure
- 5) Érosion très forte - marquée

6. DÉTÉRIORATION DE L'EAU

- 1) Absence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 2) Faible présence de végétation aquatique - de sable - de vase
- ③ Présence modérée de végétation aquatique - de sable - de vase
- 4) Présence majeure de végétation aquatique - de sable - de vase
- 5) Présence très abondante de végétation aquatique - de sable - de vase

7. OBSERVATIONS DIVERSES



Déchets

Produits dangereux près de la rive

Coupes forestières dans le champ visuel

Bruits

Odeurs

Plage

Autres: _____

8. PHOTOGRAPHIE



ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES AMÉNAGEMENTS RIVERAINS - FICHE DE RELEVÉ

NUMÉRO DU RELEVÉ: 12

LOCALISATION: RIVE OUEST

DATE DU RELEVÉ: 20/09/96

1. LA COUVERTURE FORESTIÈRE (0 à 60 m)

- 1) État naturel - absence de déboisement: 100%
- 2) État naturel légèrement transformé: 75 à 100%
- ③ État naturel moyennement transformé: 50 à 75%
- 4) Déboisement marqué: 25 à 50%
- 5) Peu ou pas d'arbres: 0 à 25%

2. LA RIVE (1 à 11 m)

- 1) État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement modéré - régénération
- ④ Transformation majeure (aménagement paysager - ornemental - pelouse)
- ⑤ Aménagement en dur, stérile, minéral

3. LA LISIÈRE (0 à 1 m)

- 1) État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement modéré (empierrement)
- 4) Transformation majeure (déblayage - remblayage)
- ⑤ Aménagement en dur (mur de soutènement - rampe de mise à l'eau - quais permanents - abri pour bateau)

4. LA BEINE

- ① État naturel - absence d'intervention
- 2) État naturel légèrement transformé - aménagement léger (quais flottants ou sur pilotis)
- 3) État naturel moyennement transformé - aménagement parallèle à la rive
- 4) Transformation majeure (encoffrement permanent)
- 5) Aménagement en dur (aménagement perpendiculaire à la rive - rampe de mise à l'eau - quais - abri pour bateau)

5. ÉROSION

- ① Absence d'érosion
- 2) Érosion mineure
- 3) Érosion modérée
- 4) Érosion majeure
- 5) Érosion très forte - marquée

6. DÉTÉRIORATION DE L'EAU

- ① Absence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 2) Faible présence de végétation aquatique - de sable - de vase
- 3) Présence modérée de végétation aquatique - de sable - de vase
- 4) Présence majeure de végétation aquatique - de sable - de vase
- 5) Présence très abondante de végétation aquatique - de sable - de vase

7. OBSERVATIONS DIVERSES

_____ Déchets
_____ Produits dangereux près de la rive
_____ Coupes forestières dans le champ visuel
_____ Bruits
_____ Odeurs
_____ Plage
_____ Autres: _____

8. PHOTOGRAPHIE



APPENDICE C
GRILLES D'ANALYSE DU PAYSAGE

ANALYSE DU PAYSAGE 1

Relief			
Vigoureux	4		A
Accidenté	3,5	3.5	
Modéré	3		
Doux	2		
Nul	1		
Total de A →		3.5	

Végétation			
Mélangée, dominante, contraste, bouquets (50%)	4	4	B
Mélangée, bouquets, contraste (30%)	3		
Non dominant, bouquets dispersés (20%)	2		
Arbres isolés	1		
Absente	0		
Total de B →		4	

Couleurs			
Variées, contrastantes, harmonie	3	3	C
Variées, peu contrastantes, harmonie	2		
Uniformes, mal intégrées	1		
Total de C →		3	

Hydrologie			
Plan d'eau dominant	6	6	D
Plan d'eau moyen (33%)	4		
Occupant une petite partie	2		
Absente	0		
Total de D →		6	

Attraits			
Présents	2	2	E
Absents	0		
Total de E →		2	

Aménagement			
Bien intégré	5 à 6		F
Convenable	0 à 2	0	
Inadéquat	-5 à -6		
Total de F →		0	

Appréciation			
Paysage exceptionnel	4		G
Très beau	3	3	
Beau	2		
Moyen	1		
Médiocre	0		
Total de G →		3	

Total de B + C + D + E + F + G →		18	H
Produit de A x H →		63	

ANALYSE DU PAYSAGE 2

Relief			
Vigoureux	4		A
Accidenté	3.5	3.5	
Modéré	3		
Doux	2		
Nul	1		
Total de A →		3.5	

Végétation			
Mêlée, dominante, contraste, bouquets (50%)	4	4	B
Mêlée, bouquets, contraste (30%)	3		
Non dominante, bouquets dispersés (20%)	2		
Arbres isolés	1		
Absente	0		
Total de B →		4	

Couleurs			
Variées, contrastantes, harmonie	3		C
Variées, peu contrastantes, harmonie	2	2	
Uniformes, mal intégrées	1		
Total de C →		2	

Hydrologie			
Plan d'eau dominant	6	6	D
Plan d'eau moyen (33%)	4		
Occupant une petite partie	2		
Absente	0		
Total de D →		6	

Attraits			
Présents	2		E
Absents	0	0	
Total de E →		0	

Aménagement			
Bien intégré	5 à 6		F
Convenable	0 à 2	2	
Inadéquat	-5 à -6		
Total de F →		2	

Appréciation			
Paysage exceptionnel	4		G
Très beau	3		
Beau	2	2	
Moyen	1		
Médiocre	0		
Total de G →		2	

Total de B + C + D + E + F + G →

16

H

Produit de A x H →

56